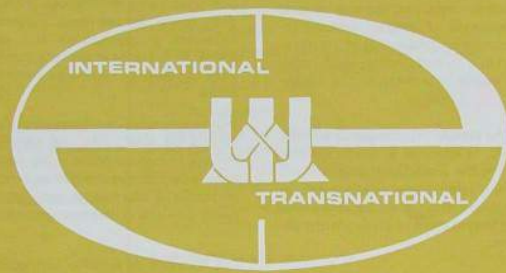


TRANSNATIONAL

ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES



L'avenir institutionnel
des OING



INGOs Tomorrow

The review of international
associations and meetings

1987 - n° 3

Revue bimestrielle Mai - Juin

La revue des associations et
des réunions internationales

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

TRANSNATIONALES

39th year

Revue bimestrielle 1987

39^e année

This publication, produced by the UAI, appears six times a year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve regardless of the consequences.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of international relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open to association officers, research workers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente à ses lecteurs sous la forme d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

<p>UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS EXECUTIVE COUNCIL COMITÉ DE DIRECTION President : President : F.A. CASADIO, Directeur de la Società italiana per la Organizzazione Internazionale (Italie). Vice-présidents: Vice-Presidents: Rafael CALDERA (Venezuela) Ancien président de l'Union Interparlementaire S.A. SAXENA (India) Former Director of the International Cooperative Al- liance. Auguste VANISTENDAEL (Belgique) Secrétaire général de Coopération et solidarité. Trésorier général : Treasurer General : Paul E. HERNAUX (Belgique) Président Honoraire de la Conférence permanente des Chambres de commerce et d'industrie de la Secrétaire général : Secretary-General : Jacques Raemackers (Belgique) Ambassadeur honoraire. Members: F.W.G. BAKER (U.K.) Executive Secretary, International Council of Scien- tific Unions.</p>	<p>Christian DE LAET (Canada) Secretary, Canadian Plains Research Centre, Uni- versity of Regina. Robert Fénaux (Belgique) Johan GALTUNG (Norway) Vice-recteur Vladimir HERCIK (Tchécoslovaquie) Marcel MERLE (France) Professeur à l'Université de Paris 1. Pierre PESCATORE (Luxembourg) Juge à la Cour des Communautés européennes Andrew E. RICE (U.S.A.) Former Executive Secretary of the Society for International Development. Cyril RITCHIE (Irland) President, Federation of Semi-Official and Private Institutions established in Geneva. Myriam SCHREIBER (Belgique) Vice-présidente de la Fédération abolitionniste internationale Albert TEVODJRE (Bénin) Secrétaire général de l'Association mondiale de prospective sociale.</p>	<p>UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI UAI REPRESENTATIVES Organisation des Nations Unies: New York: Andrew RICE Genève: Cyril RITCHIE UNESCO: Vladimir HERCIK Paris: Maryvonne STEPHAN</p>
--	--	---



1987 - N° 3

Rédaction / Editorial
Jacques RAEYMAEKERS
Robert PENAUX
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK
Paul GHILS
Myriam SCHREIBER

Published by/Publié par:
Union of International Associations - UAI
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and Administration:
Rue Washington 40, 1050 Brussels (Belgium)
Tel (02) 640 18 08 - 640 41 09
Tx 65080 INAC B

Editeur responsable : Jacques Raeymaekers
Rue Washington 40, 1050 Bruxelles
(Belgique)
Tél. (02) 640 18 08 - 640 41 09

Subscription rate: BF 1.100, or equivalent
per year (6 issues) + postage BF 270.

Abonnement : FB 1.100 ou équivalent, par an
(6 numéros) + Frais de port FB 270.

Method of payment:
Mode de paiement à utiliser:

Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-
034699-70 ou Compte n° 210-0508283-55 à
la Société Générale de Banque, 253, Avenue
Louise, 1050 Bruxelles.

London: Account n° 04552334. National
Westminster Bank Ltd., 1 Princes street.

Genève: Compte courant n° 472.043.30 0 à
l'Union des Banques Suisses.

Paris : par virement compte n° 545150-42 au
Crédit du Nord, Boulevard Haussmann, 6-8,
Paris 75009.

Copyright (c) 1987 by Union of International
Associations. All rights reserved. No part of
this work may be reproduced or copied in any
form or by any means — graphic, electronic.

val systems - without written permission of
the Secretary General, Union of International
Associations

SOMMAIRE

CONTENTS

Les OING demain

L'avenir des réseaux associatifs transnationaux dans
l'évolution du système international.
Débat UAI/FAIB Bruxelles novembre 1986.

INGOs Tomorrow

*The Future of Transnational Association Networks in
the Evolution of International Relations.*
Debate UAI/FAIB Brussels November 1986.

L'avenir institutionnel des associations (OING), par Robert Fenaux	133
Synthèse des débats, par Paul Ghils	139
Débats/Debates Introduction, par Franco-Alberto Casadio	142
Interventions de / Contributions from : Anthony Judge, Myriam Schreiber, Franco-Alberto Casadio, Johan Galtung, Georges-Patrick Speeckaert, Jeffrey Segall, Marcel Merle, Auguste Vanistendael, Vladimir Hercik, Cyril Ritchie, Jean-Maurice Chevallier, François Rigaux, F.W.G. Baker, Josef Mertens, Jean-Paul Harroy, Gilbert Jaeger.	144
Conclusion, par Franco-Alberto Casadio	164
Documents de référence/Reference papers - Reflections on Associative Constraints and Possibilities in an Information Society, by Anthony Judge	168
- A New Era for Nongovernmental Organizations in the UN?, by Johan Galtung	183
- Proposal for a Second UN Assembly, presented by Jeffrey Segall	187
- Non-Governmental Organizations and the Future, by F.W.G. Baker	192
International Meetings in 1986, by Ghislaine de Coninck	195

Les OING demain

L'avenir des réseaux associatifs transnationaux dans
l'évolution du système international

Les Actes d'une journée d'études UAI-FAIB
Bruxelles 28 novembre 1986

INGOs Tomorrow

*The future of transnational association networks in the
evolution of international relations*

*Proceedings of a joint meeting UAI-FAIB
Brussels, November 28, 1986*

Chaired by/Présidée par

Franco-Alberto Casadio, président de l'Union des associations internationales

Gilbert Jaeger, président de la Fédération des associations internationales
établies en Belgique

L'avenir institutionnel des associations (OING)

par Robert Fenaux

« Il faut avoir de l'avenir dans l'esprit »
Talleyrand

La démarche intellectuelle et fonctionnelle de l'UAI, remontant à sa genèse, l'autre siècle, a été marquée dernièrement par son assemblée générale accompagnée d'une journée de réflexion sur les perspectives d'avenir d'une Société mondiale - Etats et peuples - déjà conçue de longue date par nos pères précurseurs de l'organisation internationale et proposée dès avant la S.D.N. sous la forme d'une double institution couplant le système interétatique et l'univers des réseaux interassociatifs.

On trouvera ci-après la partie de notre rapport moral et politique se présentant comme une introduction historique au débat du jour et, à la suite, une synthèse des débats par Paul Ghils résumant le dossier des interventions fidèlement reprises de leur enregistrement et corrigées par leurs auteurs.

Cette sympathique réunion de famille UAI-FAIB, aux fins de réfléchir ensemble, l'instant de cette journée, à l'avenir des réseaux associatifs transnationaux dans l'évolution du Système international, me semble une initiative heureuse.

Rendons grâce au président Gilbert Jaeger et à son Comité d'avoir accueilli notre proposition avec l'empressement d'une solide amitié.

Au demeurant, la coopération de nos deux organisations, mère et fille, a déjà trouvé son expression la plus signifiante dans la fondation de cette «Maison», notre oeuvre commune, réalisée sous l'autorité présidentielle - j'allais dire providentielle - de M. Pierre Harmel, qui n'a peut-être jamais songé qu'il avait fait en sa personne la symbiose de la Fondation, de la Fédération et de notre Institut dont il a présidé le Comité de promotion pourvoyeur des moyens nécessaires à notre développement.

De tout cœur merci à lut et aussi à son collègue ministre d'Etat, Auguste Vanistendael, dernièrement élevé à cette dignité, en consécration d'une vie et d'une carrière exem-

plairement variée et dévouée au mouvement associatif dans ses manifestations mondiales.

Le soir venu de mes fonctions, ayant à vous présenter mon dernier rapport politique et moral qui suit notre Assemblée statutaire d'hier et prélude à notre débat de réflexion d'aujourd'hui, j'ai cru à propos et choisi à dessein d'évoquer brièvement quelques moments historiques de la démarche spécifiquement associative de l'UAI, qui a suscité l'organisation internationale devenue le système interétatique maintenant en point d'interrogation.

Cette méthode d'approche historique, choisie pour éclairer une tradition, une évolution, une perspective, vise à indiquer en quatre temps :

- D'abord l'ascension et la structuration progressives du mouvement associatif international, on dirait maintenant transnational, jusqu'au sommet prestigieux de l'UAI à la veille de la première guerre mondiale,
- Puis l'avènement de la Société des Nations en 1919 et la barrière aussitôt mise à l'incorporation de la première Fédération universelle des associations dans le premier système interétatique de l'organisation internationale,

- Ensuite l'ère des Nations Unies en 1945, la relance de l'UAI en Institut indépendant et l'ouverture du système interétatique à une participation consultative des OING, dont j'ai suivi personnellement l'expérience à ses débuts.

- Enfin, dans les perspectives de l'avenir des OING, le

temps venu de concilier le Prince souverain et la «Cité associative», saisie par l'UAI dans sa diversité spécifique et sa prolifération continue, cela grâce à nos données hautement informatisées et à nos travaux de recherches et d'études dont il appartiendra à mon adjoint M. Judge de vous parler après moi.

La genèse de l'UAI

C'est en vérité une bien belle aventure que la genèse de notre Union, concomitante à celle de l'organisation internationale, qui se féconda en terre belge, l'autre siècle, par les hasards de la géographie et de l'histoire, faisant alors d'un petit pays neutre, au carrefour des grandes puissances de l'époque, un lieu franc d'accueil et de rencontres, largement ouvert aux idées nouvelles et aux propagateurs de ce qu'on nomma alors la coopération internationale: un concept flambant neuf, quand les relations extérieures d'Etat à Etat étaient encore exclusivement d'ordre diplomatique.

Notre prédécesseur et ami G.P. Speeckaert s'est fait le chroniqueur fervent et prenant de cette ère nouvelle des relations internationales et de son apport belge de 1815 à 1914, dans un livre si riche de matières appropriées à notre réflexion que nous avons cru utile de le verser au dossier de la journée.

La *coopération internationale* c'est, à l'origine, une noble aspiration au lendemain des guerres napoléoniennes et du Traité de Vienne. Une aspiration partagée par toute la société du temps. Un «*pacifisme*» idéalisé dans l'enthousiasme de son premier Congrès de 1848, mais qui va s'avérer singulièrement positif et concret dans le chef des personnalités, des institutions et des associations qui en canaliseront les émotions.

C'est la paix conçue en premier par *le droit* qui détermina en 1878 la fondation à Bruxelles de l'« International Law Association » et à Gand de l'Institut de droit international qui recevra un des premiers prix Nobel en 1904.

Deux autres prix Nobel mémorablement motivés iront à nos fondateurs Beernaert et La Fontaine pour leur participation éminente aux travaux des conférences de La Haye sur le droit unifié, l'arbitrage obligatoire et la limitation des armements. Un combat passionné pour la paix, mené avec une vision et une prescience absolument inouïes de nos périls d'aujourd'hui.

Une conception de la paix très généralement et diversement entendue: par l'action parlementaire au sein de l'*Union interparlementaire* qui aidera à la constitution d'une Fédération mondiale des associations internationales; par l'action d'émancipation ouvrière qui a son foyer militant à Liège où se forgent les premiers éléments d'une Organisation internationale du travail; enfin par la coopération intellectuelle, l'éducation des peuples, l'enseignement universitaire des problèmes mondiaux et le service de la documentation.

Nous sommes ici au berceau de l'UAI quand se produit un événement de société, de conséquence associative

assez mal connu et qui me paraît essentiel: la publication de l'Encyclique pontificale «*Rerum Novarum*», inspirée au Pape Léon XIII lors de sa nunciature en Belgique.

Deux courants de pensée, l'un de *catholicisme social*, l'autre de *socialisme réformateur et coopératif*, vont se rencontrer et faire ensemble, au fil de quelques années, le trajet de l'UAI et de l'organisation internationale. Des amitiés nouvelles vont se nouer et des affinités d'idées s'établir. Plusieurs noms de nos ascendants seraient à citer. Trois sont passés à la postérité: Auguste Beernaert, libéré de sa charge de chef de gouvernement, Henri La Fontaine et Paul Otlet, ses cadets, encore dans l'ombre de leur génie, depuis reconnu, de pères fondateurs de la documentation moderne(1).

Otlet poussera très loin et portera très haut ses travaux scientifiques d'études et notre actuel service de documentation informatisée, créé et animé par Anthony Judge, en a honoré l'héritage, et comment. Si les fantômes de nos deux « documentateurs » comme ils se nommaient alors hantaient nos locaux, ils seraient fort aises de voir le jeu subtil de nos petits écrans et claviers, en songeant au temps artisanal où ils ont réuni 17 millions de fiches manuscrites, de 1895 à 1902.

Me hâtant maintenant vers la création de l'UAI, je me bornerai à dire, en peu de phrases, l'essentiel de l'événement, en laissant à G.P. Speeckaert le soin expert d'évoquer l'exemple de la loi belge de 1919 sur la reconnaissance de la *personnalité juridique les associations* qui se trouve à l'origine d'une démarche qui fera son chemin jusqu'à la Convention européenne signée l'autre mois à Strasbourg, première étape régionale en vue d'une intégration des OING au système international forcément appelé à une Convention universelle.

Pour la première fois, au seuil de l'Histoire nouvelle des relations internationales, quelques hommes de beaucoup de foi, d'idéal et d'abnégation vont réussir, à force d'autorité morale et intellectuelle, à rassembler une Fédération des associations et à lui donner des fondements tels qu'ils sont aujourd'hui les nôtres et s'imposent désormais à la considération générale.

Fut-ce le pressentiment de la première guerre mondiale? Toujours est-il que quelques années d'efforts inouïs suffirent à organiser la première société d'associations internationales dont on sait maintenant l'expansion universelle et mondiale.

Une société spécifique richement dotée d'une Charte à principes de dignité humaine et d'indépendance, d'une morale de solidarité et de désintéressement, d'une doctrine de droits et devoirs, dont l'UAI constituera, dès 1910,

le foyer d'études, de publications et de services qui, mis à neuf en 1945, nous réunit encore ici.

Faut-il concéder qu'étant de condition humaine, cette société d'alors n'était pas angélique dans ses âmes ni unanime dans ses adhésions. On le sait. Mais d'emblée, son programme de coopération internationale et ses plans de paix la porteront à proposer aux Etats une *organisation internationale mixte, officielle et privée*.

Le président Beernaert mourra à la peine en 1912. L'année suivante. La Fontaine et Olet, co-secrétaires généraux de l'UAI, présenteront en publication un système de « Double société » en termes singulièrement intéressants pour notre réflexion d'aujourd'hui. Je cite nos devanciers:

«Les relations et les intérêts humains étant groupés par circonscriptions territoriales (Etats) ou par similitude d'objets et de fonctions (associations), l'Organisation internationale, pour en tenir compte, doit être double:

1. *L'organisation des Etats entre eux: après avoir groupé les intérêts ayant pour base le territoire qu'ils administrent (intérêts nationaux), ils doivent concevoir et régler leurs intérêts entre eux en se considérant comme membres de la Société des Nations;*
2. *L'organisation des associations internationales entre elles: après avoir groupé et fédéré, chacune dans leur domaine, les intérêts de même spécialité du monde entier (intérêts universels), elles doivent envisager les relations entre tous les intérêts et toutes les fonctions et constituer entre elles une confédération, l'Union des associations internationales.*

Ces deux organisations, tout en étant distinctes l'une de l'autre, doivent multiplier leurs relations et faire converger leurs efforts vers une organisation unique qui réalise l'équilibre des forces en présence, en donnant à chacune une part proportionnelle de représentation et de pouvoir dans l'exercice des fonctions essentielles à la gestion des grands intérêts collectifs: délibération et législation, juridiction et arbitrage, exécution et administration. Une Constitution ou Charte mondiale doit en être l'expression»(2).

La guerre venue en 1914, La Fontaine et Olet, alors séparés, l'un exilé en Suisse et en France, l'autre aux Etats-Unis, vont faire campagne pour la réalisation de leurs projets.

La paix conclue en 1919, l'UAI adresse à la Conférence de la Paix un mémorandum contenant un autre projet de « *Charte mondiale des intérêts intellectuels et moraux* » qui ne fut pas retenue, mais récupérée dans la suite par les artisans de l'Institut international de coopération intellectuelle, lequel allait s'établir à Paris avec une conférence d'associations concurrente de l'UAI, en préfiguration de l'Unesco.

A la même époque, un mémoire de la S.D.N. rendait un éclatant hommage à l'UAI pour ses œuvres et ses projets préparatoires considérés comme « *la consécration logique de ses principes et de ses ambitions* » (3).

Ce témoignage de reconnaissance de l'action associative privée, génératrice des institutions internationales publiques, devait hélas demeurer sans effet.

Le temps de la S.D.N.

La Société des Nations constituée allait écarter froidement l'UAI et avec elle la seule Conférence des associations internationales, en renvoyant expressément ses membres et leurs revendications à leurs Etats respectifs.

Que s'est-il donc passé? Voilà bien un point d'Histoire des relations internationales propre à servir notre débat sur révolution des choses qui s'est produite de la S.D.N. à l'ONU, du Pacte de Paris de 1919 à la Charte de San Francisco de 1945, l'espace d'un océan et d'une génération.

Sans forcer l'information, on peut parler, croyons-nous, d'une conjuration de plusieurs facteurs d'opposition aux prétentions d'une Fédération représentative des associations.

Au nombre de ces facteurs: peut-être d'abord, à la base, la non-unanimité des associations, l'esprit de secteur, le particularisme de beaucoup d'entre elles, qui ne faisaient pas partie de la Conférence; un esprit qui demeure d'ailleurs, on le peut voir encore de nos jours, à propos de la reconnaissance de la personnalité juridique des OING. Mais aussi - et peut-être à la faveur de cette dispersion - les appétits d'Etats qui cherchaient alors, comme toujours, à s'attirer des sièges d'OING. Mais davantage encore et plus perfidement, derrière un rideau de louanges décernées à l'UAI et à ses pères fondateurs, l'avidité de certains bureaux de la S.D.N. pressés de s'approprier la fonction des associations.

G.P. Speeckaert, en historien curieux du destin de l'UAI et instruit dans la mesure de ce qui restait de nos archives mises à mal pendant la guerre, avait déjà projeté ses lumières sur cette appropriation sourde et feutrée des Bureaux dans son étude sur l'UAI publiée lors de notre 60ème anniversaire. Ainsi savions-nous que l'Union avait été progressivement évincée par la création d'une Section des «Bureaux internationaux» au sein du Secrétariat de la S.D.N., puis par la publication par cette section, de 1922 à 1939, d'un Bulletin trimestriel de renseignements sur l'œuvre des organisations internationales: enfin, suivant la même dépossession, la publication, à partir de 1921, d'un Répertoire des organisations internationales. La mesure était pleine et l'intention évidente.

«*Ces initiatives*», concluait notre auteur, « *privaient pratiquement l'UAI de toute possibilité de poursuivre elle-même convenablement la publication de sa Revue et de son Annuaire*». Et cela au moment où les associations se développaient dans le domaine de la science et de l'éducation. On verra que toute différente fut l'attitude de l'ONU à l'avantage des OING comme au sien propre.

Mais voici tout récemment qu'un historien canadien avisé, M. Ely Hermon, accédant aux archives de la SDN a pu, dans une étude intitulée «Le cas de l'UAI», lever le voile de ce qui cachait encore les manœuvres d'exclusion des associations. A l'exception de la Croix-Rouge, bénéficiaire d'un privilège unique en application de l'art. 24 du Pacte.

étant entendu que le syndicalisme des partenaires sociaux était institutionnalisé par le BIT dans sa structure tripartite.

La Revue de l'UAI a publié l'autre mois cette étude autorisée. On y apprendra que Sir Eric Drummond, le premier secrétaire général de la S.D.N., professait une vive admiration pour la personnalité et l'œuvre de nos pères fondateurs. Mais surtout que, bien au-delà de cette considération personnelle, les Etats du Conseil entendaient alors défendre farouchement leurs *prérogatives souveraines* dans une structuration *strictement interétatique*. Ici encore on pourra

mesurer la différence d'optique avec l'ONU de l'ère onusienne.

La Fontaine et Olet, affligés par leur déception et leur isolement, ont poursuivi dans l'ombre leur grand labeur universitaire et documentaire avec une constance, une sérénité et une abnégation tout à fait édifiantes.

Ils s'en allèrent quasiment dans le même temps, en 1944 et 1943, comme ils avaient vécu ensemble en frères spirituels, qui évoquent la fameuse amitié de Montaigne et de La Boétie.

L'UAI devient Institut

En 1945, il ne pouvait s'agir de ranimer artificiellement une Fédération des associations internationales en nombre toujours croissant et en esprit sectoriel avivé. Aussi bien à la reprise des contacts entre les anciens et les nouveaux, l'idée prévalut de transformer l'UAI, sous la même enseigne historique, en Institut de personnes cooptées à titre strictement individuel sans égards pour leur citoyenneté. Sauf bien entendu à veiller à une pondération convenable de nationalités, de sensibilités et de qualités.

Une idée de génie cette cooptation, qui allait assurer à notre foyer scientifique sa spécificité, à nulle autre pareille. Sans doute on a vu s'édifier ici et là, au siège des organisations intergouvernementales, des conférences d'OING du meilleur aloi au service d'intérêts et de travaux délimités par leurs cadres institutionnels. Mais toutes ces conférences, de par leur nature même, ont leurs bornes et leurs contraintes, ne serait-ce que celles de la discrétion et de la prudence.

Seul notre Institut, foyer scientifique à vocation mondiale, a compétence générale et autorité acquise, aux fins de nos Statuts, dans l'exercice d'une pleine indépendance

et d'une absolue neutralité des tendances, des appartenances ou des obédiences. Nos tribunes n'ont de règle que la courtoisie et la bienséance des propos. Cela explique notre habitude de consensus bien avant la mode du jour. Et c'est ici l'endroit de nous féliciter que nos relations extérieures participent de la même indépendance. Tant avec les Etats qu'avec les organisations intergouvernementales, notamment dans l'exercice de nos statuts consultatifs qui ont pour raison d'être première le sort des OING et dès lors, nous confèrent un droit de critique à ce propos.

Me voici maintenant à pied d'œuvre de l'ONU dont j'ai vécu les débuts à Flushing Meadows, près des tennis. Autres jeux de balles, alors ceux de la guerre froide, au temps des soixante membres, avant de hanter les salles et les couloirs du Manhattan Building.

Au départ de San Francisco, il y a la profusion du mouvement associatif national et international dont certains groupes influents vont faire une campagne vigoureuse pour le respect des droits de l'homme, la lutte contre le racisme hitlérien et l'affranchissement des peuples colonisés (4).

Le temps de l'ONU

On est tenté de croire que ces groupes ont inspiré le préambule de la Charte des Nations Unies et l'article 71, une innovation mais à l'origine réduite par la volonté des Etats à une simple faculté de consultation du secteur privé des «ONG» laissée à l'appréciation et à l'usage du Conseil économique et social.

Cependant l'ECOSOC va vite élaborer un « Statut » qui se répandra aussitôt dans l'ensemble des OIG universelles et régionales. C'est là l'instant historique qui marque l'ouverture du *Système interétatique aux OING*.

Sans doute, les Etats vont régler l'octroi de cette consultation par des dispositions assujettissantes. Ce qui n'empêchera d'ailleurs pas l'établissement de bons rapports avec le Système, grâce à l'estime que la *fonction internationale* va nourrir pour les associations et leur apport à la coopération internationale. Au point de devenir souvent leur avocat auprès des *délégations d'Etats*. J'ai vécu cette intercession

à mon banc de l'Ecosoc et comme président du Comité permanent des ONG où la pondération du Secrétariat se manifestera, notamment lors du *classement hiérarchique des OING* en trois catégories. Une formule en principe relativement satisfaisante quand elle n'est pas viciée par des *marchandages politiques*.

De leur côté, les OING se sont organisées en *conférences* actives de deux types : dans le cas de l'ECOSOC, un engagement impliquant en général la défense des *principes associatifs* et dans le cas des institutions spécialisées un engagement plus conforme aux disciplines de l'Organisation.

C'est l'universalisation des Nations-Unies et la montée des jeunes Etats affranchis qui auront pour effet d'introduire les dispositions plus rigoureuses de 1986 renforçant les pouvoirs de contrôle de l'ECOSOC. Mais la réaction est venue de la Conférence des OING, qui a maintenant chance d'en obtenir la révision.

Il me faut ici dire un mot de TUAI qui allait prendre un avantage assez significatif sur son échec de la S.D.N. Il y eut d'abord une velléité du Secrétariat de créer son propre bureau des répertoires. Notre cause fut plaidée au Conseil, sans rencontrer d'objection. Au contraire, deux résolutions allaient patronner nos publications.

Ce fut là le point de départ de nos relations confiantes avec le Secrétariat. Notre institut fut admis à son tour au « Statut », en considération de ses fonctions impliquant la défense de la spécificité associative conçue dans ses droits humains et ses devoirs de solidarité. Et de fait, nous avons toujours pratiqué fièrement la consultation, dans la plus franche indépendance d'esprit en n'hésitant jamais à user de notre liberté critique le cas échéant, notamment dans nos rapports quadriennaux, tant à l'ECOSOC qu'à l'UNESCO, et par exemple lors de l'enquête sur les OING suspects de contrevenir aux décisions politiques des Etats à l'égard de l'Afrique du Sud et de Formose. Nous fûmes alors nous-mêmes consultés par les OING visées auxquelles nous avons conseillé la fermeté de principe dans la défense de leur indépendance, sans crainte qu'on pût nous en faire reproche.

Je tiens cela pour un signe de la considération de la fonction internationale à notre égard, à côté de bien d'autres : son patronage accordé en diverses circonstances : anniversaires, inaugurations, etc.; sa participation active à nos col-

loques et à notre Forum. N'est-il pas significatif que des fonctionnaires internationaux de tous grades soient autorisés à devenir membres actifs de notre Institut, en particulier les chefs de bureaux d'ONG, à New York Miss Saurwein et à Genève Melle Manineau?

M'abuserais-je en jugeant que ces affiliations sont, à travers nous, un hommage rendu aux associations qui, en l'occurrence, n'ont vraiment pas l'impression de s'être laissées circonvenir par la sollicitude des OIG.

Notre Forum associatif mondial de 1980 fut l'occasion d'un concours d'OIG, en participants, en rapports préparatoires et en interventions qui, pour lors, ont administré la preuve de l'intérêt de la fonction interétatique pour un programme au titre audacieux : « *De l'international au transnational* » et à thèmes aussi tranchants que le respect de l'identité des OING, la participation à part entière et la communication transnationale sollicitant l'ouverture des frontières et la tolérance du Prince souverain.

Les lendemains du Forum furent riches de progrès dans le sens et la suite de ses recommandations pour ne citer, entre autres effets, que l'accréditement du concept de transnationalité, l'élaboration de la Convention européenne de reconnaissance juridique des OING ou la valorisation de la participation associative à l'organisation internationale.

Le temps à venir

En introduction à ce débat de réflexion, nous avons tenté d'évoquer, à travers la belle histoire de l'UAI, la génération et révolution des relations internationales publiques et transnationales privées, d'un siècle à l'autre.

On sait ainsi, de science historique, que concurrence à la diplomatie *bilatérale* classique, une organisation *multilatérale* des Etats s'est progressivement institutionnalisée. Le plus souvent à l'initiative et sous l'impulsion des forces associatives. D'expérience actuelle, on sait aussi que la nouvelle fonction internationale, universelle et régionale, politique et spécialisée, porte intérêt et estime aux valeurs et aux services des associations, et même qu'elle est souvent devenue la meilleure alliée des OING auprès des Etats assez généralement mésestimés de l'action non gouvernementale ou sciemment prévenus dès que la Cité associative dérange le Prince souverain.

Or, voici qu'apparaissent, en rapport avec les manifestations intellectuelles du 40ème anniversaire de la Charte de San Francisco, maintes suggestions visant à des réformes du Système institutionnel des Nations-Unies sous diverses formes, allant d'un simple aménagement de la participation associative jusqu'à une véritable intégration des OING à un ordre mondial différencié des Etats et des peuples.

La méthode du débat

Pour notre part et d'entrée de vos travaux, on voit deux manières d'approcher le sujet, possibles et d'ailleurs concurrentes. Soit un *débat d'idées*, confrontant par exem-

ple la réalité du système interétatique à l'imagination d'une société transnationale, soit un *débat des faits* mettant à profit une argumentation pragmatique.

Un débat théorique comporte les risques d'échouer aux écueils d'une idéalisation des vertus associatives ou d'un entêtement des idées reçues sur le pouvoir intangible des Etats.

Mieux vaut donc, semble-t-il, s'en tenir, autant que faire se peut, aux faits, plus respectables et plus convaincants qu'une trop noble conception de l'esprit.

Les faits, c'est d'abord la *réalité politique des Etats* consacrés dans leur rôle d'acteurs décisionnaires du Système et cela sans doute pour pas mal de temps encore; c'est ensuite la *réalité sociale des peuples*, organisés et encadrés dans la diversité et la disparité des groupes associatifs.

Ainsi conscients et instruits des bornes de notre temps, pouvons-nous, à l'enseigne de l'UAI, contribuer utilement à chercher et à répandre des formules de coopération internationale et de communication transnationale, en vue du meilleur des mondes aujourd'hui faisable.

A cette fin, on se référera au bon exemple de solidarité du Conseil de l'Europe et de la collaboration fructueuse qui s'y développe entre le pouvoir souverain des Etats, l'institution parlementaire, la fonction de l'organisation intereuropéenne et la représentation des OING.

(1) Georges-Patrick SPEECKAERT « *Le premier siècle de la coopération internationale 1815-1914-L'apport de la Belgique* » n° 1 de la collection : *Les racines nationales de la coopération internationale*. Publication UAI n° 144. Ou même auteur, à l'occasion du 60ème anniversaire de l'UAI en 1970 *Passé, Présent, Avenir - Regards sur soixante années d'activités de l'UAI*.

(2) On peut lire à la première page de l'Histoire de la documentation de Jacques Chaumier aux PUF: «Ce sont les travaux entrepris par Paul Otlet qui marquent le début de l'histoire de la docu-

mentation et de ses techniques... La première date importante de l'histoire de la documentation est celle de la création de « l'Office international de bibliographie ». Une première forme de l'Institut du même nom qui allait devenir l'Institut international de documentation...

(3) Extraits de «*Regards sur soixante années de l'UAI*» par G.P. Speckaert Numéro spécial de «*Synthèse*» à l'occasion du 60ème anniversaire de l'UAI en juin 1970.

(4) Alfred SAUVY: *L'opinion publique*, PUF, Paris 1967.

HOMMAGE DE LA S.D.N. A L'UAI

Pendant la première guerre mondiale, l'U.A.I. maintint une activité intérieure relative, mais ses dirigeants firent paraître à l'étranger un ensemble d'études tendant à l'organisation de la Société des Nations. (H. La Fontaine, *The Great Solution*, 1915, Paul Otlet, *Les problèmes internationaux et la guerre*, 1916; *Constitution mondiale de la Société des Nations*, 1917).

A cet égard, un mémoire de sept pages imprimées du secrétaire général de la Société des Nations, constituant un document (A. 42 (B) 1921) du Conseil, communiqué le 5 septembre 1921 aux Etats membres de la Société et aux délégués à l'Assemblée et consacré à «L'activité éducative et l'Organisation du travail intellectuel accompli par l'Union des associations internationales» souligna dans les termes suivants l'appui apporté par l'U.A.I. en vue de la création de la Société des Nations: «L'Union des associations internationales devait trouver dans la création de la Société la consécration logique de ses principes et de ses ambitions. Avant la guerre, la nature même de ses travaux avait fait d'elle

indirectement, et dans la mesure de ses moyens, l'un des promoteurs de la Société des Nations. Elle avait même affirmé, à l'avance, dans ses congrès, que « le principe de la Société des Nations était l'aboutissement de tout le mouvement international. Au cours de la guerre, les dirigeants de l'Union avaient élaboré des projets de Pacte et de Constitution internationale ».

Ce mémoire rendit hommage à l'importance des institutions et des collections groupées autour de l'U.A.I. dont il rappela les caractéristiques et ce qu'elles devaient à Henri La Fontaine et Paul Otlet. Il se terminait par le passage suivant :

Si l'on envisage dans son ensemble le tableau que nous venons de tracer, l'œuvre des fondateurs de l'Union des associations internationales, œuvre de documentation et d'information, de coordination des efforts, d'enseignement général, apparaît comme une vaste entreprise d'organisation intellectuelle internationale, qui se signale par l'ampleur des conceptions et des desseins. Son action se manifeste

dans deux sens. Dans le domaine des principes, elle doit à la force logique des conceptions qu'elle a mises en évidence, une influence des plus fécondes pour préparer les esprits aux idées de solidarité et d'indirectement, organisation internationales. Dans celui des faits, elle a prouvé son efficacité par ses créations. L'Union des associations internationales, ses congrès, les publications qui s'y rattachent, et l'Université internationale, constituent des moyens particulièrement efficaces d'assurer «la diffusion d'un large esprit d'entente et de coopération mondiales». La Société des Nations doit aujourd'hui les regarder comme des organes de collaboration très précieuses.

C'est ce que l'Assemblée a voulu affirmer, en approuvant l'aide morale et matérielle donnée par le Conseil à l'Union des Associations internationales et à l'Université internationale. Peut-être nous permettra-t-on de tirer de la résolution de l'Assemblée l'hommage implicitement rendu aux deux éminents protagonistes de la solidarité internationale, auxquels sont dues ces institutions.

Les OING demain

INGOs Tomorrow

Synthèse des débats

par Paul Ghils

Si l'évolution des relations internationales institutionnelles au cours des dernières décennies est sans conteste marquée par les transformations profondes du monde contemporain, elle se caractérise aussi souvent par l'incapacité de ses acteurs à affronter certains phénomènes entièrement nouveaux. La genèse d'une société informationnelle dans certaines régions du monde, la persistance ou l'aggravation des déséquilibres entre différents ensembles géographiques et culturels, les crises d'identité et le brouillage des communications qui en résultent pour la communauté humaine et ses organisations, voilà autant d'éléments qui demandent réflexion et appellent des solutions adaptées.

Du constat harmonique dressé par les participants à la réunion se détache le cas particulier de l'UAI, pour laquelle les problèmes essentiels qui se posent sont ceux de conceptualiser et de classer les phénomènes des relations internationales, quelle que soit leur extension géographique ou leur durée, en établissant une grille qui rende compte de leur diversité et dépasse la vieille dichotomie gouvernemental/non gouvernemental.

Le rôle de l'UAI

Décrire, classer.

La trajectoire de l'UAI, dont M. Pénaux montre qu'elle illustre à maints égards la montée et la complexité du fait associatif international et transnational, traduit des aspirations anciennes, mais qui se retrouvent aujourd'hui sous une forme guère différente sur le fond : coopération internationale empreinte d'une certaine idée de la paix, tentative d'imposer aux Etats la reconnaissance d'un secteur international privé, maîtrise des échanges intellectuels entre les peuples et vision des problèmes humains dans une perspective globaliste.

Les regroupements d'OING qui se feront graduellement et dont une première Fédération des associations devait

tracer la voie, leur multiplication et le développement de leur action se sont faits à contre-courant des vues de la SdN commise à la défense d'un ordre strictement interétatique. Il faut attendre le «Statut» de l'ECOSOC, bientôt adopté par les OIG universelles et régionales, pour qu'enfin les OING établissent des rapports de coopération avec les OIG. Le Système international s'ouvrirait au principe associatif considéré comme tel, en même temps qu'il reconnaissait l'intérêt des activités menées par les associations dans les divers domaines couverts par les institutions spécialisées.

De nos jours, les liens tissés par l'UAI avec l'Organisation internationale ne démentent pas l'ouverture du Système aux OING. Devenues actrice, même secondaires, de la société planétaire, elles doivent avoir pour objectif de rechercher des formules de conciliation qui favorisent à l'avenir l'intégration du Système interétatique.

Le contexte social

La complexité des relations tissées entre les organisations, à la faveur notamment des nouveaux supports informationnels, la remise en question des formes d'organisation classiques et les potentialités nouvelles qui s'offrent à elles de s'adapter, de se transformer ou de se redéfinir sont au centre des interrogations de M. Judge relatives à cette «société de l'information» en gestation.

Les formes de l'action organisée, les modes de participation des acteurs, la gestion et les finalités des systèmes informatisés doivent être analysés en fonction de critères et de typologies adéquats. L'aspect évolutif des organisations, la résonance donnée par les médias à certaines manifestations de masse éphémères (Band Aid...) et normalement considérées comme épiphénomènes, le caractère global ou localisé des actions entreprises, leur degré de permanence et les objectifs des participants sont quelques

uns des critères qui permettront de repérer les lignes de force de la société informationnelle.

Celle-ci peut être décrite à partir d'un nombre défini de variables (Mode de communication/logiciel/contenus et matériels/formations sociales/schémas conceptuels) qui, couplées, engendrent une grille de neuf modèles descriptifs de la société informationnelle. Les neuf types ainsi Obtenus se répartissent en cinq modèles «*adaptatifs*», trois modèles «*innovateurs*» et un modèle «*transformateur*».

L'adaptation se définit ici par l'assimilation quantitative de nouvelles données permettant l'adaptation à une situation nouvelle, sans transformation structurelle de l'organisation. L'innovation implique un changement qualitatif et la remise en cause des principes de base. Enfin, la transformation ajoute au modèle précédent un processus d'auto-évaluation constante, l'évaluation de la pertinence du changement sans accorder à la nouveauté un préjugé nécessairement favorable.

Le but de cet essai classificatoire est de faire entrevoir les perspectives qui s'offrent aux organisations en fonction des nouveaux types d'organisation sociale et d'éviter les écueils que ceux-ci peuvent receler. Il s'agit aussi de permettre à ces mêmes organisations de se situer par rapport à leurs paires, sans perdre de vue leurs propres limitations.

Les difficultés, toutefois, sont bien réelles : excès d'information, utilisation à bon escient des équipements et des données disponibles, découverte et mise en valeur des potentialités nouvelles, appuis et collaborations à obtenir et donc luttes d'influence et situations conflictuelles que tout cela présuppose. A quoi viennent s'ajouter certains éléments plus affectifs, comme la difficulté de maîtriser la «*convivialité*» des manifestations de masse et leurs effets médiatiques sur des spectateurs passifs.

La complexité des nouvelles formations sociales impose aux organisations d'imaginer de nouvelles formules/négociations pour susciter les interactions, obtenir les parrainages, évaluer l'opportunité des projets, etc.

Parmi les outils disponibles figurent la vidéoconférence et autres types d'échanges interactifs et à distance, la création de groupes et réseaux «*ad hoc*» de durée limitée en fonction d'objectifs ponctuels, le recours à l'intelligence artificielle, etc.

Le langage de communication lui-même pourra faire appel aux figures de l'imaginaire (métaphores...) pour construire de nouvelles représentations conceptuelles des individus et des organisations dans leurs relations mutuelles et dans leurs rapports à l'environnement.

Issu d'une démarche dynamique et délibérément conflictuelle, où les divergences de conception seraient intégrées aussi bien que les convergences, l'équilibre de la structure sera assuré par les configurations discontinues, accords/désaccords associés à la complexité.

Propositions

Les relations OING/OIG/gouvernements/individus ont fait l'objet de nombreuses remarques de la part des participants et d'un certain nombre de propositions. De manière générale, il apparaît que les pouvoirs étatiques et interéti-

ques sont les seuls à pouvoir garantir la légitimité de l'existence et de l'action des associations, même si, comme le remarque M. Vanistendael, celle-ci précède souvent l'action des Etats.

Le mouvement associatif bénéficie en effet d'atouts sérieux : les ressources du volontariat, l'enracinement dans toutes les couches de la population, la souplesse requise pour aborder la multiplicité du micro-social, la rapidité de décision et d'action face aux nouveaux besoins, et donc la faculté d'innover.

Toutefois, le fait de précéder l'action gouvernementale ou de répondre aux initiatives parlementaires ne résoud pas la question du type de rapport à établir entre les deux partenaires. S'il faut éviter le piège de l'immobilisme, de la dépendance, il s'agit aussi de moduler l'apport des nouvelles technologies, de repenser les formes de l'action humaine et notamment d'affiner la distinction entre démocratie parlementaire (représentative) et démocratie directe (le «*pouvoir populaire organisé*»), également soulignée par M. Chevallier.

Au niveau transnational, les nouvelles formes de relations Etat/société pourraient passer notamment par la création d'une Deuxième Assemblée dite «*des peuples*» dans le cadre des Nations Unies, telle que la propose Jeffrey Segall avec l'appui d'une soixantaine d'ONG et d'OING.

D'autres aménagements du Système international sont proposés par M. Galtung: participation au budget de l'Organisation, réajustement des rémunérations de la fonction internationale, revalorisation du statut des OING et notamment du rôle des représentants non politiques, accroissement de leurs responsabilités au sein des différentes agences et institutionnalisation de leur participation, abolition du Conseil de sécurité, partage du pouvoir entre Etats et non-Etats (ONG, OING, sociétés multinationales, peuples) représentés par autant d'Assemblées...

Dans le court et moyen termes toutefois, les participants évoquent plutôt la possibilité d'améliorer les formules de collaboration existantes ou d'en créer de nouvelles dans le prolongement de ce qui a déjà été fait.

Le renforcement du secteur privé de la communauté internationale devra cependant franchir de nombreux obstacles liés à :

- des suspicions politiques (voire politiciennes), idéologiques et nationalistes (Galtung, Merle),
- l'inadéquation des grilles conceptuelles (Judge) et notamment l'imbrication des entités gouvernementale et non gouvernementale (Merle), sans oublier la pénétration des intérêts professionnels camouflés ou non (Merle, Casadio),
- le manque d'intérêt de la part de certains secteurs, notamment universitaires, et souvent des OING elles-mêmes (Speeckaert, Casadio),
- la représentativité des associations et la redistribution éventuelle de la représentativité (Merle),
- la sacralisation de certains concepts, devenus imperméables à la critique et à l'analyse (Merle),
- l'imprécision des objectifs des OING et la fragilité de leur armature idéologique (Merle),

- le caractère hétéroclite des entités regroupées sous des termes globalistes (Merle),
- le monopole étatique dans le domaine juridique (Rigaux),
- les problèmes logistiques et budgétaires (Hercik),
- le chevauchement de certaines initiatives, comme la Convention de Strasbourg (Conseil de l'Europe) et le projet de droit communautaire des associations (CEE) (Ritchie),
- le manque de coordination inter-ONG (Ritchie, Chevallier),
- les luttes d'influence inter-ONG et les luttes de pouvoir pour la maîtrise des réseaux d'information (Chevallier),
- la fragilité de certaines structures étatiques et donc la crainte d'un empiètement des ONG sur le domaine des Etats (Rigaux),
- la capacité de dominer les nouveaux flux de l'information, notamment pour les responsables d'OING (Merle),
- les crises institutionnelles des OIG (Casadio),
- les agissements des sociétés multinationales à l'égard des OIG et OING (Casadio).

Bien heureusement, les perspectives sont souvent plus encourageantes, au vu des nombreux aspects positifs que présentent les OING dans leurs relations avec la communauté internationale et la conception qu'elles ont de l'avenir de ces relations. Relevons notamment :

- l'ouverture des OIG aux OING (Fénaux),
- le potentiel (variable) d'innovation et la genèse de nouvelles formes organisationnelles en fonction du contexte social, et notamment informationnel, actuel et futur et de la perception qu'en ont les acteurs (Judge),
- les ONG sont peut-être le seul réseau universel véritable. ce qui en fait un élément indispensable de la communication internationale là où les gouvernements ont échoué (Galtung),
- sans être elles-mêmes détentrices des pouvoirs, les ONG occupent l'avant-scène et l'arrière-scène des centres de pouvoir. Cette distanciation préserve la faculté critique des premières (Galtung),
- la disponibilité des ressources du volontariat et la souplesse d'adaptation aux situations les plus variées, du micro-social au transnational (Vanistendael),
- la possibilité pour les peuples de recourir à la voie non gouvernementale pour s'organiser et se faire représenter auprès des Etats (Rigaux),
- le fait que l'action associative précède celle des gouvernements accélère ou infléchit bien souvent l'évolution des législations nationales et du droit international, en obtenant notamment la reconnaissance des idées, des valeurs et des droits qu'elles défendent auprès des instances étatiques ou interétatiques (Harmel, Schreiber, Fénaux, Vanistendael).

Dans l'ordre pratique, les formules qui semblent le mieux recueillir la faveur des participants à cette journée d'études semblent être celles qui visent à la conciliation et à la collaboration entre les ordres gouvernemental et non gouvernemental. Les apports mutuels qui en résultent, et que ne contredisent pas les divergences qui peuvent surgir entre les partenaires, justifient raffinement des instruments juridiques qui permettent ces échanges, voire la création d'instruments nouveaux. La Convention du Conseil de l'Europe relative à la reconnaissance de la personnalité juridique des OING et le projet d'un droit des associations de la Communauté européenne vont dans ce

sens, de même que, pour certains, le principe d'une Deuxième Assemblée des Nations Unies.

Certes, ce sera aux ONG qu'il reviendra de s'organiser, de joindre leurs efforts et de coordonner leurs démarches en vue de parvenir à leurs fins. A cet égard, il semblerait que la collaboration inter-ONG soit en progrès: fédérées, les associations sont à la fois plus libres de leurs actions, plus efficaces dans les projets conjoints qu'elles mènent et mieux à même d'imposer leurs vues aux OIG bien que, paradoxalement, les fédérations soient l'objet de la sollicitude des Etats dans la mesure même où elles représentent les intérêts d'une vaste clientèle associative (Baker).

D'autre part, la collaboration inter-OING favorise la coopération transfrontalière grâce à son caractère multidisciplinaire et transnational et place de ce fait, une fois de plus, la communauté associative internationale en avant sur la communication internationale des Etats (Hercik).

La communauté associative devra toutefois veiller, au cours des prochaines décennies, à maîtriser l'apport des nouvelles techniques et à ne pas se laisser subjugué par la magie de l'outil informatique (Vanistendael). Ce qui nécessitera sans doute un certain esprit de créativité (organisationnelle et relationnelle surtout) et l'exploitation à son propre avantage des nouveaux outils mis à la disposition des associations.

Il s'agira donc à l'avenir de concevoir de nouveaux modes de communication, de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles structures relationnelles et de se forger le langage approprié aux nouvelles réalités, tout en initiant les responsables d'associations (parmi d'autres) à la complexité de l'ensemble. Les usagers des nouveaux outils ne devront pas non plus être oubliés : l'UAI et son réseau local offrent l'exemple d'un centre collecteur et distributeur d'informations dont la rentabilité est fonction des possibilités qu'auront les demandeurs d'informations d'y accéder. De façon générale, la complexité des modèles de communication et la maîtrise que pourront en avoir les individus et les organisations reposent en des termes nouveaux la question des relations de pouvoir et donc de la démocratisation des réseaux relationnels, internationaux notamment.

Pistes

Outre les propositions mentionnées plus haut, quelques directions de recherches sont proposées à l'UAI. Relevons :

- raffinement des typologies descriptives actuellement utilisées, afin de mieux préciser la spécificité des organisations décrites, ce qui suppose en corollaire de pousser plus avant la démarche analytique, en contrepoint de l'approche «globaliste»,
- repérer les nouvelles distributions d'intérêts, de solidarités, de fonctions, d'intentions, qui résultent du changement social,
- évaluer les flux d'informations interindividuels transnationaux, ceux qui relient les pôles ONG, OING, sociétés multinationales et les flux internes à ces bassins.

Franco-Alberto Casadio

Union des associations internationales
Société Italiana per la Organizzazione Internazionale

Introduction

En réalité, il vous appartient d'introduire notre débat. Monsieur l'Ambassadeur Fénaux, comme il vous est revenu durant près de quinze années de guider l'œuvre de l'UAI dans cette direction.

En vous écoutant, je songeais à la profondeur des transformations qui se sont vérifiées sous votre gestion de l'UAI, ou plus exactement sous votre « règne », pour en apprécier l'importance. En effet, nous avons vécu, durant ces quelque vingt dernières années, une transformation aussi profonde que durant les vingt années qui ont suivi la dernière guerre mondiale, mais avec un caractère plus spécifique. C'est à partir de 1945 que la complexité s'est imposée sur la scène internationale. Tolérée et tolérable il y a une vingtaine d'années, cette complexité est maintenant devenue critique, comme un réacteur de puissance peut atteindre le niveau critique.

Au moins trois aspects ont intéressé de près l'attention de l'UAI.

D'une part, le système des relations internationales institutionnalisées a eu une évidente crise de croissance. C'est en 1973 et 1974 qu'on a essayé de réinventer, par l'entremise du nouvel ordre économique international, un rapport différent entre diverses catégories d'Etats. Celui-ci étant matériellement impossible n'a fait que compliquer la vie de ce monde.

Au commencement des années 1980, les organisations internationales, des Nations Unies à l'UNESCO, du BIT à certaines organisations régionales, sont entrées dans une période de crise véritable. Il est certain que le système intergouvernemental des relations internationales a témoigné d'une part, d'une crise d'efficacité et d'autre part, d'une véritable crise de représentativité.

C'est à ce moment également que le problème des sociétés multinationales ou entreprises transnationales, qui avait été intentionnellement caché dans les décennies précédentes, a explosé. Il suffit de se rappeler la déclaration de guerre contre les sociétés transnationales qui a été lancée en septembre 1983 par la 4ème Conférence des non-alignés d'Alger. Il y a encore certains morceaux de cette déclaration de guerre à l'impérialisme -je cite - des multinationales qui prouvent que ces deux systèmes sont véritablement entrés en collision l'un avec l'autre.

D'autre part, le système des relations internationales non gouvernementales - le cœur de l'associationnisme international - n'a fait que s'élargir, parfois occuper les vides qui avaient été laissés ouverts par le système des relations internationales entre Etats.

Mais là aussi, une troisième crise s'est révélée: la crise de l'identité de ces organisations, la santé de ces organisations est excellente, mais elles ne le savent pas. C'est donc la recherche de la spécificité à laquelle l'ambassadeur Fénaux s'est consacré qui me paraît être le cœur des problèmes de l'UAI et de la connaissance de ce monde.

L'UAI a réagi au défi des événements de trois manières différentes :

1) Robert Fénaux a continué d'œuvrer à la recherche de la quantification du phénomène international, appuyé par un staff de premier ordre, et sur lequel je reviendrai. Il a pu ajouter aux différents « Yearbook of International Organizations » d'autres méthodes et d'autres produits susceptibles finalement de mesurer, en temps réel, l'évolution quantitative du phénomène. Ceci a été dû à deux révolutions : une révolution « ouverte », celle de l'utilisation de l'informatique et une révolution « permanente », qui est la capacité et l'efficacité de son staff.

2) Il, par l'entremise d'une série de réunions internationales que je vais évoquer dans un instant, cherché à faire le point de la situation. Je vous citerai la réunion à Bruxelles en 1970, qui

INGOs Tomorrow

a fait l'objet d'une publication éditée par les soins et aux frais du gouvernement belge sur la politique et les orientations futures de l'UAI. Les réunions de 1972 à Milan, 1976 à Genève, 1980 le Forum international à Bruxelles. Et en 1984, une entreprise audacieuse : l'exploration de l'associationnisme du continent africain.

3) Qu'avons-nous essayé de faire par l'entremise des réunions convoquées ? Il s'agissait de trouver le système de conceptualisation adapté à une réalité en pleine transformation. Il est vrai que nous sommes encore prisonniers de la division entre OING et ONG, mais nous essayons, dans ce séminaire d'aujourd'hui, de dépasser ce système qui représente une véritable limitation. Mais chaque fois, nous avons trouvé des méthodes pour mesurer la réalité internationale en transformation, qui étaient de loin plus adaptées et plus à jour que tout autre système disponible dans les milieux des universités ou dans le milieu des opérateurs internationaux.

Je ne voudrais pas passer sous silence le colloque de Paris 1974 sur le langage international. Il me revient qu'à Paris, on se posait le problème de savoir dans quelle mesure les relations internationales, sur un plan objectif, correspondaient à la sommation des perceptions que les différents acteurs de la vie internationale pouvaient considérer comme entrées dans leur bilan des recettes et des dépenses dans leur vie des relations internationales. Et nous avons découvert que la moitié peut-être des signaux et des messages qui se passent chaque jour dans le système des relations internationales est déformé, interrompu, en quelque sorte nié par le système de la communication.

C'est à partir de ce moment, en pleine connaissance de cause, ayant étudié la partie du message perdue par la différence des langues, par la différence de perceptions de menaces ou de besoins de coopération, par l'attitude due à sa propre histoire ou à sa propre tradition pour des situations actuelles, bilatérales ou individuelles et qui contribuent donc à altérer les messages dont cette société internationale est fatalement composée, que nous avons ajouté à l'aspect quantitatif de l'analyse de la société internationale une profonde analyse subjective des relations entre Etats. On ne peut pas reprocher à l'UAI d'avoir été seulement le "notaire" de la société internationale. Elle a été aussi son interprète et le Forum que Robert Fenaux a organisé en y mettant toute sa culture, sa compétence, son enthousiasme, a été une contribution unique à la connaissance - et j'ajouterais à l'interprétation - de la société internationale.

J'aimerais maintenant, en votre nom, remercier Robert Fenaux pour tout ce qu'il a fait pour nous, ainsi que son épouse qui l'a accompagné et nous a chaque jour pardonné de prendre une partie tellement importante de Robert.

Je remercie également vos collaborateurs, qui ont eu le privilège de travailler et de vivre avec vous. Vous avez reçu une collaboration unique au monde -je n'hésite pas à le dire - tout au moins dans notre monde des relations internationales. Merci pour le cercle d'amis que vous avez bâti autour de vous. Là encore, nous sommes en présence de quelque chose d'unique. L'aspect institutionnel de l'UAI existe, c'est un fait: à preuve, tes Assemblées, les Conseils, etc... Mais c'est un cercle d'amis et on peut dire que le plan sociologique prédomine largement sur le plan institutionnel et vous en êtes l'auteur.

Je voudrais finalement remercier, par votre entremise, le peuple et le gouvernement belge.

Il est évident que vous avez eu, auprès des plus hautes autorités belges, une audience due à votre carrière et à l'estime que vous avez suscitée.

J'aime penser que tout ce que vous avez fait auprès des autorités belges correspondait à une tradition que je désire souligner. En tant qu'étranger et en tant que président de l'UAI depuis de nombreuses années, comme observateur d'une vie internationale qui se déploie au sein de notre Communauté économique européenne et au sein de la vie internationale plus vaste, votre pays est digne de tout ce que vous avez pu faire pour lui, à travers l'UAI. Et l'UAI aimerait être toujours plus digne de la collaboration, de l'aide, du support qu'elle a reçue de votre gouvernement, de votre peuple.

Soyez-en remercié de tout cœur.

Anthony Judge

Union des associations internationales

See reference document p. 168

Myriam Schreiber

Fédération abolitionniste internationale

Je voulais, devant cet exposé particulièrement savant, mais peut-être un peu compliqué pour des néophytes comme moi, voir la question pratique pour des ONG dans le cadre des Nations Unies par exemple. Au cours des exposés des Nations Unies et des ONG, il a été dit que nous n'avions pas assez de concertation et que notre action serait beaucoup plus puissante si les ONG se mettaient d'accord pour agir en commun. Je vois un extrême avantage dans la solution d'un système informatique qui permettrait aux ONG d'obtenir et de communiquer leurs informations en un temps record. Il y a là une innovation qui serait extrêmement utile aux ONG. Les deux objections qui m'apparaissent sont d'abord le coût d'une telle procédure ou d'une telle informatisation : les ONG pourraient-elles se permettre d'avoir un tel système d'information et de communication? Ma seconde question, très importante: cela leur donnerait, surtout au point de vue politique, un tel état de puissance vis-à-vis des Etats qu'il n'est pas certain que ceux-ci acceptent que les ONG soient à ce point équipées pour établir leurs demandes et leurs critiques des systèmes étatiques.

Anthony Judge

Union des associations internationales

Oui effectivement, pour la question du coût. En réalité, ce n'est pas tellement cher. Ce qui est frappant aux Etats-Unis, c'est la manière dont des individus avec des petits budgets peuvent profiter de tels systèmes. Nous faisons nous-mêmes ici une petite expérience en ce moment. Cela ne nous coûte pas tellement cher, nous pouvons le faire à titre expérimental. Ma critique repose plutôt sur l'état actuel de ce système, qui est loin d'être très perfectionné et constitue plutôt des super-télex. Certains sont d'ailleurs faits sur une base non commerciale, je cite ECONET, et on peut les employer très facilement. Un autre problème est de savoir s'il ne faudrait pas en créer qui ne seraient pas basés aux Etats-Unis ?

Quant à savoir si l'informatisation et la communication entre les ONG constitueraient un danger de puissance vis-à-vis des Etats, à partir du moment où il s'agit de super-télex, cela n'est pas très menaçant. Cela dépend des données, mais à partir du moment où c'est plutôt un outil de communication, cela n'est pas construit comme un instrument de guerre contre les Etats mais plutôt comme un instrument de négociation dans la mesure où les Etats en profiteraient aussi. Les Nations Unies et tous leurs services pourraient profiter facilement de ces services. Il ne faut pas distinguer un service ONG d'information et un service Nations Unies ou institution d'informations; les deux peuvent facilement se combiner.

Franco-Alberto Casadio

Union des associations internationales

Società Italiana per la Organizzazione Internazionale

Je pense que nous devons nous limiter à des points d'information. Nous souhaitons que, dans le courant de la matinée, au moins quatre autres rapports soient présentés : celui de M. Galtung, ensuite M. Segall et Carey, qui vous ont déjà soumis leur texte par écrit « Renewal of the Appeal to the United Nations General Assembly to consider the proposal for a UN Second Assembly » et l'intervention de M. Speeckaert. Mon intention est de mettre sur la table de notre réunion des propositions qui visent, non seulement à améliorer les contacts entre les OING, mais à nous proposer un système nouveau complémentaire ultérieur de classification du phénomène de la vie internationale. Je vous suggère d'adopter le rapport de M. Judge sous cet angle. Ce rapport peut nous aider - et les autres aussi - dans la solution du problème de la conceptualisation et de la classification de nos phénomènes. Le thème de notre journée d'aujourd'hui est d'une part, la liste des problèmes que les ONG auront à résoudre dans les prochaines années. D'autre part de savoir si le système de classification des phénomènes, des institutions et des événements que nous avons dû adopter dans le passé ne devrait pas être amélioré. Implicitement, si nous ne devrions pas apporter une modification de notre système de classification des relations internationales tout court, notamment des relations interétatiques.

Nous nous occupons des ONG qui sont plongées dans un monde qui est dominé par les relations interétatiques et qui le sera encore longtemps.

Voilà comme ce troisième volet devrait plutôt rester sur le fond de notre scène intellectuelle d'aujourd'hui.

Johan Galtung

Centre of International Studies, Princeton University

See reference document on p. 183

Franco-Alberto Casadio

Union des associations internationales
Societa Italiana per la Organizzazione Internazionale

Si nous pouvions adopter, pour le moment, la division proposée et acceptée par Johan Galtung — système des Etats, relations intergouvernementales, non gouvernementales, coopération transnationale et peuples - nous constaterions que nous sommes en présence de deux solutions alternatives pour la compréhension et l'organisation des informations dont nous disposons sur la société internationale.

Anthony Judge, qui est quotidiennement aux prises avec ce problème de la classification de ces phénomènes changeants, qui est soumis aux différentes interventions de ma part et qui propose ce qui est encore le système le meilleur pour classifier ce phénomène, vient de nous dire très clairement: « Faites attention, la vieille division entre organisations intergouvernementales et organisations internationales non gouvernementales ne parvient plus à cerner le phénomène ». Est-ce seulement une question de quantité ? Nous avons atteint le chiffre de 25.000 références - donc bodies - dans le dernier annuaire. Il faut respecter ce que dit Anthony Judge car il le dit en connaissance de cause. Et il nous soumet une alternative qui est un véritable défi : Voulez-vous réfléchir à cette société mondiale comme une société d'information ?

Johan Galtung s'applique davantage au problème de l'efficacité du système des relations internationales. Comment le rendre plus représentatif? Dans nos cours d'organisation internationale, nous disons à nos élèves : « Une organisation internationale doit avant tout être représentative de la société sous-jacente constituée par les Etats, etc. ».

Voilà le défi intellectuel qui nous est lancé et je sollicite les participants pour donner leur contribution afin qu'en sortant ce soir, avec des conclusions sans doute provisoires, nous puissions faire un pas en avant à notre système, ne fût-ce que de classification du phénomène de la société internationale.

Georges-Patrick Speeckaert

Union des associations internationales

Je ne me mettrai pas sur le plan des alternatives au système actuel. Je resterai dans le système actuel, en partant d'un événement récent et important: l'ouverture à la signature de la Convention européenne concernant la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales. Vous savez que six Etats ont signé, le 24 avril 1986, cette Convention qui est une étape pour laquelle nous avons lutté et je voudrais faire quelques réflexions s'accrochant au pourquoi et au comment de cette Convention et à la question la plus importante : Et demain ?

Le pourquoi ? Tout d'abord, pourquoi y a-t-il eu une Convention sur le statut juridique des OING. Je crois que c'est parce qu'il y a eu la reprise par l'UAI dans les années 1950 d'une vieille croisade entreprise dès 1910, mais il y avait aussi, et c'est important, le désir d'un certain nombre d'OING de se voir donner des garanties et des facilités de fonctionnement.

Il y a un autre motif que je voudrais mentionner ici car il est moins connu. Je me rappelle qu'en 1948, quand j'ai commencé à l'UAI, avec la mission d'essayer de ressusciter l'UAI qui avait cessé son activité depuis pas mal d'années, j'ai découvert l'absence de livres ou d'études. Les universités ne s'occupaient pas du tout des OING, pour reprendre l'expression courante actuelle. Les centres d'étude des relations internationales, qui faisaient un peu foison à l'époque, ne s'y intéressaient pas. Et quand on cherchait un peu le pourquoi, la raison en était - je crois - que les professeurs de droit n'en parlaient pas dans leurs livres car ils considéraient que, n'étant pas des personnes de droit international, les OING n'existaient pas. C'était vraiment une conclusion fumeuse et j'espère que l'UAI a aidé à faire coller le droit à la réalité.

Nous avons atteint cette étape à Strasbourg ce 24 avril 1986.

Comment ? Je ne vais pas vous relater l'histoire de ce cheminement qui a été très long et que j'ai résumé dans la Revue « Associations transnationales » de l'UAI de janvier 1981. Je crois qu'il est tout de même intéressant de souligner que les choses arrivent parfois par des voies inattendues. En effet, après un échec auprès des Nations Unies, après un échec auprès de l'UNESCO qui s'intéresse aux sciences sociales, c.à.d. à l'étude de la coopération internationale, nous avons réussi via la FAO. Et pourquoi ? Parce qu'on a trouvé, au sein de la Commis-

s/on européenne, de la FAO, des fonctionnaires qui ont vraiment apporté un concours magnifique Et ensuite - grâce à Robert Fenaux - même réussite au sein du Conseil de l'Europe. J'évoque les noms de M. Moskowitz à la FAO, de MM. Furrer et Hondius au Conseil de l'Europe. Dans le livre que j'ai écrit sur le premier siècle de la coopération internationale 1815-1914, j'ai souligné l'importance de cette conjonction des efforts et de l'amitié entre des fonctionnaires nationaux ou des fonctionnaires internationaux avec les pionniers de la coopération internationale privée. Je crois que c'est à garder en réflexion pour l'avenir. On a assez dit que l'Europe était partie d'une Conférence comme celle de La Haye où il y avait les professeurs d'université, les dirigeants politiques et les représentants de l'opinion publique. Je crois que le seul moyen d'aboutir, c'est l'effort commun.

Comme pour la création de la Maison des associations internationales, je tiens à souligner que cette Convention de Strasbourg n'existerait pas s'il n'y avait pas eu la seconde relance de Robert Fenaux, à qui nous devons réellement la réussite de ces deux choses.

Et demain ? Comme l'a très bien écrit le professeur Merle, beaucoup dépendra du Conseil de l'Europe. Dans le n° 3/1986 de la Revue de l'UAI, le professeur Merle terminait son article sur la Convention en question en disant: « C'est l'honneur du Conseil de l'Europe d'avoir osé sauter ce pas décisif. Puisse-t-il ne pas se désintéresser du sort de l'expérience qui va suivre et veiller au développement de l'embryon de statut auquel il a donné naissance ». C'est très joliment écrit et c'est rudement vrai! Donc action, continuité, au sein du Conseil de l'Europe.

Allons-nous voir comme étape suivante d'autres conventions régionales, c'est possible, même dans d'autres continents. Mais je viens d'apprendre que même au sein du continent européen, quelque chose va peut-être bouger. C'est M. Ritchie qui m'a informé que le Parlement européen a été saisi d'une motion demandant une étude sur le statut juridique des organisations non gouvernementales dans la Communauté européenne.

L'avenir dépendra bien sûr largement des OING et de l'intérêt qu'elles manifesteront pour la reconnaissance de leur statut.

D'où l'importance de retrouver la complicité nécessaire entre les chevilles ouvrières des secteurs publics et des secteurs privés internationaux.

Autre réflexion.

M. Judge a dit qu'on se trouvait en face d'une masse fabuleuse d'informations, mais qu'il y avait une difficulté de compréhension et de vue générale. Nous arrivons aujourd'hui à une nécessité. En continuant cette magnifique documentation informatisée, en continuant les études comme le fait l'UAI et les universités sur un plan technique de haut niveau: il faudrait aussi toucher à la fois les milieux universitaires qui ne sont pas des spécialistes des questions internationales et le grand public.

Et je crois qu'au niveau des mass médias, rien n'a encore été fait. Il faudrait des livres de vulgarisation et l'emploi d'émissions TV, par exemple du genre de celle de Decaux (chaîne française) qui commente l'histoire, qui l'anime, qui la raconte. Il y a là toute une histoire à raconter, peut-être aussi par le canal des bandes dessinées... D'autre part, l'UAI pourrait penser à élire, à côté des membres éminents qu'elle amène dans cet Institut, des historiens ayant une âme de romancier et des journalistes « grand reportage ». Mon réconfort c'est de penser que Robert Fenaux va maintenant se consacrer à l'écriture et qu'il est tout indiqué pour écrire la Saga des OING dans l'histoire de la coopération internationale. Cela nous manque. A toi de le faire et merci.

Jeffrey Segall

International Network for a UN Second Assembly
See reference document on p. 187

Franco-Alberto Casadio

Union des associations internationales
Société Italiana per la Organizzazione Internazionale

Je remercie vivement les deux derniers orateurs qui viennent de nous présenter un sujet et un rapport, qui sont dans la même ligne que tout ce qui a été dit ce matin pour ce qui concerne la représentativité du système des organisations interétatiques.

Ceci dit, j'estime cependant qu'un approfondissement de ce projet requiert que nous plaçons ce projet à côté de nombreux projets d'autre nature qui visent le même résultat.

Figurez-vous que le projet avancé par les Etats-Unis d'Amérique et qui a ou objet la pondération du vote au sein de l'Organisation des Nations Unies vise finalement au même but - mais par des moyens opposés - qui est celui de rendre les organisations plus représentatives, donc plus efficaces.

Il faudrait soumettre cette proposition à une étude qui porterait sur les très nombreux arguments que les Etats utiliseront pour éliminer ce projet. Du point de vue historique, ce projet n'a aucune possibilité de s'affirmer dans le contexte des règles actuelles, car s'il est vrai que l'article qui prévoit la création d'organes subsidiaires de l'Assemblée générale ne doit pas passer par le vote du Conseil de sécurité, comme ce serait pour un cas d'amendement, ceci aurait une telle importance qu'on retomberait sur l'article qui prévoit la révision des Statuts et qui les admettrait. Il serait opportun de se placer du point de vue des gouvernements qui ne veulent pas - et tous les gouvernements ne veulent pas - abandonner leur Assemblée dans lesquels ils sont les seuls souverains, par un vote égalitaire car nous pourrions augmenter les chances d'en exploiter les aspects les plus intéressants seulement si nous nous rendons compte des arguments qui seront opposés à ces projets.

Et finalement, il faudrait également réfléchir sur le fait que les ONG ne sont pas prêtes à se mettre indirectement d'accord ni à contribuer à la formation de ce mécanisme.

On vient de dire que les ONG ne sont pas intéressées par leur Statut juridique légal. Ce n'est pas seulement vrai: chacune de nos ONG est totalement désintéressée aux autres ONG et notamment au mouvement des ONG.

Donc si vous comptiez sur cette masse que nous sommes, vous risquez une forte déception.

Marcel Merle

Université de Paris I

Je n'avais préparé aucune intervention, étant assuré que la discussion ferait surgir d'elle-même tellement de problèmes qu'il me suffirait sans doute de réagir pour pouvoir alimenter le débat et c'est effectivement le cas.

Je commencerai toutefois par une petite observation à l'adresse de mon ami le professeur Galtung pour lui dire que dans le secteur de la défense en France, il y a beaucoup trop d'ONG. Certaines sont contre la défense, mais beaucoup sont pour; cela demanderait à être exploré en détail, mais je puis vous assurer que c'est un secteur truffé d'ONG.

Je ferme cette parenthèse et j'en viens aux choses importantes.

1. Dans le débat qui a eu lieu ce matin, deux visions s'affrontent: une approche globaliste, fondée sur l'utilisation intensive des ressources de l'ordinateur, et une vision beaucoup plus modeste qu'on peut qualifier d'empiriste. Par tempérament, je serais tenté de sacrifier l'approche globaliste parce qu'elle nous oblige à prendre une vue d'ensemble des problèmes et que je suis en faveur de la théorie des ensembles et de l'analyse systémique.

Mais je crois aussi que nous ne pouvons pas passer directement au stade du globalisme avant d'avoir maîtrisé correctement les données grâce à une analyse empirique minutieuse et détaillée. Un ordinateur est un outil beaucoup plus puissant que nos cerveaux; mais il ne travaille que sur les données que nous lui fournissons. Si nous enfourmons en vrac dans l'ordinateur des données non préalablement identifiées, spécifiées et classées, nous aurons un résultat mathématiquement exact mais dépourvu de signification scientifique.

C'est sur l'importance de cette démarche empirique préalable que je voudrais attirer votre attention - au risque de jouer momentanément le provocateur dans cette enceinte consacrée à la défense et à l'illustration des O.N.G.

Face aux O.N.G., comme devant tout autre phénomène social, je m'en tiens à une règle scientifique fondamentale qui consiste à refuser de «sacraliser» l'objet de mes recherches, c'est-à-dire de leur attribuer a priori toutes les vertus. En l'occurrence, une longue expérience personnelle vient conforter mes principes. Ma connaissance des O.N.G. ne provient pas seulement d'une réflexion abstraite et de ma participation aux travaux de l'U.A.I.; elle se fonde aussi sur une longue pratique de participation active à la vie des O.N.G. dans plusieurs secteurs d'activité et à différents niveaux (local, national et international). Les résultats combinés de l'observation scientifique et de l'expérience me conduisent à souligner plusieurs traits caractéristiques des O.N.G.

Le premier est l'extraordinaire diversité du phénomène. Le spectacle des Etats nous en donne déjà une idée : sur les 159 membres des Nations Unies, il y a des différences considérables entre les géants et les nains, les gros et les petits, les riches et les pauvres. Traiter les Etats comme des entités identiques et interchangeables, du fait qu'ils ont tous les mêmes propriétés juridiques, est une supercherie. A fortiori ne peut-on s'en tenir aux caractéristiques extrinsèques pour traiter du phénomène des O.N.G. Parmi les milliers d'associations internationales actuellement recensées dans l'Annuaire, il existe des différences au moins aussi importantes qu'entre les Etats.

La situation est d'autant plus complexe que des critères quantitatifs ne coïncident pas forcément avec l'échelle des capacités d'influence. Certes l'Annuaire n'est pas un simple «Bottin » et les notices qu'il comporte permettent de percevoir une partie de cette diversité. Mais une typologie plus poussée s'impose pour ne pas cataloguer sous la même rubrique des formes dont le contenu est par trop différent.

Le second trait réside dans la difficulté qu'il y a à distinguer le caractère public du caractère privé des O.N.G. Dans l'ordre étatique, la confusion est souvent établie par les pouvoirs publics eux-mêmes, qui n'hésitent pas à créer des associations fictives dont le seul objet est de tourner, par subventions interposées, les règles de la comptabilité publique. Dans les pays en voie de développement, les O.N.G. ne sont le plus souvent que la couverture de méthodes utilisées pour mobiliser la population au service d'intérêts collectifs. Quand ces O.N.G. nationales s'associent avec d'autres O.N.G. nationales pour créer, par exemple, un réseau d'entraide, on ne sait plus très bien où s'arrête l'impulsion gouvernementale et où commence l'initiative privée. Ici encore, l'unité d'appellation recouvre souvent des réalités de natures très différentes. En taillant trop large, on risque de céder à la tentation de l'inflation statistique.

Le troisième trait concerne le halo de confusion qui entoure parfois la définition des objectifs des O.N.G. En décembre 1985 s'est tenue à Barcelone une «Conférence des Nations sans Etat d'Europe occidentale». Elle doit donner naissance à un type original d'O.N.G. Cette association naissante n'a d'autre projet que d'assurer, tous azimuts, la défense des minorités ethniques (y compris les Bretons, les Corses et les... Valdôtains) contre l'oppression du pouvoir central. Mais la question de savoir quoi faire, dans ce schéma des «majorités», reste sans réponse - sinon sous la forme d'une vague allusion à la suppression des Etats... La défense des minorités est légitime. Encore faudrait-il qu'elle s'inscrive dans un projet de société qui ne soit pas une version plus ou moins édulcorée du vieux rêve anarchiste. Peut-on intégrer dans la catégorie des O.N.G. des mouvements qui se proposent ouvertement de détruire les Etats?

Le quatrième trait concerne le degré de cohésion des O. N. G. Si celle-ci est assurée, dans certains cas, elle est fortement compromise dans beaucoup d'autres. C'est une illusion de penser que la dimension internationale gomme les tensions idéologiques ou les rivalités nationales. En France (et sans doute ailleurs) les organisations humanitaires se déchirent entre «tiers-mondistes» et «anti-tiers-mondistes». La Jeunesse ouvrière catholique internationale vient de se scinder en deux courants antagonistes, l'un de tendance conservatrice et l'autre de tendance progressiste. Au sein d'une organisation internationale scientifique, les équilibres nationaux ou idéologiques sont un exercice permanent pour les dirigeants (j'en ai eu l'expérience) qui veulent éviter l'éclatement de l'institution. Ce qui se passe à l'intérieur de celle-ci est parfois plus révélateur des tensions et des solidarités internationales réelles que les prises de position officielles résultant de laborieux compromis.

Enfin, les O.N.G. ne sont souvent que la couverture d'intérêts professionnels camouflés. Le statut «associatif» se prête malheureusement fort bien à ces opérations. Sans aller jusqu'à exiger la fourniture d'un brevet d'indépendance à l'égard des organismes à but lucratif, je pense qu'il y aurait avantage à réserver le vocable d'O.N. G. à celles des associations internationales dont les objectifs sont réellement désintéressés.

En conclusion de ce premier point, je souhaiterais que l'U.A.I. ne soit pas simplement une chambre d'enregistrement délivrant le label d'O.N.G. à tous les demandeurs, mais que de multiples investigations soient entreprises pour clarifier les concepts et pour faciliter la compréhension d'une réalité singulièrement plus complexe que celle résultant de la contemplation des statistiques.

Le second point de mon intervention portera sur les relations déjà évoquées entre pouvoir et communication. Mon impression est que l'emprise croissante du modèle de communication, encouragée par le recours intensif à l'informatique, tend à masquer la survie des centres du pouvoir ou à traiter ceux-ci comme des anomalies vouées à la disparition sous la pression des réseaux relationnels.

INGOs Tomorrow

Cette version des choses me paraît être la reproduction modernisée du dialogue ancestral et insoluble entre utopistes et réalistes. J'admets volontiers que les structures et les modes d'organisation de la société internationale actuelle sont défectueux. Mais le problème est moins de savoir s'il faut les changer et pourquoi les changer que de trouver les moyens d'effectuer ce changement. C'est l'objection que J.J. Rousseau adressait, en termes plus choisis, au projet de paix perpétuelle de l'Abbé de Saint-Pierre. Or ce sont toujours les bénéficiaires du statu quo qui détiennent les clefs du changement. Il ne faut donc pas s'attendre, de leur part, à des mesures suicidaires.

Quand le Parti libéral britannique réclame l'adoption de la représentation proportionnelle, il se heurte toujours à la coalition des deux grands partis à qui le mode de scrutin en vigueur assure la garantie de l'alternance au pouvoir. Supprimer le Conseil de Sécurité, comme le suggère J. Galtung, supposerait d'abord une révision de la Charte des Nations Unies ou une révision du mode de révision, qui seraient immanquablement bloquées l'une et l'autre par le droit de veto inscrit dans la Charte.

Ceci n'interdit pas de rêver à d'autres formes de représentation et d'aménagement du pouvoir. Mais les modèles de rechange ne sont pas innombrables. Nous vivons actuellement sous une forme de pseudo-démocratie internationale dans laquelle tous les Etats sont réputés égaux. Mais ce système, absurde en soi, comporte au moins l'avantage de recueillir un large consensus. Si nous retirons aux Etats le monopole et le privilège de la représentation, il faudra trouver d'autres niveaux et d'autres formes de représentation - à moins de tenter l'expérience toujours dangereuse de la démocratie directe qui aboutirait à instaurer rapidement, à l'échelle d'une collectivité de 5 milliards d'individus, un chaos universel. C'est donc la question fondamentale de la démocratisation réelle des rapports internationaux qui est en cause. Nous ne pouvons espérer la résoudre sans faire usage de notre imagination pour dessiner les traits d'un nouveau mode d'aménagement du pouvoir et de notre force de persuasion pour convaincre les bénéficiaires actuels du pouvoir de renoncer à leurs privilèges.

Tout cela ne se réglera pas par voie d'enchantement. Il vaut mieux le savoir avant de tirer des plans sur la comète.

Auguste Vanistendael

Coopération et solidarité

Quelques réflexions sur la spécificité des ONG.

1. Le texte qui suit n'est pas le fruit d'une étude approfondie et scientifique sur la façon d'être et le rôle des ONG: il n'a d'autre prétention que d'être un commentaire réfléchi, fruit d'une expérience de plus de 50 ans d'activité engagée dans les ONG de nature très diverse et dont les quatre cinquièmes furent consacrés à des activités internationales.

2. Ces réflexions ne visent absolument pas à opposer entre elles les spécificités des ONG, des OING et des ONG-transnationales, ni d'opposer la spécificité d'ONG de quelque catégorie que ce soit à celle des Etats ou des institutions intergouvernementales. Je ne peux ni ne veux contester que ce sont bien les constitutions des Etats et les lois établies par les gouvernements de ceux-ci qui déterminent le cadre des activités possibles des ONG : possibles parce que légitimes.

La constitution est le document fondamental du droit de tout Etat souverain, elle est le fondement et la pierre de touche de toutes les lois qu'un Etat peut promulguer. Elle définit non seulement les prérogatives de l'Etat comme tel et des organes de son pouvoir, mais établit également les droits et obligations fondamentaux tant de ses citoyens que des autres personnes résidant temporairement ou en permanence sur son territoire. Ainsi la Constitution établit la garantie fondamentale des droits et libertés essentielles des citoyens, parmi lesquels figure notamment la liberté d'association et d'expression.

Même une OING à caractère transnational a nécessairement son siège sur le territoire d'un Etat déterminé, dont elle doit observer la constitution et les lois.

3. Le fait associatif non gouvernemental est varié à l'infini non seulement par les objectifs de ses différentes manifestations, mais également par les niveaux très différents auxquels il peut agir et par les manières d'insertion dans les différents systèmes juridiques régissant les Etats.

En limitant mes réflexions aux associations non gouvernementales ne poursuivant pas un objet de lucre, je ne suis pas sans me rendre compte de ce que cette limitation du terrain de mon propos n'en réduit que théoriquement la complexité.

4. La première spécificité de l'ONG est d'être non gouvernementale, c'est-à-dire d'être mise en place non par une initiative du gouvernement mais par celle d'un groupe de personnes privées qui se sont trouvées d'accord de la créer pour la poursuite d'un objectif qu'ils jugent valable. Cette démarche peut se produire sur le plan local le plus réduit comme au plan national le plus général et sur tous les échelons intermédiaires possibles.

L'objectif peut donc être, à son tour, très limité et/ou local ou bien d'importance vraiment nationale ou même internationale.

Entre ces deux extrêmes, il y a évidemment une infinité de stades intermédiaires.

5. Il n'y a guère d'ONG sans qu'il n'y ait eu d'abord des ONG nationales, qui se découvrent un motif commun de coopération au-delà des frontières de leurs pays respectifs. Les motifs pour créer une ONG peuvent être divers : échange et/ou mise en commun des expériences réciproques; défense d'intérêts communs au-delà des frontières; réalisation de ces deux aspects par une représentation auprès d'institutions internationales qui peuvent aller du Benelux aux Nations Unies en passant par les Communautés européennes ou l'Organisation des Etats américains par exemple.

6. Les associations non gouvernementales mobilisent les énergies du volontariat, de l'engagement désintéressé, individuel ou collectif, sans lesquels la société risquerait de se trouver dans le désarroi: organisations syndicales, paysannes, féminines, coopératives, sportives, de jeunesse, ne pourraient subsister sans l'apport des volontaires désintéressés et compétents.

Par ces effets multiples, les ONG offrent à l'Etat un apport inestimable. Quel gouvernement pourrait se permettre le luxe de reprendre à son compte toutes les micro-activités dans les domaines les plus divers, prises en charge par des organisations volontaires ?

Cela explique sans doute pourquoi il n'existe probablement aucun pays où il n'y a pas d'associations non gouvernementales. Quel que soit le régime politique des différents Etats, quel que soit leur régime social et économique, l'association non gouvernementale est partout présente, indispensable, même si l'envergure et la visibilité de sa présence peut offrir des variations énormes.

7. L'association non gouvernementale répond très souvent à de grandes initiatives législatives, par exemple en matière d'éducation, d'action sociale, de santé publique, des transports publics, etc... pour les concrétiser dans la réalité quotidienne de la vie des citoyens ordinaires concernés.

Toutefois, dans de très nombreux cas, l'action non gouvernementale précède et stimule l'action gouvernementale: je pense à de grandes réalisations dans le domaine politique (le suffrage universel); social (la sécurité sociale préfigurée par les premières mutuelles); les partenaires sociaux dans les sociétés occidentales; le respect des droits de l'homme, etc.

En ce moment encore de l'action sociale dans l'Etat providence (welfare state) qui répond spontanément aux nouveaux besoins, aux nouvelles marginalisations, l'ONG précède souvent les pouvoirs publics et est capable de le faire grâce à son enracinement direct dans la couche profonde de la population et à la disponibilité des militants volontaires qui s'engagent simultanément à créer et à revendiquer des réponses à de nouveaux besoins et problèmes. Ainsi les innovations, les expériences nouvelles sont souvent le fait d'initiatives non gouvernementales.

Cette mobilisation sociale par le canal des ONG est d'autant plus utiles aux gouvernements que sans elles, toutes les énergies des peuples risqueraient de se cristalliser dans des actions politiques rendant ainsi impossible le fonctionnement normal des institutions de l'Etat.

8. Outre le respect de la Constitution et de la loi, les ONG sont tenues à ne pas troubler l'ordre public. Or, si le respect des lois est une notion claire et incontrôlable qui peut être vérifiée par les textes, le respect de l'ordre public constitue une notion beaucoup plus vague et peut donner lieu à des abus ou des actes arbitraires de la part des autorités publiques, soit nationales, soit locales. En effet, une association dont les activités se déroulent dans le cadre des dispositions légales peut, à certains moments et sur certains problèmes, se trouver en désaccord avec les mesures ou attitudes prises par les pouvoirs publics et elle peut estimer nécessaire d'exprimer son désaccord. Cela aussi doit être possible, car sans l'apport d'une attitude critique, l'immobilisme risquerait de s'installer (Du choc des idées jaillit la lumière). C'est-à-dire qu'une association non gouvernementale ne doit pas être considérée comme un simple instrument d'approbation et de louange pour tout ce qui se fait par les autorités publiques, à quelque niveau que ce soit.

Normalement l'Etat exercera sa souveraineté dans ses limites de sa propre constitution, en respectant ses propres lois et les droits et libertés fondamentales de ses citoyens individuels ou regroupés dans des organisations non gouvernementales conformes aux lois en matière de liberté d'association.

Au plan international la même règle est de rigueur, mutatis mutandis, car l'Etat doit aussi respecter les obligations, conventions ou accords internationaux auxquels il a souscrit. En outre, il est tenu de respecter la souveraineté des autres Etats, de sorte qu'aucune des souverainetés nationales ne constitue par elle-même une donnée absolue.

9. Il y a là un point délicat dans les rapports entre associations non gouvernementales et pouvoirs publics. En Europe occidentale et en Amérique du nord le statut des associations non gouvernementales fut élaboré sur la base des conceptions libérales au sujet de l'Etat, fonctionnant par les truchement d'institutions parlementaires, élues sur la base du suffrage universel entre regroupements politiques de tendances très diverses, et pouvant former des gouvernements selon les majorités changeantes.

Or cette forme de démocratie parlementaire a graduellement découvert la distinction qui existe entre le pouvoir exercé par la représentation politique et le gouvernement et celui qui réside dans les différents réseaux d'ONG de toute nature. En généralisant, l'on pourrait dire qu'il s'agit ici d'une distinction (non d'une séparation) entre l'Etat et la société.

10. Or, ayant eu dès 1947 une expérience assez suivie et diverse des pays en voie de développement et notamment dans les domaines politique, religieux et social, je me suis souvent demandé si l'un des éléments, qui ont freiné aussi bien la décolonisation que le développement, dans le sens de « l'aggiornamento », la mise à jour, n'était pas justement l'absence de cette société, que représentent les ONG, notamment dans les domaines social, économique et culturel, et que l'on pourrait désigner par le terme « pouvoir populaire organisé ».

L'on est en droit de se demander si un véritable régime démocratique, qui suppose la participation active de la population, si à la limite un tel régime est possible sans l'existence et la coopération de ses réseaux non gouvernementaux, qui mobilisent un potentiel immense d'énergies humaines et qui personnifient, à la base, les problèmes humains qui secouent le monde.

Si tel était le cas, la stratégie de développement ne devrait-elle pas tenir compte de cet élément important dans la construction d'Etats indépendants ?

11. Et tout cela se retrouve au plan global: il reste encore à promouvoir un nombre immense d'ONG dans les quatre cinquièmes du monde qui s'appelle tiers-monde. Et cette promotion enrichira l'univers des ONG de nouvelles créations, de nouveaux apports de pensée, de culture et de méthode.

Prenant exemple sur un domaine d'activité non gouvernementale au sujet duquel je pense avoir acquis une certaine expérience pour y avoir milité dès ma jeunesse, c'est-à-dire le mouvement syndical local, national et international, je fais référence à la difficulté que j'ai rencontrée auprès des organisations syndicales européennes des années 40 et 50 pour que soit reconnue la différence entre la conception de « travailleur » en Europe et dans le tiers-monde, notamment en Amérique latine. En Europe, cette notion est strictement réservée aux individus liés par un contrat de travail ou d'emploi, fixé par une législation spécifique. En Amérique latine et dans de nombreux pays des autres continents du tiers-monde, la notion de « travailleur » inclut aussi les travailleurs agricoles, journaliers ou métayers, les aspirants travailleurs et habitants des bidonvilles, bref le véritable prolétariat de ces pays dont une grande partie risque de ne jamais trouver un travail régi par conditions ordonnées.

Il m'a fallu plusieurs années pour le faire admettre.

12. Le monde des ONG a suivi au plan international celui des OIG. Toutefois, il s'est rendu compte avant même les OIG de ce que la juxtaposition d'entités nationales ne constitue pas le point final de la coopération possible. Il y a eu un élément de transnationalité dans beaucoup d'OING. Je suis tenté de penser que le transnational a été présent dans le subconscient des OING longtemps avant que le terme ne fit son entrée dans le langage courant. Souvent cela s'appelait « solidarité » sans en épuiser toutes les possibilités.

En termes de problèmes humains, les réseaux des ONG existants ou possibles dans le cadre d'ONG transnationales sont, à mon avis, à même de fournir, ou devraient pouvoir fournir, des possibilités de globaliser ou de transnationaliser non seulement l'information concernant ces grands problèmes, mais aussi la mobilisation de ressources pour y répondre et

L'avenir institutionnel des OING

nant ces grands problèmes, mais aussi la mobilisation de ressources pour y répondre et même l'élaboration de solutions créatrices, au-delà des obstacles de bureaucratie, ou les limitations de souverainetés paralysantes.

13 J'ai trouvé dans nos documents la proposition pour une deuxième assemblée générale dans le cadre des Nations Unies. L'idée est certes très intéressante et pourrait contribuer à dynamiser le fonctionnement des Nations Unies et des institutions spécialisées. Si déjà les OING représentant les grands secteurs de la société : travailleurs, cultivateurs, commerçants, femmes, jeunes, enfants, troisième âge, pouvaient être rassemblées dans cette Assemblée alternative, cela pourrait regrouper une innovation fondamentale. En même temps, cela pourrait faire progresser considérablement vers la transnationalité et une entente internationale plus réelle et profonde.

14. Il y a le défi de la technologie qui prend le pas sur la personne humaine et nous oblige à revoir les fondements même de nos idées au sujet du travail, de l'économie, de la distribution équitable des biens, du commerce, des loisirs. Ce défi est accéléré et aggravé par la tendance à l'informatisation, tout en nous permettant des analyses plus profondes, plus rapides et plus globales des réalités, l'informatique menace de mettre à l'écart l'intervention humaine dans de nombreux domaines. Jointe aux technologies nouvelles, elle constitue peut-être le défi le plus formidable aux formes de vie humaine, surtout aux formes de vie humaine en société et au leadership de la plupart des êtres humains sur leur destinée. Elle remet en cause toutes les spiritualités et toutes les religions par le miroitement de la toute-puissance de l'homme... Mais de quel homme, de quelle identité ?

Ces défis nous obligent à mettre à l'épreuve de nouvelles formes de relations entre êtres humains et cela tant sur le plan international que local.

En mettant en chantier une vaste mobilisation de toutes les forces humaines, tant gouvernementales que non gouvernementales et en affirmant la priorité de l'être humain, de la personne sur toute chose autre, il deviendra peut-être possible de répondre aux défis lancés par les problèmes vraiment fondamentaux qui touchent tous les êtres humains. Il sera peut-être possible d'assurer le maintien et la consolidation de la paix et de conjurer la menace du grand « boum » destructeur.

N'oublions pas qu'il y a plus de 20 ans, un groupe de personnalités éminentes de plusieurs nations ont lancé, à partir d'un village pittoresque mais insignifiant, un appel à l'espérance, en mettant en évidence que la satisfaction des besoins élémentaires de tous les hommes et de chaque être humain était possible et que le choix était entre ce bel idéal de justice social, d'égalité et de fraternité ou la destruction totale.

Vladimir Hercik

Union des associations internationales

Le sujet que je voudrais aborder brièvement est la coopération inter-OING, c'est-à-dire une coopération collective entre des organisations internationales indépendantes. Ce type de coopération a vu le jour il y a plusieurs décennies et il a fait des progrès tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Sans doute, il aura sa place dans la vie des organisations non gouvernementales de demain.

La forme la plus avancée de la coopération inter-OING semble être le groupement statutaire en fédérations des OING dont les domaines de compétence et les méthodes de travail présentent une affinité. Ainsi, dès 1919 des OING spécialisées en diverses branches de sciences naturelles ont formé une fédération inter-OING sous le titre de Conseil international des unions scientifiques (ICSU). L'ICSU poursuit ses activités et sa croissance de sorte qu'elle compte aujourd'hui 20 OING. Tout en gardant l'autonomie quant à leurs activités spécialisées les OING membres de l'ICSU participent à l'élaboration et à l'exécution des projets communs proposés et financés par l'ICSU.

Depuis la dernière guerre il a été créé plusieurs organismes inter-OING selon le modèle de l'ICSU. Il est intéressant de noter que la majorité de ces créations doivent leur origine à l'encouragement et à l'assistance financière d'une organisation intergouvernementale - /UNESCO.

Citons à titre d'exemple :

- Conseil international de la philosophie et des sciences humaines (actuellement 20 OING);
- Conseil international du cinéma et de la télévision (actuellement 31 OING);
- Conseil international des sciences médicales (parrainé par l'UNESCO et l'OMS) (38 OING).

Il convient de noter que quelques fédérations inter-OING ont été créées sans l'intervention directe d'une organisation gouvernementale. C'est notamment le cas de la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante, le Comité de coordination des chantiers internationaux de volontaires; le Comité de liaison auquel participent l'Institut international des sciences administratives avec l'Institut international des sciences juridiques et le Comité international de l'organisation scientifique.

Un degré relatif de coopération inter-OING - bien inférieur à celui évoqué plus haut - se manifeste à l'occasion des conférences internationales auxquelles participe un nombre élevé d'OING. Les relations inter-OING qui s'établissent dans ces circonstances sont normalement limitées dans le temps à la durée de la conférence, bien que ces contacts puissent se prolonger ultérieurement.

Parmi les conférences internationales qui attirent un nombre élevé d'OING il convient de citer les assemblées de l'ONU et les conférences générales des institutions spécialisées, les réunions des commissions de l'ECOSOC, les conférences spécialisées qui se sont tenues au cours des deux dernières décennies sur les sujets tels que la condition de la femme, l'environnement, la population, les droits de l'homme, l'alphabétisation, la communication, le développement culturel, la compréhension internationale et la paix.

Je voudrais traiter un peu plus amplement d'un troisième type de coopération inter-OING. Cette modalité de coopération se situe entre la fédéralisation statutaire que j'ai caractérisée sommairement au début et les relations ad hoc que je viens d'évoquer. Il s'agit d'une modalité appelée couramment « groupes de travail d'OING ».

Ces groupes de travail poursuivent un objectif commun librement choisi, pendant une période assez longue, parfois plus d'un an. Les groupes sont composés de représentants d'OING qui se réunissent périodiquement sous l'autorité d'un organisme représentatif d'OING et rendent compte de leurs travaux à cet organisme. Une caractéristique intéressante est une relative diversité d'objectifs des OING participantes, ce qui favorise un travail interdisciplinaire.

Depuis quelques années, deux entités représentatives d'OING procèdent à l'établissement de tels groupes de travail : la Conférence d'OING en relation avec l'ECOSOC et la Conférence d'OING coopérant avec l'UNESCO.

Il est à noter que les thèmes des groupes de travail sont choisis par les OING intéressées en rapport avec les activités des organisations intergouvernementales correspondantes. Ainsi, du côté de l'ECOSOC, les OING ont porté leur attention, entre autres, sur la condition de la femme, le développement, la faim dans le monde, la coopération des ONG locales avec les projets d'assistance. Les OING coopérant avec l'UNESCO ont choisi depuis plusieurs années de nombreux thèmes, actuellement, il s'agit de l'alphabétisation, de l'éducation aux droits de l'homme, des problèmes de communication et de l'éducation à la compréhension internationale.

Si les thèmes des groupes sont en rapport avec les activités des organismes gouvernementaux officiels, il n'en reste pas moins qu'il appartient aux OING elles-mêmes de faire un choix selon l'intérêt du groupe parmi les nombreux projets officiels. En outre, les OING faisant partie du groupe acceptent un effort bénévole de participer aux travaux du groupe pendant des mois. Les résultats des travaux sont diffusés parmi les OING et communiqués aux services des organisations intergouvernementales.

A ma connaissance, il existe un exemple de groupes de travail intra-OING en dehors de la mouvance des organisations intergouvernementales. Il s'agit de groupes établis sous les auspices de la Conférence des organisations internationales catholiques. Ces groupes actuellement constitués étudient notamment les thèmes tels que la famille, les droits de l'homme, le développement culturel.

Avant de parler des aspects positifs de ces modes de collaboration inter-OING, notons un handicap, d'ailleurs courant à la plupart des OING: il n'y a pas de budget prévu et de ce fait il est impossible de s'associer des participants de pays éloignés, ce qui prive ces groupes du concours des représentants de certaines cultures.

L'avenir institutionnel des OING

Mais venons-en à mentionner quelques aspects particulièrement positifs de cette forme de coopération inter-OING.

C'est d'abord le caractère volontaire de l'adhésion au groupe de travail. Les membres faisant partie des groupes sont désignés par leur organisation respective, sans intervention d'une autorité extérieure.

C'est ensuite le caractère multidisciplinaire qui est intéressant, car la co-existence d'OING de nature et d'orientation différentes présente un défi réciproque. Mais la plupart du temps, des contacts et des échanges positifs s'établissent progressivement entre des organisations scientifiques, humanitaires, syndicales et autres en vue de la contribution à l'objectif choisi par le groupe. Celui-ci offre une occasion de confrontation des opinions des OING avec les avis des-fonctionnaires internationaux et les programmes de ces institutions internationales gouvernementales. Quand les fonctionnaires suivent régulièrement les travaux du groupe, une compréhension mutuelle s'établit, qui peut aboutir à un enrichissement du point de vue des OING d'une part et dans un élargissement de la vision des problèmes des fonctionnaires d'autre part.

Enfin - et cela me paraît particulièrement intéressant - c'est une expérience de cohabitation au sein du groupe pour les organisations internationales elle-mêmes. La composition restreinte des groupes, la fréquence relative des contacts entre les participants favorisent une attitude de sympathie et de tolérance entre ces organisations de tendances divergentes. La compréhension est basée aussi sur une meilleure connaissance des personnes, des opinions et des organisations à la suite d'une certaine période de coopération. Les tensions qui surgissent parfois parmi les participants à une grande assemblée ne se produisent jamais au sein de ces groupes de travail. Il serait intéressant d'explorer dans quelle mesure les participants à ces groupes de travail exercent une influence novatrice ou modératrice sur d'autres membres de leur organisation au point de contribuer éventuellement à infléchir leur attitude à l'égard d'autres organisations, participent sur un pied d'égalité avec d'autres organisations aux travaux collectifs d'un groupe international signifiant un progrès de l'esprit de collaboration au niveau international.

La notion de souveraineté d'une OING est tempérée par l'attitude de respect et de solidarité avec d'autres organisations avec lesquelles on s'habitue à un échange régulier d'idées et d'expériences. Nous estimons que le processus entamé au sein des groupes de travail des OING pourrait préparer, à long terme, une étape de coopération internationale où les structures internationales non gouvernementales assoupliraient leur rigidité institutionnelle en vue d'une ouverture permanente aux échanges avec d'autres OING ayant la même attitude de souplesse et de solidarité internationales.

Si cette évolution se confirmait, les OING auraient l'honneur et le mérite de précéder la Communauté internationale des États sur la voie tendant à surmonter les particularismes nationaux et autres.

Cyril Ritchie

Union des associations internationales

Mr Chairman, I just need a very few minutes to be very terre à terre, I shall certainly not endeavour to claim any of the intellectual mountains that we are facing today, and above all not the Galtungian ones. Several speakers, I fear, are raptured in an eternal snooze. The problems that I see facing the ONGs tomorrow are entirely rooted in today's problems, today's mass of human problems. Some of us had the opportunity, I think, to be present at the UN Habitat Conference in 1976 in Vancouver, one of whose texts says: << Population growth and rapid change in the location of human activities proceed at such a pace that, by the end of the century, we shall have to build another world on top of the present one >>.

And for the areas that I am most concerned with, it is that that is the daily, tremendous problem and word with which hundreds of NGOs have to grapple. Moreover, that was in 1976, and above all in developing countries those predictions are already well on their way to fulfillment.

Can we find ways to solve those problems with governments, either bilaterally governments acting on their own, or collectively through the UN? Just at the beginning of this month, I read the following in the UN summary of the Second Committee of the General Assembly (the Economic Committee). «The Committee commented upon the world economic situation, a

INGOs Tomorrow

fairly vast topic. In a concluding statement, the chairman of the Committee summed up the main points of the a wide-ranging discussion, and noted that, in spite of divergent views, there had been a measure of agreement over where the major problems were ». *Now, after forty-one years of governments endeavouring to solve the major problems, we have reached the stage where there is a measure of agreement on where the major problems are, but there are divergent views on what to do.*

So, it may not be, at that level, that the NGOs are concerned with achieving results, can find all of the support that they need. I see that another UN Agency has stated that one of the most critical factors behind some of the most recent success stories in the particular field of that agency, is the planned and extensive involvement of the poor themselves in tackling the issues they are facing.

And if I may quote another UN recent statement - a government statement, I have no quarrel with the United Nations, this is the collective opinion of governments on possible areas of collaboration with NGOs - concerning the refugees (UNHCR), one delegate urged the UN High Commissioner «to mobilize NGOs and world public opinion to achieve solutions to the root causes of refugee problems ». Another vast endeavour to which we, the men and women in the street, might think perhaps that governments have above all the first responsibility since there are many areas where the governments are those who cause the root problems that give rise to these.

We have I, think, in discussing our role tomorrow, to be increasingly aware of this type of attitude of governments, individually or above all collectively, and inform each others on ways in which we can work to go ahead and be ahead of governments.

There is one area Mr Speeckaert referred to This morning, in which many of us ought to be aware in somewhat more detail of the initiatives at the level of the European Communities and of the European Parliament at the moment, because it could affect some of our functioning, whether we are in the Community or not. The Committee on Legal Affairs and Citizens' Rights has a document (PE 107283) on the role and administration of associations and the law governing them in the Communities. Paragraph 1 of which says: « It has often been hoped that the Community would equip itself with a European fund for the development of associations, along the lines of the Agricultural Fund. The Committee on Legal Affairs and Citizens'Rights takes the view that this proposal is expedient. It has adopted it and submits it to the European Parliament ».

Will that affect the role of INGOs tomorrow ? It would seem to me that it is at any rate an initiative that those who have their headquarters in the Community countries should be aware of immediately. I have already personally pointed out to the initiators of the motion that there are some countries outside the European Community which have a considerable number of NGOs, INGOs and others, and it would seem to me in the light of the minor, but nevertheless major progress achieved with the Convention adopted in Strasbourg, that it would be highly unfortunate to duplicate it. We are all daily in the business of duplicating, we do not need the governments do do it. This is a Community initiative, it would be rather unfortunate if all the years of work that it took to get the Convention in Strasbourg were to be somehow repeated to have an overlapping document solely at the Community level.

But do we need to limit ourselves to the approaches to governments ? Of course not. But I wonder if we all, given the diversity to which Professor Merle so rightly referred, are even agreed on what the nature of our relations with governmental bodies should be. I was, I must say - and I am quoting the part from the Habitat Conference - taken aback to find one of the NGO coordinating bodies (not one mentioned by either Mr Hercik or Mr Jaeger) state «we believe it is the poorest in developing countries who need special attention in participation programmes... Governments therefore have to take special measures to set up appropriate NGOs specifically to represent them ». It is not a phrase that I would have thought of myself. It illustrates to me the extraordinary work that remains for UAI and for other groupings of INGOs in order to educate our sisters and brothers to the nature of the relationship that is possible with intergovernmental bodies and to the nature of the relationship that is either impossible or undesirable.

Concerning one minor aspect of the quite extraordinary presentation that Anthony Judge made to us, which opens up many windows, I would mention in our broad constituency bodies such as INTERDOC in Rome and HURIDOC (Human Rights Documentation Centre) in Strasbourg, but also in the Netherlands and in Geneva, quite a number of studies and inquiries being made about much more sophisticated communications systems and networks, including electronic mail which might be one easy way to begin our better communication.

Do we have any mechanism - and the UAI would seem to me to be one - for learning from the experience of those groupings that have already gone a little way in this area, and which might persuade the timid among us, or the modest among us if there are such, as to why we ought to proceed further along these lines? And to learn from those who have already taken some steps, particularly as to what the errors are, because we all end up making the same errors?

One last comment relating to another area of warning or of caution, referring again to the groupings of NGOs. Of course, we know politics are not exempt from non-governmental work, but I wonder to what extent we should permit politicians to utilize NGO groupings to advance their views and to what extent we are prepared to stand up and defend at least our attempts at neutrality. One of the very recent meetings of an NGO grouping heard a statement from an outsider speaker which said - I use this merely as an illustration - « All the activities of transnational corporations are forces of death. Countries like Switzerland, France and the United States may be formal democracies, the effect of their foreign and economic policies on Third World countries take a fascist form ».

Now, this colloquium of non-governmental bodies, from what I can read in the minutes, did not have anyone present who registered the slightest objection to that. And that is to me one of our warnings and worries for the future. How can we be better organized among ourselves, so that we do not allow our groupings to be used apparently to give blessings to what presumably we would consider somewhat exaggerated statements. I fear that we are also quite some way off that too. So, my markers on the valley rather than on the mountains are merely not always encouraging markers : we have a great deal to do to organize ourselves vis-à-vis those who may very well wish to organize us, or to have a rule in organizing us, and I think we are a long way off there. Any leadership to be given by the UAI simply in the transmission of information would, it seems to me, benefit us all.

Jean-Maurice Chevallier

Fédération mondiale des villes jumelées

Je voudrais dire d'abord que, tout en gardant l'optimisme dont M. Fénaux nous a donné l'exemple, il faut prendre conscience d'une certaine gravité de l'évolution du monde.

Nous vivons une époque révolutionnaire, et quand je dis cela, je ne parle pas des drames qui se déroulent dans la rue, mais de quelque chose de beaucoup plus profond. Nous vivons une époque révolutionnaire sur le plan technologique, sur le plan biologique, sur le plan informatique; nous avons multiplié par 10.000 les moyens dont nous disposons, et cela sera lourd de conséquences dans l'évolution de l'humanité.

Pour m'en tenir aux problèmes d'information, il est certain qu'il y a, d'une part, une pléthore d'informations, qui sont maintenant disponibles pour ceux qui voudraient les avoir mais peuvent éprouver des difficultés à se les procurer et, d'autre part, la tentation toujours renouvelée, quand un instrument est puissant, pour les uns de le conquérir et pour les autres de le confisquer.

Les distinctions entre organisations gouvernementales et organisations non gouvernementales sont certainement utiles pour la présentation des choses, mais ce que je crains un peu c'est que dans les décennies qui vont suivre, une vague énorme ne mélange tout cela et que les gens soient désespérés, nous en avons eu des exemples récents.

Je répète que je ne veux pas présenter une vue apocalyptique du monde, je dis seulement qu'il y a une situation conflictuelle, comme l'ont été bien des situations entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas avoir l'information, mais que cela prend des proportions qui sont hors de tout rapport avec ce que nous avons connu dans le passé, par l'ampleur des phénomènes, par la puissance de la technologie et par leur extension quasiment cosmologique.

Dans ces conditions, il faudra bien arriver à concilier une démocratie de représentation et une démocratie de participation. Quand elles s'opposent, c'est que l'une au moins des deux n'est pas une démocratie. Il faut trouver le moyen de les faire coexister. Cela concerne les organisations internationales, mais cela concerne en fait tout le monde : entre l'ONU et la municipalité d'une petite ville, entre une organisation internationale et un comité de quartier, les problèmes ne sont pas tellement différents au fond, sinon par la taille.

Le problème de cette coexistence, plus encore que dans le passé, me paraît fondamental dans les décennies à venir.

INGOs Tomorrow

Et je pense que les organisations non gouvernementales ont un rôle éminent à jouer, non pas celui de se substituer entre elles, car il est vain d'espérer qu'on nous octroiera un statut si nous ne commençons pas par exister et faire la preuve de notre volonté et de notre cohésion. Les états de droit ne sont jamais que la traduction des états de fait. Ce sont les états de fait qui les créent, alors qu'il est exceptionnel qu'un état de droit crée un état de fait.

Si dans un futur prévisible, les organisations non gouvernementales arrivent à présenter une cohésion de gens qui s'informent et qui agissent, les organisations inter-étatiques en prendront vite la mesure. Si nous ne faisons pas ce premier effort sur nous-mêmes, n'imaginons pas que quelque'un le fera à notre place.

Entre ces deux pôles de démocratie - la démocratie de participation qui est la nôtre, la démocratie de représentation qui est celle des décideurs - l'articulation est de solution miracle. En 1980, j'avais parlé d'une autonomie coopérative - je crois que le mot reste valable. Nous devons être rigoureusement et féroce ment autonomes, mais ouverts le plus largement possible à la coopération avec toutes nos organisations-sœurs ou avec les organisations de caractère étatique.

Nous avons là un rôle essentiel à jouer en tant qu'organisations non gouvernementales, rôle dont les gouvernements prendront inévitablement conscience si nous existons de plus en plus, avec un supplément de cohésion et un supplément d'âme. Il nous faut un véritable sursaut spirituel, qui serve de ciment à la gestion future de notre planète le jour où nous arriverons à la gérer convenablement.

C'est cela notre devoir, je ne pense pas que nous ayons à singer le pouvoir politique par de trop grandes constructions. Tout en réservant les possibilités d'association et de coordination, il faut garder cet espèce de cheminement, de petits canaux qui s'en vont dans l'Etat, dans la province, dans la commune. C'est là que nous avons un rôle à jouer et c'est le vœu que je formulerais en terminant.

Pascal a dit: « Comme on n'a pas pu faire ce qui était juste fût fort, on a fait ce qui était fort fût juste ». Ce pessimisme, malheureusement trop fondé, c'est à nous qu'il appartient de le surmonter en faisant nôtre la parole de Goethe: «Ce que tu détiens par l'héritage de tes pères, conquiers-le si tu veux le conserver».

François Rigaux

Université catholique de Louvain

Je voudrais me borner à quelques réflexions de caractère un peu général, qui vous paraîtront peut-être théoriques mais qui me paraissent avoir une certaine importance.

Il me semble que les ONG - aussi bien que les Etats d'ailleurs ou les organisations inter-gouvernementales - sont des institutions, c'est-à-dire en définitive des instruments. Et le problème est de savoir à quoi servent ces instruments et dans quelle mesure ils jouent un rôle complémentaire par rapport à celui de l'Etat et par rapport à celui des organisations inter-gouvernementales. Je crois que c'est leur prétention tout-à-fait justifiée aujourd'hui.

La légitimité des organisations non gouvernementales, nationales ou internationales, comme la légitimité de l'Etat, dépend en définitive de certains groupes sociaux dont elles sont l'expression. Et elles sont une certaine forme d'expression populaire, avec bien sûr la difficulté que comporte la définition du peuple.

Sans prétendre vous proposer une telle définition, je voudrais d'abord récuser deux doctrines traditionnelles en vertu desquelles il y aurait eu une certaine exclusivité de l'Etat quant à la faculté de représenter les peuples dont il se compose.

Je crois qu'il faut détruire deux mythes qui sont extrêmement tenaces, l'un celui de l'identification de l'Etat et du peuple, d'autant plus dangereux qu'il feint de réduire l'ensemble de la population d'un Etat à l'unité d'un seul peuple. Alors que s'il y a une découverte relativement récente mais qui prend de plus en plus de terrain, c'est que la plupart des Etats aujourd'hui, qu'ils soient jeunes ou anciens, sont des Etats qui se composent de plusieurs peuples et parfois même de nombreux peuples.

Nous allons fêter l'an prochain en Belgique le centenaire de ce grand juriste que fut François Laurent, qui avait à cet égard une conception assez étatiste du peuple: il considérait que

L'Etat idéal était l'état mono-peuple, qui ne comportait qu'un seul peuple; c'était au fond la vieille image de l'Etat jacobin, l'idée que la république une et indivisible était aussi le lieu de rassemblement d'un peuple unique et indivisible. Et Laurent considérait, au milieu du 19ème siècle l'empire austro-hongrois, l'empire tsariste ou même l'empire allemand comme des anomalies qui disparaîtraient. Sans doute l'empire austro-hongrois était une anomalie à certains égards, mais je ne suis pas sûr que la disparition de cet empire a supprimé le problème lui-même, à savoir que certains Etats, quels qu'ils soient, si anciens qu'ils soient, si centralisés qu'ils soient, sont néanmoins des Etats qui regroupent une pluralité de peuples.

Je voudrais ajouter que les solutions qu'on a trouvées dans ces Etats au problème de la pluralité des peuples, qui consiste alors à prévoir certaines formes de décentralisation administrative, sous forme d'autonomie régionale ou provinciale, sont partiellement correctes et partiellement malencontreuses, car on n'a pas réussi à se défaire de l'image territoriale du pouvoir étatique et par conséquent on a reconstitué en plus petit ce que l'Etat était en grand, c'est-à-dire qu'on a recréé, dans les régions autonomes, un autre type de majorité avec de nouvelles minorités.

Ce fut l'exemple du dépeçage de l'empire austro-hongrois d'après 1918. On a constitué des Etats nationaux, mais qu'il s'agisse de la Hongrie, de la Roumanie, de la Yougoslavie ou de leurs propres minorités une attitude encore plus nationaliste et plus centraliste que celle qu'avait eue l'Etat plurinational auquel ils avaient succédé.

Il faut donc absolument abandonner cette chimère de l'unité du peuple et de l'Etat et accepter que dans un Etat il y ait place pour des peuples ayant des spécificités, ayant le droit à une autonomie et à un développement propres. Ce n'est pas en redéfinissant des circonscriptions territoriales et en assignant à chacun des peuples composant une espèce de quasi pouvoir étatique sur l'entité particulière que l'on pourra résoudre ce problème beaucoup plus fondamental.

Le deuxième mythe à détruire est celui de l'identification de l'Etat et du droit, c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas de droit hormis celui qui est formé par les Etats.

Si l'on accepte d'une part qu'il y a beaucoup plus de peuples qu'il n'y a d'Etats, d'autre part que les peuples et les groupes sociaux peuvent trouver d'autres formes d'auto-organisation, d'auto-institution que celles qu'il recueillent du droit de l'Etat - et je crois que le mouvement associatif est une de ces formes d'auto-organisation du peuple à l'intérieur de l'Etat- il y a place pour deux types de représentation populaire. La première est ce qu'on pourrait appeler la représentation politique, où le peuple est représenté à l'intérieur de l'Etat, du moins dans un Etat démocratique. Il est clair qu'il y a aussi des Etats qui ne sont pas représentatifs des peuples dont ils se composent, mais même dans des Etats démocratiques tels que les nôtres, l'Etat ne constitue pas une représentation politique parfaite du peuple ou des peuples dont il se compose.

...Je dirais que de plus en plus aujourd'hui, on s'aperçoit que certains intérêts essentiels pour l'humanité sont mal pris en charge par l'Etat, parfois parce que ces intérêts sont trop petits - d'où le succès des organisations locales, des comités de quartiers, de toute une série de mini-organisations qui essayent de mieux gérer un problème particulier à l'égard duquel le centralisme étatique ne paraît pas pouvoir fonctionner de manière satisfaisante.

Et puis il y a tes grands problèmes de l'humanité : les problèmes de la paix, de l'armement nucléaire, celui de l'interrogation qu'on peut se faire aujourd'hui sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, les désastres écologiques : il y a pas mal d'exemples récents qui ne concernent pas seulement, comme on l'a longtemps pensé, les pays de l'Est ou les pays du tiers monde; certain pays qui passent pour être à la pointe de la technique dans ce domaine ne sont pas non plus indemnes d'accidents de cette nature.

Or, on constate qu'à l'égard de ces grands problèmes de l'humanité, l'Etat n'est pas non plus un bon gestionnaire. C'est là que se place l'activité des organisations non gouvernementales: pour mieux gérer le «petit» et, de façon assez paradoxale, pour exprimer, en ce qui concerne les grands problèmes de l'humanité, certaines revendications essentielles des peuples.

Il y a encore un autre domaine dans lequel le rôle des organisations non gouvernementales paraît essentiel. C'est le problème des droits de l'homme.

Ce qui est un peu gênant aujourd'hui à cet égard, c'est que certains Etats ont fait « leur affaire » des droits de l'homme et se considèrent comme de parfaits défenseurs de ces droits, mais ils sont surtout d'excellents défenseurs lorsqu'il s'agit de la violation de ces droits par d'autres Etats.

INGOs Tomorrow

Il y a là quelque chose de foncièrement malsain. Si on se rappelle l'histoire des droits de l'homme, on s'aperçoit que c'est en fait une histoire de révolution, de lutte contre le pouvoir étatique et tous les mouvements de défense ou de protection des droits de l'homme ont été des mouvements populaires dirigés contre l'Etat.

Alors, il est difficile de croire que les institutions étatiques actuelles ont passé le seuil supersonique de la perfection et qu'elles constituent des lieux idéaux de respect des droits de l'homme. J'ai plutôt la conviction que, même dans les Etats démocratiques, il y a encore place aujourd'hui pour un combat en faveur du respect des droits de l'homme, avec un sentiment de solidarité à l'égard de peuples d'autres pays dans lesquels les droits sont encore beaucoup moins respectés que chez nous. C'est évidemment à des organisations de caractère non gouvernemental qu'il appartient d'assumer ce rôle.

Mais que sont ces peuples ? On dira qu'il n'y a pas de définition du peuple. Il faut distinguer à cet égard une double dimension : je ne crois pas qu'on puisse considérer comme peuple un groupe social ayant un certain projet qui risque d'être très partiel, mais un groupe social suppose quand même un minimum d'organisation et une organisation non gouvernementale peut constituer le cadre institutionnel tout-à-fait adéquat pour tracer le projet de réflexion et d'action de ce groupe.

Il me semble qu'on peut parler de peuple au moment où il y a un groupe social qui est une collectivité avec une certaine forme de projet politique sur un projet de vie sociétairer couvrant l'essentiel des activités de la vie humaine. L'aspiration des peuples, tant qu'ils sont dominés - et c'est l'expérience notamment de la décolonisation - est de se transformer en Etat. Dans les pays décolonisés, les mouvements de libération se sont finalement transformés en partis, souvent devenus parti unique. Il est certain que ce n'est pas la solution définitive du problème.

Il y a là une question que j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer. Dans un certain nombre d'Etats, les structures sont tellement fragiles qu'il n'y a guère de place pour un véritable mouvement de revendication anti-étatique. Si, par exemple, la révolution française a été possible, c'est parce qu'il y avait un Etat extrêmement structuré et très solide, qui a survécu admirablement à la révolution. Le plus étonnant, c'est le peu de choses que cette révolution a changées en définitive : l'essentiel de structures de l'Etat, et notamment cette forme très centralisée de l'Etat français et toutes ses institutions, ont été retrouvées, avec bien entendu l'intermédiaire napoléonien.

Je crois que la grande différence entre la révolution française et la révolution chinoise ou soviétique, c'est que ces deux dernières révolutions ont eu lieu dans des Etats qui n'avaient pas de structures étatiques fort solides et qu'une fois qu'on a attaqué l'Etat, tout s'est écroulé.

On comprend par conséquent que dans certains pays de récente indépendance, il y a un réflexe de protection de l'Etat qui choque notre vieille tradition à la fois démocratique et libertaire, mais dont il faut comprendre non pas seulement l'opportunité, mais la pertinence. L'Etat doit être suffisamment consolidé pour être en mesure de résister aux assauts nécessaires pour la contestation de celui-ci.

On ne peut pas tourner à l'anarchisme et prétendre faire disparaître l'Etat, qui est évidemment essentiel. Les organisations non gouvernementales ne sont pas des mouvements révolutionnaires. C'est là un des problèmes des ONG, celui de bien percevoir leur rôle de contestation de l'Etat au niveau des grands problèmes de l'humanité, tels que le problème de la paix, de la pollution, de l'introduction d'une meilleure égalité dans les échanges économiques internationaux. Tous ces problèmes sont aujourd'hui gérés en vertu d'un égoïsme étatique où les organisations internationales ne sont, pour l'essentiel, qu'une reproduction des égoïsmes étatiques et par conséquent aussi des marchés que cela comporte.

C'est dans ce domaine que les ONG devraient exprimer une aspiration à plus de générosité, mais aussi à plus de lucidité car le monde, tel qu'il va, ne peut continuer éternellement. Ce n'est donc pas uniquement par charité ou par souci du développement des pays du tiers monde que nous devons réclamer de meilleures conditions quant aux échanges économiques, mais tout simplement car le monde ne pourra pas continuer sans un ébranlement plus grave. Il n'y a pas que le cœur, il y a aussi l'intelligence qui doit nous appeler à la solidarité.

Par conséquent, un problème essentiel dans cette coopération des organisations non gouvernementales est de trouver des lieux de coopération entre ONG des pays riches et des ONG

L'avenir Institutionnel des OING

des pays pauvres, ce sont évidemment les problèmes de la faim, de la dette, les grands problèmes économiques qui sont réels pour eux: dans les pays riches, ce sont plutôt des problèmes relatifs à de simples menaces: celle d'une guerre nucléaire, de la pollution, de la destruction de l'environnement, etc.

Mais il y a des liens entre ces problèmes, si éloignés qu'ils paraissent, et la recherche de nouvelles solidarités, à laquelle pourraient travailler les ONG, devrait se faire dans ce domaine.

Et, puisque nous pouvons rêver, il faudrait créer une espèce de lieu de regroupement universel des organisations, où précisément ces revendications fondamentales des peuples, qui ne sont pas portées mais plutôt trahies par les Etats d'aujourd'hui, pourraient clairement s'exprimer.

Paul Lévy

Bureau international de la paix
Université catholique de Louvain

J'aurais voulu me joindre ce matin aux hommages de sympathie et d'admiration rendus à Robert Fénaux, mais bon provincial soumis à mes horaires de train, je suis arrivé avec beaucoup de retard.

Je suis de ceux qui, dans le sillage du Révérend Père Pire, prix Nobel de la paix, ont perdu la foi dans la capacité de dialogue vrai des Etats, et même de leurs représentants. C'est dans cet esprit que je collabore aux travaux du Bureau international de la paix. Et c'est pourquoi j'ai estimé depuis longtemps que l'action des individus et des organisations non gouvernementales qui les réunissent était capitale. D'où mon admiration pour l'œuvre de Robert Fénaux dans cette Maison et ailleurs. Diplômé, il a réussi à dépasser les hypothèques de cet Etat, il a échappé aux déformations professionnelles qui y sont liées.

Merci Robert Fénaux pour ce travail d'homme de paix.

F.N.G. Baker

Union des associations internationales
International Council of Scientific Unions

See reference document on p. 192.

Myriam Schreiber

Fédération abolitionniste internationale

Je voulais en fait plutôt conclure les discussions qui ont précédé en marquant un point spécifique et remercier l'Union des associations internationales en indiquant combien j'ai été flattée et reconnaissante d'avoir été incluse dans le Conseil, surtout en attirant l'attention de notre groupe sur le fait de la représentation féminine. Je voudrais donc insister sur le fait que l'UAI va prendre en considération l'universalité des problèmes qui intéressent les femmes et les hommes.

Comme l'a dit M. Vanistendael, l'action des ONG précède souvent les initiatives des Etats. Et c'est particulièrement vrai en ce qui concerne les organisations associatives féminines, que ce soit dans le domaine international, dans le domaine du développement, dans notre domaine des pays industrialisés où les femmes jouent un rôle particulièrement grand dans l'établissement des changements du Code civil et des nouvelles règles qui favorisent la situation des femmes dans la lutte pour l'égalité qui est encore très loin d'être connue dans tous les domaines, que se soit l'emploi ou toutes les conditions sociales, économiques et culturelles.

Je voudrais particulièrement souligner l'action en Belgique du Conseil national des femmes juristes belges et des nombreux groupements qui luttent pour l'établissement des droits de la femme et je suis heureuse de marquer un pas en avant dans la représentation des femmes dans les pouvoirs de décision.

Josef M. Mertes

Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprise

En lisant le programme «OING demain», j'espérais surtout pouvoir discuter avec des collègues responsables d'OING, ce que nous devons faire pour rendre notre travail plus efficace, plus présent et plus réaliste dans la vie internationale et particulièrement en relation avec le

INGOs Tomorrow

système des Nations Unies, car nous sommes tous acculés devant l'impossibilité totale de suivre le rythme qu'exigent les déplacements des Nations Unies à tous les niveaux.

J'ai eu à organiser, durant l'année 1983, la représentation de l'UNIAPAC à la Conférence de la CNUCED. Cela demandait pratiquement d'être présent durant six semaines; le résultat a été nul et notre possibilité de prendre la parole n'a été que d'une vingtaine de minutes au maximum.

Je crois que notre mission en tant qu'OING n'est pas tellement de nous occuper durant des journées entières du problème de la crise des Nations Unies - elle est bien connue depuis des années par tous - mais plutôt de nous occuper du redressement et de la représentativité de nos propres organisations qui souffrent toutes de lacunes et qui pourraient constituer un formidable tissu de coopération et de justice au niveau mondial.

Je me rappelle que, en tant que jeune assistant à l'UNIAPAC il y a plus de 25 ans, nous avons organisé un congrès euro-latino-américain : le Forum sur la coopération entre l'Europe et l'Amérique latine.

En consultant les documents et les livres qui ont été imprimés depuis sur cette rencontre de coopération entre l'Amérique latine et l'Europe, nous constatons que nous avons aujourd'hui les mêmes problèmes qu'il y a vingt ou trente ans, mais avec une aggravation qui doit être mise en lumière : les grands problèmes du sous-développement ou du non-développement et de la régression sociale de milliers de gens dans le monde ne sont pas causés par les mauvais syndicats ou les mauvais chefs d'entreprises, mais par le fatalisme que nous avons tous de laisser ces destins dans les mains des Etats ou des bureaucraties nationales et internationales.

Cela implique aussi le fameux problème de la crise de l'endettement. Je suis contre des mots d'ordre comme «Le nouvel ordre économique international ». En tant qu'OING, nous avons trop souvent, dans les vingt ou trente dernières années, suivi les mots d'ordre à la mode des Nations Unies qui ont été mal menés ou mal dirigés et je crois que nous devons prendre conscience de nos problèmes, de nos responsabilités, de notre dignité, de notre santé, de notre valeur pour pouvoir contribuer au développement d'un monde plus solidaire.

Les problèmes sont pratiquement les mêmes, mais il y a peut-être aujourd'hui un petit espoir en ce sens qu'on a constaté avec certitude que les petits et grands programmes de développement qui sont faits dans le privé - prenons les exemples des programmes de coopération des Eglises dans le monde entier - ont obtenu des résultats beaucoup plus grands et plus durables que n'importe quel organisme officiel, avec des moyens beaucoup plus limités.

Nous devons donc, si nous sommes ici des organisations non gouvernementales, mettre en valeur, d'une façon non agressive mais confiante en nous-mêmes, la réalité et les possibilités du privé. Nous sommes des organisations privées et nous ne sommes certainement pas contre les gouvernements, mais nous ne devons pas nous laisser instrumentaliser ni par des partis politiques, ni par les gouvernements. Nous devons avoir une autonomie financière, un esprit de dialogue et intégrer les continents dans le sein de nos fédérations.

Je reviens d'un congrès que nous avons tenu à Quito, où nous avons confronté, en tant que chefs d'entreprises chrétiens, toute la crise et l'esprit de l'Amérique latine et je peux vous dire que nos partenaires là-bas sont pratiquement sur la même longueur d'onde que nous; nous pouvons parler avec eux de façon claire et précise en constatant les erreurs des uns et des autres et en échangeant nos points de vues. C'est ce que nous devons promouvoir et ne plus suivre, comme nous l'avons fait trop longtemps, les mots d'ordre qui vont dans le mauvais sens.

Un des grands promoteurs du nouvel ordre économique international était notre président mexicain Luis Echeverría. Vous savez que le désastre du Mexique, pourtant un des pays potentiellement les plus riches du monde, a été créé par ce promoteur du nouvel ordre économique international car il y avait trop de corruption, de problèmes, trop d'attaques et trop de critiques et de poursuites contre l'initiative privée dans ce pays.

Dans d'autres pays d'Amérique latine aussi, l'espoir réside dans une coopération internationale à tous les niveaux des gens qui veulent entreprendre, qui veulent créer des emplois et cela peut être les mini-entreprises, les entreprises moyennes et même les multinationales qui ont pourtant été attaquées dans le passé mais qu'on rappelle à nouveau aujourd'hui. Je crois que le problème de la reprise économique au niveau mondial est possible car il y a un nouvel espoir dans l'esprit de création de l'entreprise.

Jean-Paul Harroy

Université libre de Bruxelles
Institut international des civilisations différentes

Je voudrais faire une intervention très ponctuelle et très concrète.

J'ai fait partie de plusieurs organisations internationales non gouvernementales et j'ai toujours considéré que le but d'un tel groupement était de rechercher la possibilité pour l'organe-tête de parler au nom de beaucoup de personnes et de constituer par conséquent un groupe de pression auprès des gouvernements pour les décider à changer certains de leurs comportements. Mais j'ai aussi toujours pensé qu'une telle fédération faisait que les membres s'engageaient les uns vis-à-vis des autres à servir les plus faibles, qui étaient souvent dans l'ignorance de certaines possibilités mises à leur disposition.

A travers le remarquable document de M. Judge, nous avons appris que l'UAI, qui a des membres groupés dans le monde entier, et sous la direction de son secrétaire général M. Robert Fénaux, a créé cet outil colossal qu'est l'informatisation de cette maison.

Cet outil est maintenant au point et je me permets d'insister sur le fait qu'il faut songer à rendre service à d'innombrables organisations en les aidant à être mieux à même d'enrichir leur action en s'inter-connectant entre elles par le réseau de l'informatique. Il faudrait que les 20.000 organisations qui sont inscrites dans le Yearbook aient entre les mains un document simple pour ceux qui ne maîtrisent pas encore l'informatique, qui les mettrait à l'abri de l'excès de spécialisation des informaticiens qui emploient toute une série de termes qui sont devenus pour eux leur vocabulaire courant, mais je peux vous citer un certain nombre d'organisations non gouvernementales pour lesquelles ces termes sont encore obscurs.

Par conséquent, je crois qu'il serait important que l'UAI songe aussi à ses membres en mettant rapidement à leur disposition un document leur disant, très simplement : nous avons maintenant un outil informatique considérable, en expliquant ce qu'est l'outil et la manière dont il pourrait aider les relations entre les OING.

Je voudrais donc que le Bureau de l'UAI prenne en considération cette remarque ponctuelle: songer à faire en sorte que le menu peuple de l'UAI soit mis au courant des services que peut lui rendre ce formidable outil informatique.

Jeffrey Segall

International Network for a Second UN Assembly

I should like to make a few comments on three points that were raised during the day concerning the proposal for a UN Second Assembly.

The first is the use, or lack of use, of the opening words of the Charter of the UN : « We the peoples ». In fact, we have used this in our literature, but in the document which was primarily aimed at the United Nations and the UN missions in New York, it appears only in the first line of Annexe 4, in the sentence « The proposal that there should be established an assembly of « We the peoples... ».

The second point concerns globalism and nationalism, which a number of speakers have included in their words. I believe that all human beings have the same instincts and that, consequently, we are all potentially both nationalist and globalist. World society is inevitably a balance between nationalism and globalism. The UN Second Assembly would speak for globalism, but not in the sense of seeking to abolish the national sovereignty system. It wants to give an effective global voice to globalism, which is under-represented, internationally and nationally, in politics. It is not to create something new, globalism is there in individuals, there in human social behaviour. It is just not harnessed at present. That is the position of the UN Second Assembly on globalism.

Thirdly, the question of the feasibility of such an assembly under Article 22 of the Charter has been questioned. Well, all I can say is that we have been shown the green light on this point by the legal experts of the UN, by a well-known former Assistant Secretary-General of the UN, and by an eminent international lawyer who is a specialist on UN affairs (and who went through the document before we finalized it).

Nor from any of the Ambassadors to the UN or their deputies at their missions have we ever heard it said that it could not be under the Charter. So, on the contrary, the special feature about the Second Assembly proposal is that it is feasible. It is all the other ideas - different

INGOs Tomorrow

voting systems, three chambers, and all such ideas that have been put forward - which are unrealistic.

Everybody knows that you cannot reform the UN without changing the Charter and thus risking the collapse of the whole house of cards. The UN Second Assembly is credible, as it does not call for such reform of the Charter. It is putting something into the system as it exists.

Marcel Merle

Université de Paris I

Je suis confus de reprendre la parole, mais je voudrais faire quatre observations.

D'abord, pour dire combien j'appuie les propositions de M. Harroy sur la nécessité d'avoir un mode d'emploi pour les documents de l'UAI: ceux-ci dépassent par leur complexité le sens commun et la capacité d'absorption de la plupart des gens. De ce fait c'est un investissement peu rentable sur le plan de l'utilisation.

L'idéal serait évidemment d'avoir ici un recyclage pour les responsables d'associations internationales, mais je pense que ce n'est pas encore possible pour l'UAI.

Deuxième observation : M. Baker a totalement raison en ce qui concerne les Chinois et je le renverrais volontiers au dernier plan quinquennal chinois, paru au mois de juin dernier, dans lequel il est prévu à l'article « Démographie », que la population chinoise sera de 1.173.000.000 d'habitants vers la fin des années 1990.

M. Vanistendael a cité opportunément le début du préambule de la Charte des Nations Unies, qui démontre la confusion verbale et mentale de ses auteurs. Mais il aurait dû nous lire la totalité du préambule.

Ces « peuples des Nations-Unies » sont censés avoir confié à leurs gouvernements respectifs le soin d'adopter la présente Charte. Or, ces peuples n'ont jamais été consultés sur la rédaction de celle-ci. Quand vous passez à l'article II, c'est-à-dire aux choses sérieuses, nous avons la fameuse sentence : « L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses membres » et à l'article IV: « Seuls les Etats peuvent être membres de l'Organisation... ». Il faut tout de même rappeler que les peuples sont là pour la gamiture: la réalité du pouvoir aux Nations-Unies appartient aux Etats et nous n'en sommes, hélas, pas sortis!

Cela m'amène à une dernière observation: J'émetts quelques doutes sur l'affirmation de M. Rigaux concernant l'émancipation et le droit des peuples. Malgré ses explications - et je le remercie d'avoir dépassé le stade des généralités habituelles - je ne sais toujours pas ce que c'est qu'un peuple. Voilà très longtemps que je me pose la question et je n'ai toujours pas trouvé la réponse.

Au-delà de ce problème de définition, il y a deux questions qui me paraissent fondamentales : l'une, si l'on décide de s'orienter vers la reconnaissance du droit des peuples, est celle de trouver non seulement une définition in abstracto, mais des critères juridiques à partir desquels on peut attribuer aux peuples la personnalité morale et la capacité politique, faute de quoi nous n'aurons rien fait. Or, à cet égard, c'est le brouillard le plus complet. S'il s'agissait de réunir une constituante des peuples, je me demande bien à partir de quelles bases on établirait ce que nous appelons, en droit constitutionnel, la « liste électorale ». Sur ce point, j'entends beaucoup parler du droit des peuples et j'ai toujours l'impression que nous tournons en rond autour d'une idéologie qui n'arrive pas à se fixer, en tout cas dont j'attends la concrétisation juridique. Pour certains cas précis c'est possible, mais le problème n'est pas de résoudre des cas limites mais de savoir si la formule est extensible à l'ensemble de l'humanité.

Et je poserai une dernière question : devons-nous nous lancer dans cette entreprise d'appui aux droits des peuples ? La fonction de l'Union des associations internationales n'est-elle pas une fonction à la fois plus large et plus spécifique ? Si nous nous embarquons dans cette aventure du droit des peuples, nous allons inévitablement politiser non seulement nos débats, ce qui n'est pas très grave, mais également les activités de nos associations. Devons-nous nous lancer dans les problèmes de reconnaissance de légitimité, qui sont des problèmes hautement conflictuels ? Je ne sais pas trop si c'était là l'intention de nos fondateurs. Je pense qu'il y a ici une certaine confusion à dissiper entre le droit des peuples d'un côté et le droit d'expression des particuliers, des personnes privées, des groupes, qu'ils soient ou non des peuples. Si nous regardons la carte des organisations internationales non gouvernementales, nous constatons que beaucoup d'entre elles ne sont pas représentatives des peuples au sens

L'avenir institutionnel des OING

géo-politique du terme, mais représentatives d'un certain nombre de visions, d'un certain nombre d'aspirations, qui ne coïncident pas nécessairement avec l'implantation d'un peuple sur le terrain.

C'est peut-être un choix à faire et cela mérite qu'un jour nous discussions plus longuement, à la fois sur cette notion de droit des peuples qui paraît confuse, et en même temps sur le fait de savoir si la mission de l'UAI est de défendre le droit des peuples ou d'ouvrir largement de possibilité d'expression à des aspirations privées qui, encore une fois, ne correspondent pas toujours avec les aspirations confuses des peuples innombrables et mal définis.

Gilbert Jaeger

Fédérations des associations internationales établies en Belgique

J'ai écouté attentivement ce que vous avez dit, de même que ce qu'avait dit auparavant le professeur Rigaux.

Que le problème du droit des peuples soit intéressant en soi est indéniable, mais je ne crois pas que ce soit l'objectif de l'UAI. Comme son nom l'indique, nous sommes l'Union des associations internationales et non l'union des peuples.

J'ai l'impression que plusieurs intervenants ont situé le phénomène associatif en se démarquant du phénomène gouvernemental ou intergouvernemental et ont pris une position «réactive». Ce n'est pas mon optique, mais j'admets que c'est une partie de la réalité sociologique et politique, je rejoins ici d'autres orateurs qui ont préféré approfondir la notion d'association non gouvernementale.

Ceci ne préjuge en rien le débat qui a eu lieu ni les conclusions que va maintenant nous livrer mon éminent collègue le professeur Casadio.

Franco-Alberto CASADIO

Union des associations internationales

Société Italiana per la Organizzazione Internazionale

Conclusions

De quoi avons-nous parlé ? Le président jaeger vient de le dire, nous aurions dû parler des « OING demain », mais nous avons également parlé d'autres choses. Nous avons parlé des OING.

Pour reprendre le système de classification proposé par notre collègue Johan Galtung, nous avons parlé des organisations internationales non gouvernementales, des relations intergouvernementales, du monde des organisations internationales non gouvernementales, du monde des sociétés multinationales - donc du transnational à but lucratif - et des relations transnationales interindividuelles.

Pouvions-nous parler exclusivement des OING et de leur tendance ? Non. Notre problème conceptuel et de langage était d'évaluer exactement la place qui avait été conquise par les organisations non gouvernementales dans un univers en transformation.

Il se peut que certains d'entre nous aient été fascinés par l'intergouvernemental et que nous ayons oublié d'analyser plus en profondeur les tendances qui sont au sein de notre monde.

INGOs Tomorrow

C'est la raison pour laquelle je me permets maintenant, non pas de résumer un colloque trop riche d'idées pour être coïncé dans vingt minutes d'exposé, mais de proposer des lignes de recherche ultérieure. C'était d'ailleurs la visée de l'UAI lorsqu'elle a convoqué cette réunion.

Une première chose sur laquelle j'attire votre attention sont les rapports qui existent entre les organisations intergouvernementales à buts généraux et les ONG à buts généraux. C'est le rapport n° 1.

Au contraire, dans le rapport 2 qui s'est établi entre les organisations intergouvernementales à buts spécialisés par rapport aux organisations non gouvernementales à buts spécialisés, nous avons remarqué une évolution très positive due, d'une part, aux besoins croissants que les organisations intergouvernementales ressentent de s'appuyer sur le non gouvernemental et, d'autre part, à l'évolution qui s'est manifestée dans des domaines tels que la santé, l'astronomie, le spatial, etc. pour ne pas parler de l'informatique. C'est nous - les ONG - qui détenons le pouvoir de la recherche. Les autres, les organisations intergouvernementales, essaient tant bien que mal de les exploiter.

Mais je signale une autre chose qui me paraît intéressante dans ces limites : le rapport 3 entre les organisations régionales comme le Conseil de l'Europe et les organisations non gouvernementales régionales. M. Speeckaert nous a rappelé le grand avantage que nous avons obtenu avec le Statut consultatif qui a été finalement l'objet d'un projet de Convention, donc d'une loi dans l'avenir.

La limite de cette action est que ce qui été possible aujourd'hui au niveau régional européen peut très bien être impossible au niveau universel. Il se peut même que nous ayons eu une reconnaissance indirecte de quelque chose qu'on nous reproche, à savoir que le mouvement non gouvernemental a des connotations typiquement occidentales et européennes, ce qui, sous certains aspects, peut être considéré comme une limite.

Ligne de tendance 4 : L'évolution pour ainsi dire intérieure de ce plan intergouvernemental et je vois deux ou trois choses qu'il faudrait peut-être étudier et mesurer.

- 1) Les crises institutionnelles qui touchent parfois certaines organisations.*
- 2) Le fait que même les organisations à des fins spécialisées ont été horriblement politisées en raison des intérêts qui n'ont strictement rien à y faire. A Genève, la plupart des réunions des organisations intergouvernementales spécialisées font normalement l'objet d'inutiles palabres au sujet d'Israël, de l'Afrique du Sud, etc. L'habilité avec laquelle on envenime les débats d'ordre scientifique même dans ces organisations sont bloquées par la politique dans le pire sens du mot.*

Nous avons également constaté une tendance qui porte sur une crise fonctionnelle du système de vote et la représentativité en souffre.

J'ai également noté la tendance n°5 qui affecte les relations transnationales inter-individuelles. Il m'est arrivé de devoir m'occuper de l'Union internationale d&s télé-communications et de ses tendances. Or, on a essayé de mesurer quelle était la quantité de fonctions qui restaient en présence d'une évolution technologique remarquable à l'UIT et quelles étaient les fonctions de communications - on disait autrefois radiophoniques ou télégraphiques - qui restaient en dehors de l'UIT. Tous les grands systèmes d'information mondiale échappent au contrôle de l'UIT qui doit forcément se limiter à être l'écho, par exemple, de résultats technologiques qui, l'année prochaine, permettront de recevoir par satellite les émissions radiophoniques et télévisées en direct d'un côté à l'autre de notre monde.

Je vais essayer de voir comment les fonctions attribuées aux différentes organisations risquent, pour des événements absolument objectifs comme l'évolution technologique, de se redistribuer parmi les différents partenaires du monde qui rentrent dans notre Annuaire.

Pour ce qui est du rapport n° 6, qui part des relations interétatiques institutionnalisées aux relations non institutionnalisées..., trois faits suivants sont à noter:

- 1) la quantité de relations intergouvernementales qui reste dans le domaine institutionnalisé n'a pas diminué, mais certaines difficultés n'existaient pas il y a dix ans;*
- 2) à l'intérieur du système des relations intergouvernementales, on a créé des véritables systèmes non institutionnalisés de circulation de l'information, par exemple le groupe des 77 qui sont actuellement des rapports bilatéraux s'appliquant au développement. Tout ceci échappe à l'international institutionnalisé;*
- 3) l'intergouvernemental a ultérieurement augmenté en complexité. Notre espoir de voir la société internationale s'organiser par des mécanismes de « feed back » : on connaît parfaitement, dans toute société, une complexité, qui amène un « feed back ». On revient en arrière pour trouver des simplifications et cette société reste foncièrement conflictuelle.*

L'avenir institutionnel des OING

Pour ce qui est du domaine 3, je vous propose de nous concentrer sur les recherches suivantes :

- 1) *constater quelle est la tendance quantitative; en gros, nous pouvons dire que la tendance à l'augmentation a un petit peu diminué, surtout dans le domaine des organisations d'opinion, mais elle est restée importante dans les domaines de la coopération scientifique et technologique;*
- 2) *Il faudrait voir si la crise financière typique des organisations intergouvernementales a touché, et dans quelle mesure, les organisations non gouvernementales et savoir également quelles sont les organisations non gouvernementales qui ont plus d'argent maintenant qu'elles n'en avaient il y a dix ans. Ce n'est pas l'agent du fisc qui parle, mais simplement quelqu'un qui veut faire une analyse d'une redistribution des intérêts et des intentions.*

Il faudrait également examiner la possibilité de voir si les grands secteurs de la société intérieure se prêtent encore à fournir l'objet d'une rencontre et dans quelles régions du monde ?

Il faudrait que M. Judge parvienne à mesurer- c'est lui et seulement lui au monde qui peut le faire - la quantité d'informations qui passent entre ONG au niveau national et entre ONG et organisations intergouvernementales et des headquarters vers le bas, vers le pays et à l'égard d'autres partenaires, par exemple les Nations Unies. La FMANU (Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies) adopte tous les deux ans de très intelligentes résolutions grâce auxquelles la vie du monde deviendrait automatiquement pacifique. Le secrétaire général est chargé de les porter à la connaissance de tous les gouvernements et de toutes les délégations permanentes. Je me pose seulement la question de savoir quelles ont été les lettres qui ont été effectivement lues par les destinataires ?

Il y a d'autres moyens très puissants pour parvenir à ces résultats. J'aimerais avoir une « map » de cette distribution des informations.

L'autre chose que je voudrais encore dire est celle-ci: nous assistons à une augmentation importante des organisations internationales non gouvernementales quasi-publiques, dans laquelle nous avons des difficultés à dire: « Figurez-vous que l'Interpol reste encore rangée dans les organisations internationales non gouvernementales ».

Mais allons rapidement de l'avant et voyons le rapport 7.

Le rapport 7 part des ONG internationales spécialisées, par exemple pharmaceutiques ou de médecins, par rapport à l'OMS. Très bien dans certains cas, passablement dans d'autres cas comme la FAO ou l'Organisation internationale du travail, qui n'est pas sans avoir eu sa petite crise.

J'aimerais citer une autre chose qui a été maintes fois évoquée: si je prends l'ensemble des OING, et l'ensemble de l'intergouvernemental, ce processus de démocratisation qui a pris plusieurs formes, entre autres la Deuxième Assemblée, est une chose entièrement à explorer.

J'insiste sur le fait que mon intervention de ce matin ne voulait pas sous-estimer l'importance de certains résultats mais faire état de toutes les déceptions qu'un certain nombre d'années de vie internationale m'ont amenées. Mais jamais je n'ai pensé que j'avais le droit d'attendre quelque chose d'un système interétatique qui vit d'après sa logique et je ne peux pas prétendre la changer.

N'oubliez pas que la première fois que s'est appliquée la promesse du groupe des 77, à savoir en novembre 73, il était dit dans la déclaration des 77 pays en voie de développement au paragraphe III: « Laissez à lui-même le système du commerce mondial rend le peuple plus pauvre, toujours plus pauvre, et le peuple riche toujours plus riche ». Le groupe avait dit « Cela doit changer ». Mais il n'a pu le changer que dix ans après avec la guerre du pétrole.

J'ai placé sous le point 9 tout un autre monde à explorer d'événements et de problèmes. Les relations inter-organisations internationales non gouvernementales.

J'estime en effet qu'une partie au moins des espoirs qui ont été formulés aujourd'hui demanderait un esprit de classe dans les organisations internationales non gouvernementales que je n'ai pas connu jusqu'à maintenant, si ce n'est à l'occasion de certains problèmes importants qui pouvaient être placés sur le marché international des idées.

Nous avons parlé très peu de la société multinationale, mais nous devrions étudier deux ou trois choses. Par exemple, la tendance qui s'est faite jour au commencement des années 1970, à savoir toujours moins d'investissements des sociétés multinationales dans les pays

INGOs Tomorrow

en voie de développement mais toujours plus d'investissements dans le nord du monde. Cette tendance continue d'abandonner le secteur de l'agriculture et les industries d'extraction de minerais et d'avancer toujours plus dans l'industrie mécanique, dans l'industrie de l'électronique, de la haute sophistication des recherches, et surtout le système bancaire mondial. Est-ce vrai ou pas ?

Ce qui m'a surtout intéressé, c'est le rapport 10 qui part des organisations des Nations Unies pour arriver aux sociétés multinationales. L'atmosphère est entièrement changée: on ne parle plus des sociétés multinationales aux Nations Unies ou le moins possible une fois que le code pour le transfert des technologies a passé. Pour le code des comportements, tant mieux si on n'en parle pas. La Conférence UNCTAD de Nairobi 1973 disait carrément: « Ayez confiance seulement dans les sociétés multinationales, car elles seulement respectent leurs engagements concernant le temps dans lequel elles doivent vous fournir la marchandise ».

Cependant, pour nous il y a également un problème qui peut dériver du fait que les sociétés multinationales s'occupent actuellement des OING internationales. Vous savez certainement qu'à Genève, il y a un endroit où les sociétés multinationales ont sélectionné une certaine d'organisations comme les nôtres, notamment les organisations de consommateurs dont elles suivent avec une grande attention l'activité. L'action menée par les Nations Unies contre les sociétés multinationales a eu encore ce reflet d'une solidarité souterraine des sociétés multinationales par rapport à un certain nombre de nos organisations.

Encore une fois, c'est seulement M. Judge qui peut nous aider. Je suis désolé de lui confier toutes ces tâches, mais il est le seul à être équipé pour le faire.

Soyez assuré qu'il n'y a pas un seul gouvernement ni une seule organisation interétatique intéressé à mettre politiquement en vedette la quantité de relations interindividuelles qui se produisent dans le monde en-deçà ou au-delà du système de l'organisation internationale privée et publique.

Le rapport 13 représente l'ensemble des relations interindividuelles qui ont comme base le monde et le 14 les relations interindividuelles qui ne peuvent pas sortir du système, par exemple en Europe orientale. La circulation des individus dans le système rencontre des difficultés. Je signale cela simplement pour dire que le coefficient de « circulabilité » - si jamais ce mot existait - change dans les différentes régions du monde.

Mais j'ai voulu établir dès le départ - rapport n° 5 - une connexion entre les rapports inter-individuels qui paraissent n'avoir rien à faire avec le système international et je reviens à l'exemple de l'UIT, qui me paraît symptomatique. Par le système de l'information, vous avez le maximum de relations transnationales interindividuelles. Vous avez en même temps le minimum d'institutionnalisation aux différents niveaux. Tout ceci n'est qu'une simple proposition de ligne de recherche. Il y a deux grands défauts derrière cette construction logique. Je continue à utiliser un langage qui exprime plutôt les anciennes doctrines et non pas les nouvelles, que nous ne pourrions accepter qu'après une élaboration ultérieure: l'élaboration des différentes catégories d'organisations - que je n'ai pas utilisée mais que vous utilisez dans l'Annuaire et qui sont certainement les plus appropriées en partant du problème que vous avez sous les yeux. Je continue un langage « vieux jeu » mais qui, je crois, tient encore parfaitement aujourd'hui.

Mais je suis sensible au fait que cette dernière tranche de la vie internationale va certainement nous poser des problèmes d'interprétation d'une réalité. La seule satisfaction que nous ayons est que M. Judge nous a déjà donné la clé pour les comprendre.

Président Gilbert Jaeger

Fédération des associations internationales établies en Belgique

Nous avons terminé cette journée fertile par un magistral exposé du professeur Casadio.

Je souhaite évidemment que la Revue de l'UAI consacre un de ses numéros à cette réunion et que nous puissions garder un écrit de cette journée intéressante par les perspectives qu'elle ouvre et que les « avenues » de recherches tracées par M. Casadio puissent effectivement être parcourues dans un avenir assez proche.

Sur ces paroles, je clos cette journée d'étude et je vous remercie tous d'être venus.

Reflections on Associative Constraints and Possibilities in an Information Society

By Anthony J N Judge

1. Introduction

The purpose of this report is to explore some ways of looking at the emerging information society which may help to clarify the future challenges and opportunities of international bodies. Much has already been said in the media about the "information society", to a large extent inspired by those attempting to sell their products and services, whether or not they are appropriate to the emerging needs of potential users. It is therefore useful to place such elements of the information society in a context which draws attention to the needs of international bodies concerned with issues such as development and the environment.

In the light of the theme of the debate, the focus is on the opportunities for the future. But in order to give substance to such an exercise, it is useful to clarify the existing forms of international organization action and the limitations which constrain their wider use. Only by recognizing the limitations of past forms of action is it possible to avoid the classical trap of seeking ways to implement such forms within future information systems, without examining the opportunities for alternative forms of action, whether as complements or substitute.

2. Forms of organized action

It is an unfortunate reality of the international system of organizations that no

satisfactory typology has emerged which recognizes the diversity of the existing forms of organization. That diversity is, however, to a large extent reflected in the various sections of the Yearbook of International Organizations and many contrasting types are distinguished in the commentary therein (1). Nevertheless the prevailing typology continues to focus on the uninteresting distinction between two categories, IGOs and (I)NGOs, largely because of its value for questionable administrative purposes within the intergovernmental system.

For the purpose of this report, the forms of organized action are presented in Table 1. This is in no way to be considered definitive. The allocation of bodies to parts of the table is merely to be considered indicative of a primary focus. Some bodies have concerns and modes of action which would require that they be positioned in several parts of the table. But the table does serve to make distinctions which permit a richer discussion than the simplistic IGO/NGO model.

2.1 Time-factor

By explicitly introducing the time-factor (short-term, medium-term, long-term), a place is given to the forms of organization which are most widely known, namely the short-term events (e.g. meetings, demonstrations, and media events such as Band Aid). In the long-term struggle to gain international legal recognition for NGOs (2), the "international outlaws",

there has been little attention given to the sociological or legal "existence" of such events, which tend to be considered as epiphenomena. The irony of the situation is that it is precisely such epiphenomena which attract the attention of the media and the imagination of the public, whereas the medium and long-term forms of action are largely unrecognized by the public, even though they may be responsible for the widely publicized short-term events. It is of course the short-term events which are already organized to exploit a number of the opportunities of the information society.

Introducing the longer term distinguishes certain modes of action from those of the medium-term, which are necessarily more sensitive to the political dimensions of such issues as development and environment, and less sensitive to the substantive dimensions implied by such issues. Most IGOs and NGOs function in terms of medium-term preoccupations, as defined by budgetary cycles and election periods (1 to 8 years). The political implications of longer-term environmental and developmental issues can safely be ignored in practice, especially under the pressures of current political crises. Few organizations, or governments, can afford the political luxury of investment in the long-term.

Attention is drawn in the table to the distinction between a global focus and a non-global focus, whether regional or local. Since the table is only intended as

indicative, the controversial question of the degree to which particular forms of action may be global or non-global has not been explored in the detail of the table.

2.2 Degree of participation

By explicitly introducing the degree of participation (elite, interest-group, mass), it is possible to distinguish those forms of action which are considered "serious" by various establishments from those which attempt to influence such forms, or must be taken into account as constraints. The elite form, most opposed to the participation of outsiders, is primarily characteristic of inter-governmental action, although it may also be seen in meetings of elites (e.g. Interaction Council, Bilderberg Meetings), the activities of certain NGOs (e.g. the Trilateral Commission, the Club of Rome), religious orders and secret societies (e.g. the Freemasons).

In complete contrast, are the forms of mass action which normally invite the participation of all, usually in an effort to influence the two other forms. The intermediary form of action is that which is mainly characteristic of nongovernmental modes of organization.

Attention is drawn in the table to the distinction between concerns which are universal in nature (e.g. environment, peace) and those which are of a more sectarian nature (e.g. those of particular economic or social sectors). Since the table is only intended as indicative, the controversial question of the degree to which particular forms of action may be universal or sectarian has not been explored in the detail of the table.

3. Variety of information policies

In order to clarify the actual discussion of the dimensions of the information society (in a subsequent section), it is appropriate to present the variety of information policies practised by the different forms of organization noted in Table 1. This may be done in a form such as Table 2, which, it should be stressed, is indicative rather than definitive.

3.1 Range of "users"

Three types of user have been distinguished, those within the organization (whether operational units or membership), those constituting the organization's context (whether peer groups, patrons, sponsors, fund sources or sympathizers), and any wider audience (whether a "target-group", the "uninformed", or a "market" for the organization's "products").

3.2 Purpose of information

Three purposes have been distinguished: informing (taken in its most disinterested and neutral sense), influencing (whether in direct support of the interests of the organization or to "destabilize" its opponents) and facilitating learning (to engender innovative initiatives, possibly quite independently of the interests of the facilitator).

Informing and influencing as purposes are primarily characteristic of what has been identified, in a Club of Rome report (3), as "maintenance learning". This is in contrast to "innovative learning" which is primarily characteristic of the third purpose of facilitating learning. Maintenance learning involves acquisition of information to ensure the continued functioning of the individual or the group. Thus learning to fulfil the criteria for a job or to fulfil the demands of a contract is a response to pre-defined expectations. Innovative learning involves the acquisition of the ability to respond appropriately in ways that cannot be predefined, especially in response to unforeseen situations characteristic of personal and societal crisis.

4. Dimensions of the information society

The concept of an "information society" can be approached in a number of ways. Unfortunately perhaps, it is the intense discussion of several aspects of the phenomenon which almost completely obscures other aspects of potentially greater significance, at least for international associations. Partly for this reason, it is not easy to separate the commonly discussed aspects from those which merit greater attention. In an effort to clarify this situation, the approach taken here has been to produce Table 3 in which "9 Debate Arenas" concerning the information society are distinguished and interrelated. As with the previous tables, Table 3 is intended to be indicative rather than definitive.

The table emerged from reflection on the merit of distinguishing:

- communication hardware from the modes of communication which it required or rendered possible;
- information programming from the social organization which it required or rendered possible;
- information content from the conceptual organization which it required or rendered possible.

The 9 Arenas result from the interaction between the dimensions so distinguished. The arenas are discussed individually in Annex 1. The approach is applied to the information initiatives of the Union of International Associations, as a concrete example. The result is pre-

sented in Table 4, with details given in Annex 2.

4.1 Comment on dimensions

Some brief comment on the dimensions is called for:

- **Hardware:** includes both the equipment and the telecommunication networks by which it is linked.
- **Mode:** refers to the manner in which the information is organized in the communication process, especially in terms of the technical implications of exchanging the information in that form.
- **Software:** refers to the logical instructions for handling, interrelating and processing information, expressed in a form which can be used to operate a machine (e.g. computer programs), an organization (e.g. policies, plans, rules and procedures) or an intellectual discipline (e.g. a methodology and its associated procedures).
- **Groupware:** refers to the range of possible group and social structures, especially when conceived in terms of the kind of information exchanges they sustain or by which such structures are rendered viable (4).
- **Content:** refers to the hard data (e.g. facts) and soft data (e.g. opinions, values) actually exchanged in any communication process, irrespective of the mode used or the logical procedures rendering the exchange possible.
- **Conceptware:** refers to the conceptual tools, patterns of concepts, models or paradigms through which the information is ordered. It is to be distinguished from isolated concepts that may be communicated as content and from any methodology or software through which they may be given operational form.

In the following discussion of the 9 Arenas, it has been found useful to distinguish three levels of significance in relation to the theme of this paper.

4.2 Nine information society arenas

4.2.1 Adaptive Group (Arenas I to V)

These are the arenas in which most discussion concerning the information society occurs. They relate in most cases to the pre-conditions, practicalities and infrastructure without which the information society cannot emerge. For the purpose of this report, their significance is relatively low, because concentration by associations on these arenas will only result in patterns of action that reproduce, in the new context, those which have prevailed to date in the pre-information society era. To the extent that associations rate their performance to date as appropriate to

the challenge, or have no desire to envisage patterns other than those which have "stood the test of time", it is certainly on these arenas that their attention should be focussed. There are indeed real practical problems which need to be confronted at this level in order to be able to function effectively in the information society.

4.2.2 Innovative Group (Arenas VI to VIII)

Whereas the above group of five arenas is concerned in different ways with the infrastructure of the information society and the various checks and balances appropriate to its continued viability, this second group may be considered as concerned with its development. The distinction should however be made between quantitative development, based on existing patterns, as characterized by the preceding group, and its qualitative development, which is the characteristic of this group. The preceding group is associated with the "adaptive" or "maintenance" learning of the Club of Rome report cited earlier (3), whereas this group is associated with innovative learning in response to new situations. The major danger in the previous group is of simply replicating existing patterns, with their many inherent defects, in a new environment reinforced by a new technology - and then claiming significant social transformation. Discussions in the arenas of this group therefore tend to be sensitive to uncomfortable issues which are fundamentally incompatible with those of the previous group, because they call their premises into question - a necessary basis for any significant innovation.

4.2.3 Transformative Group (Arena IX)

Whereas the previous group of arenas is characterized by discussions which are critical of the appropriateness of modes of organization inherited from the past as "tried and true", such discussions tend to reject any critical reflection on the innovations which they themselves favour as "positive". Such questioning tends to be perceived as counter-productive and "negative". By contrast discussions in this group introduce an essentially self-reflective and self-critical dimension.

5. Identification of transformative opportunities

It is possible to take the 9 Arenas of Table 3 and explore the implications of each of them for the nine forms of organization identified in Table 2. This would result in a report of 81 sections and is

therefore not appropriate in this context, however valuable it might be as a guiding framework for organizations wishing to explore their future opportunities and constraints in detail.

The purpose of this paper is to help to distinguish more clearly the nature of the opportunities for international associations which are characteristic of the three groups of arenas noted above.

It is very clear that there are significant opportunities for international association action in connection with all three groups. It is also clear that, as an artificial device, Table 3 does not truly convey the permeability of the boundaries between the arenas. Activity in any one arena can easily be entrained by activity in another arena. Nevertheless the objectives of activity in any one arena can easily ignore, deny or reject, the implications for activity in another arena.

5.1 Adaptive Group (Arenas I to V)

Despite the many startling differences characteristic of high technology informatics, innovation in this first group is primarily a question of adapting existing procedures to a new context. The procedures and structures are not significantly changed. It is, to a large extent, a question of "more of the same", although carried out with greater ease, efficiency and effectiveness. And this ease creates a new problem, namely the proliferation in the amount and variety of information in circulation. This is about to receive a further boost, due to the much discussed phenomenon of "desk top publishing", which will presumably add to the quantities of printed matter being distributed and exchanged by associations.

Innovations associated with the first group therefore contribute directly to the much discussed "information explosion", whose consequences are at present under review in a project of the United Nations University on "information overload and information underuse". In the adaptive spirit of this group of arenas, many further innovations are explored to counteract such overload. They tend to take the form of "selective dissemination of information" and specialization. But these together reinforce social fragmentation and the manipulative abuses which this makes possible. Within this group the challenge of generating and handling "quantity", tends to be "solved", but at the expense of "quality".

The operational challenges of the adaptive process associated with the first group pose real problems of mobilizing resources and developing skills. The necessity of responding to such challenges to ensure the viability of initiatives in the information society makes it appear a luxury to consider the less tangible initia-

tives associated with the second or third group.

5.2 Innovative Group (Arenas VI to VIII)

The second group of arenas focuses more directly on the appropriateness of such adaptive innovations, in an effort to engender structural innovations which transcend the problems associated with the first group. What, for example, is the "desk top reading" innovation which will enable recipients to cope intelligently with the exploding output of "desk top publishing" noted above? What are the "alternative" styles of organization which may prove more appropriate?

This does not necessarily imply that the innovations of the second group are "superior" to those of the first. Some of them (e.g. disinformation) seek to exploit the opportunities of the information society in a more subtle manner than that associated with the first group. Whereas the first group constitutes a "first order" response to those opportunities, the second group is effectively a "second order" response. It is the ability of international associations to develop such second order responses which will determine whether they will attain a new freedom to act within the information society, or whether they will find themselves constrained by other initiatives (possibly as a victim of new forms of exploitation).

For those associations concerned with development issues and societal problems, the adaptive innovations of the first group are far from offering a panacea for social ills. They are opening a "new frontier" in which such problems may well be redeployed in new configurations, without in any way being alleviated. Signs of this are to be seen in the emerging division between the "haves" and the "have nots", in terms of degree of participation in the information society.

The difficulty in shifting attention to the second group is that the economics of the information society are to a very large degree associated with the first group. Any initiative must be viable at the first order level before consideration can be effectively given to issues of the second order. In most cases (e.g. "innovative meetings") the pressures to ensure the viability of a project are such that no attention can effectively be given to second order innovation. And yet it is precisely at this level that the qualitative changes, if any, will emerge.

From the point of view of international associations, in the "pre-information" society a basic distinction is made between profit-making and non-profit-making bodies. And yet international associations need to balance their finances in order to survive, even though no "profit" is made. In the information society, many profit-making organizations are

actively developing opportunities in the first group of arenas - often performing information tasks for which international associations have been previously created. Whilst international associations need to continue to demonstrate their effectiveness in these arenas (and balance their finances on the basis of activities there), the "non-profit" function by which they are characterized can only effectively emerge through their development of activities in the second group of arenas which are of considerably less interest to profit-making bodies - because there is relatively little profit to be made therein. In the information society the distinction required between first order and second order initiatives can therefore usefully be considered as analogous to the distinction between profit-making and non-profit-making initiatives in the "pre-information" society. Both forms are required, but it is the second which ensures a continuing focus on qualitative change as opposed to purely quantitative development.

There is a real risk that, in their struggle to adapt to the information society, many international associations will find themselves trapped by the real challenges and opportunities of the first group of arenas. Many new "do-able" projects are becoming evident. These will obscure the importance of the transition to initiatives in the second group (which may well go unrecognized) that would empower associations to continue to fulfil their basic function in counter-balancing the non-qualitative initiatives of the first order.

5.3 Transformative Group (Arena IX)

Despite genuine engagement in structural innovation of a qualitative kind, a prime characteristic of initiatives of the second group is that they are not structured so as to recognize their own limitations - especially the manner in which their seemingly positive achievements are themselves as much a part of the problematique as the problems which they address. Initiatives of the first group, but especially of the second, are often associated with an unquestioning belief in their inherent "rightness" as a contribution to the common good. Their advocates are profoundly amazed by the unenthusiastic, if not negative, reactions of those holding alternative views (e.g. American reactions to European perceptions of their proposals; Western reactions to Third World perceptions of their proposals).

Initiatives of the third group can usefully be perceived as sensitive to the counter-productive aspects of their own best efforts, especially as revealed in the light of alternative paradigms and cultures. Such third order initiatives must necessarily respond creatively (rather than reactively) to the reality of the co-

presence of international coalitions seemingly acting at cross-purposes. Here the challenge lies in using the opportunities of the information society to facilitate "trans-conceptual" learning processes which can transcend such differences without denying their function in any pattern of checks and balances. The application of metaphors to the problems of such development-oriented communication is one unexplored opportunity (5).

In a sense initiatives of the first and second groups may well create the impression of transcending differences - as in naive concepts of the "global village" or of "holistic paradigms" - whereas in reality this superficial impression conceals the necessity for such differences. Differences and disagreements have an important psycho-social function. Indeed, it might be said that significance only emerges through the confrontation of dissimilar phenomena. The organized fragmentation of the information society may however be used to reinforce and protect such differences - whether for or against the common good.

The third group is not inherently "superior" to the other two. As with the second, such initiatives may indeed be more profoundly exploitative. The ability to "divide and rule" is an inherently third order skill, which if possessed by those responsible for a second order initiative could be used to totally pervert the declared intentions of any project. International associations enthusiastically collaborating on such a project would clearly be totally vulnerable to such manipulation - unless they developed third order skills.

The inadequacy of the innovations of the second group results from the necessarily restricted nature of the domain in which they can be successfully implemented. Such structural innovations make no provision for internalizing the radical opposition of other competing alternatives, associated with other restricted domains. International associations normally handle this fundamental problem by avoiding anything more than token (first or second-order) contact with bodies holding radically opposed viewpoints. And yet, to the extent that there is some validity to such opposed viewpoints, appropriate global transformation can only emerge by interrelating such perspectives in new ways. The emerging information society provides a context for more innovative responses to this challenge - through initiatives characteristic of this third group.

6. Challenges faced by organizations

The previous sections have pointed to the challenges for an international association in organizing itself:

- to function in the information society (the "adaptive group" of arenas);
- to recognize its innovative contributions within that context (the "innovative group" of arenas);
- to respond effectively to its own limitations in relation to other bodies with alternative perspectives (the "transformative group of arenas).

Particular challenges which may be usefully highlighted at this point include:

- (a) the continuing problem of information overload and the total inadequacy of narrow specialization as a "solution" in a context of cross-sectoral issues;
- (b) the emergence of an even greater range of specialized interests to which commercial information providers will respond if associations fail to fulfil this traditional function of theirs;
- (c) increasing "competition" between associations and commercial bodies interested in providing the same services, thus depriving many associations of an important source of income;
- (d) increasing costs in conventional communications traditionally employed by associations (e.g. postage, telephone), coupled with economic restrictions on electronic exchange of information (possibly deliberately imposed to reduce association activity);
- (e) imposition of restrictive regulations to inhibit electronic exchanges of information and trans-border data flows (possibly for reasons of "national security");
- (f) proliferation of a wide range of "alternative" forms of electronic communication (e.g. videodisks, electronic mail and conferencing systems, laser cards, paperstrip), many requiring different, and often incompatible, equipment;
- (g) proliferation of computer crime and abuses designed to sabotage, exploit or manipulate information systems which it would otherwise be easy for associations to set up and share;
- (h) reinforcement of the prevailing pattern of inequality, discrimination and fragmentation as vested interests find ways to establish their position in the information society;
- (i) erosion of the significance of existing conceptual distinctions, whether established by scholars, legislation or administrations, whose maintenance has been justified by operational convenience in the pre-information society (e.g. such distinctions as profit / non-profit, governmental / non-governmental, temporary / permanent, formal / informal, national /

international, and possibly even legal / illegal)

- (j) extreme difficulty of ensuring that messages of requisite complexity (cf Ashby's Law) can be communicated successfully (via reductionist conceptual filters imposed by computerised thesauri) to a sufficiently wide audience;
- (k) difficulties of responding effectively to the opportunities (and financial drain) offered by a multiplicity of information exchange facilities, whether initiated by associations, by commercial bodies or by governmental bodies.

One interesting challenge for associations, whether national or international, will be that of responding to the changing significance of their relationship to intergovernmental institutions (e.g. UNESCO, ILO, WHO, ECOSOC). In the emerging environment the latter's privileged status will be brought into question, to the extent that it is non-functional within the communicating network of international bodies - leading perhaps to a role analogous to that of the aristocracy in European countries.

Perhaps the most profound challenge for international associations will be to discover ways to use the facilities of the information society to communicate, interrelate and defend the subtler insights and values for which they stand - in an information environment in which such insights must "compete" for attention (and therefore resources) with other less subtle, and seemingly more striking, items of information. This is the traditional challenge of international associations transferred to a context where the opportunities and obstacles are much greater than before.

7. Selected innovation possibilities

Here it seems appropriate to focus on 5 quite different possibilities for future innovation.

7.1 Global media events

The surprising success of media events such as Live Aid, Band Aid, Hands across America, etc., has led to active exploration of the possibility of future events of this nature. Media contacts have been developed; people and groups are developing the skills to bring about such events at reasonably short notice; formulas for funding such events are becoming clearer. Such events are naturally attractive to the media faced with the need to constantly discover new programme content for an ever-hungry audience.

International organizations, whether governmental or non-governmental, have been slow to respond to this opportunity.

They have only associated themselves with such events after the fact. The main initiatives have come from North American national coalitions, although even there the established bodies were not involved in launching such projects.

The opportunity and organization of such events engenders much grass roots enthusiasm as a means of focusing on real social problems or on values such as world peace. They become a highly visible celebration of togetherness (which seldom takes an attractive and communicable form in the normal activities of international bodies).

There is therefore clearly an opportunity for international associations, if they can overcome the awkward political and financial issues of negotiating with Western-dominated media. With the considerable development of global satellite links, there will be a great need, on the side of those responsible for them, to demonstrate that there is something of global interest that can be communicated (in addition to the Olympic Games, the World Cup, or the Eurovision song contest, at a regional level).

Such events do of course have quite distinct limitations, which may well discourage the involvement of international bodies. Their impact, in terms of their stated goals, has been questioned. And clearly the planning of such events lends itself to innovative forms of manipulation and exploitation. Nevertheless if international associations do not engage themselves on this front, others will.

7.2 Support negotiation system

The previous innovation focuses mainly on persuasion through the asymmetric communication of images to a largely passive audience over a short period, with little opportunity to build concretely on any pattern of communication or insight which emerges. Clearly there is a need to match such mega-events with a complementary system offering exchange of information between active participants, on a continuing basis, such that every possibility of engendering new initiatives between them is fostered and supported throughout the lifecycle of any resulting project.

Such a system is to be seen in embryonic form, especially in North America, in the emergence of many electronic mail and computer conferencing networks, themselves partially interlinked (to a limited degree). The most recently launched include PEACENET and ECUNET, with preoccupations implied by their names. They are open to international association participation, at non-commercial rates.

Since the viability of the technology has been demonstrated, it is worth envi-

saging what form such a system could take. The most practical guide to such reflection is the recent installation of a world-wide, computerised, share-trading network. This links stock exchanges, brokers, banks and institutional investors. It is composed of a number of complementary components, which can perhaps best be illustrated by Table 5. This is a diagram of the equipment on the office desk of a "fund manager" in a major financial institution at the present time.

In order to make any valid comparison with the evolution of the ways in which associations could interact through a comparable system, it is necessary to identify the functional similarities. Although associations do not have shareholders, they frequently have fee-paying members. Many also undertake campaigns and projects to which the public is invited to subscribe. Many also undertake specialized projects for which they seek funds from other bodies (especially foundations and major institutions). Many also seek, with such funding bodies, projects in which they could usefully collaborate to further their programme objectives. All these interactions currently take place using the postal, telephone, and telex systems, as well as the media. Such systems are in the process of being integrated, in a quite dramatic way, as communication options within the information society. There is no reason why associations should not also envisage shifting the "centre of gravity" of their operations into that context.

The key difference between share-trading and support-negotiation, is that in the former the focus is on value in monetary form, for its own sake, whereas in the latter the focus is on values, as expressed in the form of ideas, projects, information and cooperative arrangements. Just as it is claimed by financiers that they are essentially dealing in confidence (expressed in monetary form), so it could be claimed that associations are negotiating degrees of confidence in the interests that they are promoting.

Few would deny that the system whereby the international community negotiates support for a project amongst its constituent bodies is extremely clumsy - many projects take years to be "approved". This is to be contrasted with the speed of financial transactions in response to any political situation or opportunity. That support can be negotiated rapidly for non-financial projects is admirably illustrated by such events as Live Aid and Band Aid, in which millions of people were involved.

Such a support negotiation system would help bring the international community out of the bureaucratic dark ages in which token projects, approved in response to yesterday's problems, are vain-

ly applied (and acclaimed) as significant responses to today's problems and to those of the future. Such a system would constitute an appropriate context for emergency preparedness and for the look-out function repeatedly called for by policy makers. Of greatest significance, such a system would provide a visibly coherent means whereby individuals and groups could rapidly formulate collaborative projects and mobilize support for them - thus drawing on the vast reservoir of goodwill which is alienated by the non-participative initiatives characteristic of the present.

As noted above, the elements of such a system are already evident in operational form, however embryonic. It is more than likely that coalitions of national, governmental, commercial or association interests will make ambitious proposals along such lines in the coming years. The challenge will be to filter out or contain those with hidden agendas and "empire-building" intentions. Clearly there is little hope that the United Nations system will prove helpful in this connection, given its selective and highly politicized track record in dealing with nongovernmental initiatives and those responsible for them.

7.3 Transformative conferencing (6)

The clumsiness of the international community of organizations in formulating an initiative and negotiating support for it is reflected, to a large degree, in the procedural clumsiness of international meeting organization. It is fair to say that international meetings hinder, rather than facilitate, the emergence of new initiatives. In many ways they can be considered as laboratory models of the problems of the structural and procedural inadequacies of the international community.

The emerging information society is already affecting meeting organization in a number of ways: use of telex, reservation systems, media involvement, communications devices, messaging systems, satellite links (video-conferencing). These may be said to have contributed to the increase in the logistic efficiency of such events (Arenas I to V). They cannot be claimed to have increased the effectiveness with which ideas or positions, put forward by different participants, are interrelated in order to bring out the pattern of concepts which could constitute the foundation for a new initiative.

The previous innovation discussed depends on the participation of many bodies in a world-wide network. Whether or not this comes about in a useful form, associations should be able to explore uses of low-cost computer equipment and software as a means of providing "conceptual scaffolding" to facilitate the emergence and collective recognition of

patterns of significance in their own meetings - and the possible transformation into even more significant forms. All the elements are available. Some experiments have already been conducted along these lines (7). Further possibilities are now emerging with the availability of "do-it-yourself" artificial intelligence (shell) programs - Peter and Trudy Johnson-Lenz, developers of the EIES computer conferencing system, announced in December 1986 a new initiative: "awakening technology". This focusses on tools and technologies to help awaken individual and collective mind, emphasizing the use of personal computers and computer networks as electronic extensions of the mind.

7.4 Meta-stable coalitions

The viability of any form of organization is to a large extent dependent on its ability to maintain its coherence. This ability is directly related to the nature of the communication system. Any organization based on the slow exchange of letters by post needs to emphasize the rules for being "a member" and to make evident who is on the current membership "list". When participants in an electronic mail system interact, they effectively bring about the creation of one or more organizations - if the pattern of their interactions causes clusters of participants to emerge around particular fields of interest. Such clusters can be formalized if necessary - membership can then be restricted to participants on a "list", if desired. The point however is that the transition between the "non-existence" and "existence" of an organization, in such a context, can be both very subtle and highly formalized. The emergence and dissolution of such an organization can be very rapid, with little need to maintain the organization in existence once it is no longer needed - since the participants can reconfigure into that coalition at any time. The information system establishes a continuum out of which coalitions can rapidly emerge, in response to any issue, and into which they can dissolve when no longer immediately relevant (8).

The above process currently occurs in the many computer conferencing systems, usually based in North America. The process exhibits a fundamental weakness to the extent that it is merely a form of "super-telex" (characteristic of the adaptive group of arenas). In particular such systems have no special means for handling the kind of disagreements which are mediated within the framework of international associations having a politically and culturally diversified membership. In fact no use is made of computer processing power to facilitate (or even provoke) the emergence, maintenance and dissolution of coalitions in terms of the pattern of shared, opposing and complementary interests of partici-

pants. If such an innovation were to be made the emergence of a whole new range of meta-stable coalitions would be possible.

The difficulty in conventional organizations based on non-electronic communications lies in the necessarily simplistic nature of any rules which are agreed amongst the members as the basis for the organization they form. If they are too complex, in order to take into account a variety of exceptional cases, the organizational decision-making procedure is perceived as cumbersome or simply incomprehensible. As a result, if the organization cannot be made "hospitable", some potential members of an exceptional nature simply do not join. This reduces the potential effectiveness of any coalition.

More interesting however is the possibility of coalition formation on topics in which all potential members have reservations that cannot be reconciled in any simplistic set of rules. In such instances, the processing power of the computer can be used to devise sets of rules of a higher order of complexity (of Ashby's Law) within which the different reservations of the potential members can be reconciled. In effect the "constitution" of the organization so formed is based on a dynamic set of rules embodied in a computer program, rather than in a static "legal" text as at present. Representing the organization structure might then be done using a dynamic and/or graphic model, rather than using organization "charts" as at present.

One merit of such an approach is that it can make use of both patterns of agreement and of disagreement - embodying discontinuity (9) - to ensure the stability of the structure, rather than relying solely on consensus as at present. The art of interweaving agreements with disagreements to bring about an entirely new form of organization is suggested by models of "tensegrity organization" (10).

A further development, enabling the emergence of even more subtle coalitions, could result from even more dynamic sets of rules to cover cases where the coalition can only effectively "exist" by alternating between several different (and essentially unstable) forms, each governed by a different set of rules (11). Such "variable geometry" is a well-developed characteristic of organic molecules basic to life - namely "resonance hybrids" (9). In a much simpler form it is evident in rules to maintain coherence through rotation of an association secretariat or chairperson.

7.5 Metaphor design (5)

The fundamental challenge for international associations, as noted earlier, does not lie in either the adaptive or the

innovative group of arenas, but rather in the transformative group. Innovations in either of the first two groups will tend to be based on existing linear and static paradigms. They will tend to be locked into the prevailing Western paradigm. This has not produced ways of organizing which respond effectively to the complexity of the social system - that the international community is obliged to confront and to reflect through coalitions favouring opposing paradigms.

It is questionable therefore whether innovations like those described above would not simply be coopted to serve vested interests of a traditional kind. Even the possibility of moving beyond the linear, text-oriented information systems which are the core of the information society, using pattern-oriented software and hardware, is subject to such constraints. It is also clear that the information society will severely discriminate against the "information poor" - whether blatantly, or subtly through depriving them of adequate information of a transformative nature (the information equivalent of "avitaminosis"). It is also doubtful whether such changes will permeate sufficiently rapidly to assist any but the information elites.

In such a context, an alternative approach would seem to be well worth exploring, namely the design of metaphors offering people a way of re-conceptualizing their relationship to their social and natural environment. Metaphors offer the considerable advantage of requiring few resources for their dissemination. They can even be used to bypass the considerable Jags in the education system. They have the special

merit of being natural to most cultures and languages - so that it may be more a question of enhancing peoples' own use of metaphors, rather than importing new metaphors for them.

Outside the literary world (with the possible exception of fundamental physics), it is only politicians who make deliberate use of metaphors to communicate. For metaphors are inherently communicable and travel well, in contrast to the sophisticated theories of academe. They have the considerable merit of transcending non-functional conceptual distinctions and remaining comprehensible to many, to whatever degree. And yet this resource has not been explored, at a time when most other communication techniques are recognized as suffering from severe limitations.

The key to collective navigation through complexity may well lie in new ways of using metaphors to clarify policy options, whether or not their use is facilitated by high technology information systems. It may be through the exploration of metaphors that the international community of organizations will finally discover a way to describe itself meaningfully - whether to itself or to those who currently question its credibility.

REFERENCES

1. *International organizations: an overview*. In: Union of International Associations (Ed). Yearbook of International Organizations. Munich, K G Saur, 1986, Appendix 5.
2. *European Convention*. In: Union of International Associations (Ed). Yearbook of International Organizations. Munich, K G Saur, 1986, Appendix 6.
3. James W Botkin et al. *No Limits to Learning: bridging the human gap*. Oxford, Pergamon, 1979.
4. Peter and Trudy Johnson-Lenz. *Three ways to organize organization*. (Documented communication through the EIES computer conferencing system, 1979). Develops the concept of "groupware".
5. *Metaphors*. In: Union of International Associations (Ed). Encyclopedia of World Problems and Human Potential. Munich K G Saur, 1986, Sections CM and XCM.
6. *Transformative conferencing*. In: Union of International Associations (Ed). Encyclopedia of World Problems and Human Potential. Munich, K G Saur 1986 Sections TC and XTC.
7. A J N Judge. *Metaconferencing techniques*. In: *Transformative Conferencing: problems and possibilities on the new frontier of high-risk gatherings concerning social development*. Brussels, Union of International Associations, 1984, pp 115-160.
8. A J N Judge. The role of the "potential association". *International Associations*. (23rd year), March 1971, pp 148-152.
9. *Embodying discontinuity*. In: Union of International Associations (Ed). Encyclopedia of World Problems and Human Potential. Munich, K G Saur, 1986, Sections KD and XKD.
10. A J N Judge. *From Networking to Tensegrity Organization*. Brussels, Union of International Associations, 1984.
11. A J N Judge. *Alternation between variable geometries: a brokership style for the United Nations as a guarantee of requisite variety*. In: D Bardonnet (Ed). *The Adaptation of Structures and Methods at the United Nations*. Dordrecht, Martinus Nijhoff, 1986, pp 243-247.
12. Alvin Toffler. *The Third Wave*. New York, William Morrow, 1980.

ANNEX1

Arena I: Hardware / Mode

On the technical side this is the well-developed discussion in the telecommunication community, involving experts in computers, satellite communications and audio-visual equipment. It is above all the domain of the manufacturers of hardware and of the government ministries responsible for communications and broadcasting. From this arena emerges such innovations as facsimile, videodisks, videotext, cable TV, usually without any understanding whatsoever of the social or conceptual implications of such innovations.

The main issues raised by this arena which are of relevance to associations include:

(a) the availability of such innovations (especially in developing countries), insofar as there is a very real risk of establishing a fundamental divide between those with access to such innovations and those forced to live as "information outlaws" outside the information society which the innovations make possible. Such innovations are already creating a class of individuals and groups which is below a new poverty line - that of the "information poor". Associations are especially exposed to this problem through the manner in which their operations are affected by rising costs of communication, of which the best example is cost of postage. Such increases, apparently innocent, can easily come to be used as a new form of repression,

(b) the rate of technical innovation is such that there is a continuing problem of maintenance and of compatibility with other equipment (both of the same generation and of a new generation). This is especially severe in developing countries, where, in addition to the problem of acquiring spare parts, there is frequently a difficulty with surges and disruptions in the power supply (which can severely damage computer equipment).

(c) such equipment creates new forms of dependency, making it difficult for organizations and individuals to function should such equipment breakdown. (The problem is analogous to that created by the breakdown of an automobile or of the public transport system, for whatever reason).

(d) such equipment lends itself to new forms of abuse, some of which may be institutionalized. Already it is possible to detect the emergence of "information cartels" in embryonic form which could presumably come to parallel the situation prevailing in the petroleum industry or with respect to other commodities. At the national level this is

reflected in the tight government monopoly, maintained in many countries, on access to certain modes of communication.

(e) a particular source of possible abuse, which has received considerable attention, is that of "transborder data flows".

Arena II: Hardware / Software

From the technical point of view, this arena is concerned with such questions as:

(a) whether specific forms of software and hardware are compatible. Hardware innovations of any significance necessitate new software to take advantage of those innovations, or at least to adapt existing software to the new equipment (to ensure continuity from the user's perspective);

(b) development of more sophisticated software to handle new applications, or else to handle existing applications more efficiently;

(c) ensuring that the man-machine interface is "user-friendly", namely the development of software which facilitates the access of the user to the machine (especially in the case of neophytes), rather than obliging the user to adjust to the particular idiosyncracies of the equipment;

(d) the elimination of "bugs" in equipment, software and systems, whether initially or when upgraded;

(e) problems of upgrading applications from one generation of hardware/software to another with the minimum of disruption. This includes the problem of becoming "locked into" a particular hardware/software combination beyond which it becomes impossible to develop without a severe cost penalty;

(f) the vulnerability of sophisticated hardware/software systems to sabotage and penetration by outsiders;

(g) abuse of hardware/software systems, including "computer crime".

Arena III: Hardware / Content

In this arena issues such as the following are debated:

(a) whether particular content can be adequately handled by particular hardware, and especially whether handling the content with that hardware does not involve adaptations which distort the content in an unacceptable manner;

(b) whether dependence on particular hardware is compatible with particular cultures or sub-cultures, and whether the necessary adaptations result in an unacceptable form of "packaged" or homogenized culture;

(c) the "mind-numbing" effects of exposure to certain forms of hardware (e.g. TV addicts, computer junkies);

(d) the questions of media-induced violence, encouragement of permissiveness, and exposure to obscenity, as leading to the erosion of traditional values;

(e) increase in electronic surveillance and invasions of privacy;

(f) emergence of a "blip culture", as noted by Alvin Toffler: "Instead of receiving long, related 'strings' of ideas, organized or synthesized for us, we are increasingly exposed to short, modular blips of information - ads, commands, theories shreds of news...that refuse to fit neatly into our pre-existing mental files." (12, p. 182)

Arena IV: Groupware / Mode

In this arena the focus of discussion covers issues such as the following:

(a) adaptation of an organization, community or family structure to the challenges and opportunities of new media and new supplies of information. The focus in an organizations is often on the need for retraining older people and the special facility of younger people (in the case of computers), as well as on the ability of the body to adapt its procedures. In the case of the mass media, for example, the concern is with whether the body interacts appropriately with the media and how to project its "image" appropriately to a wider audience;

(b) the cost of adapting as compared with the cost of not adapting (or not adapting at the same rate as associated bodies with which it normally works or competes for resources);

(c) the appropriateness of some new modes in the light of the aims of the organization. For example, many "alternative" bodies have delayed making use of computers and data networks precisely because they were perceived as reinforcing the "high-tech" philosophy to which they were opposed;

(d) erosion of traditional communities and family structures through orientation to electronic media, especially television;

(e) increasing dependency of organizations, including government, on the media and the manner in which they are perceived through the media. Vulnerability of such bodies to the irresponsible quirks of the media and its amplification of fickle reactions in public opinion;

(f) manipulation of media and data by groups in support of their special interests and to the detriment of their opponents (such as in the skilled use of rumour, scandal and "muck-raking").

Arena V: Mode / Conceptware

The discussion most characteristic of this arena is that in media-related contexts around the question of new "concepts" or new media "packages". It is on the marketing of such "concepts" that much attention is focussed by public relations and advertising agencies. Such concepts might be described as ways of interrelating available modes in order to achieve a significant new impact. Most campaigns and other media events originate from such concepts, by which the necessary investment is attracted, and which guide the planning through which they are implemented. The success of competing advertising campaigns is largely determined by the relative originality of the governing concepts. In this sense a concept is equivalent to a military strategy. Associations endeavouring to attract funding for a new project must also necessarily find ways to present the underlying "concept".

Issues in this arena include:

(a) the struggle to identify potentially successful concepts and the best way to present or communicate such a concept to investors or to a target group to which it must be "sold";

(b) the problem of protecting people from manipulative concepts to which they have little resistance (e.g. over-selling techniques used in developing countries);

(c) the insidious, and potentially corrupting, nature of certain communication concepts associated with some media (e.g. as perceived by those who reject television);

(d) communication concepts perceived as technocratic exploitation or dehumanizing (e.g. as perceived by those who argue for more highly contextual or participative forms, such as street theatre);

(e) the need to identify and reject manipulative symbols (e.g. the attack on certain children's books by those with feminist or racial concerns) or the concern by those with particular political views about the disinformation strategies employed by those with opposing views.

Arena VI: Groupware / Software

Discussion in this arena concerns the appropriateness of classic forms of social organization in the face of existing societal problems and given the opportunity and challenges of the information society. Issues include:

(a) the need for "alternative" styles of organization and the rules by which they can usefully operate;

(b) the requisite complexity of organization if it is to respond effectively to any increasingly complex environment (of Ashby's Law from cybernetics requiring that an effective controlling organization be at least as complex as the phenomena that it needs to control);

(c) the inadequacy of minimalistic and token forms of social innovation;

(d) the possibility of a "global village" based on emerging data and other networks;

(e) the design of computer software to support new kinds of organization (e.g. computer conferencing "conferences") and to sustain meta-stable coalitions.

Arena VII: Groupware / Content

Whereas the previous arena is concerned with innovative forms of social organization to take real advantage of the information society in the face of societal problems, this arena is concerned with the appropriateness of the content and the possibilities of innovative content. Issues include:

(a) the challenge of "empire-building" in bureaucratic structures (as well as in invisible colleges of academics), whereby "territory" is staked out in relation to some topic and then vigorously, and often irrationally, defended against incursion by outsiders;

(b) means of countering the reductionist tendencies practised by establishment institutions when handling

have been obliged politically to demonstrate some competence) but to which their structures are not adapted (e.g. treatment of interdisciplinarity by UNESCO, treatment of human development by ILO, WHO and UNESCO);

(c) use of disinformation and censorship by organizations and the means of countering their effects;

(d) the challenge of reflecting networks of substantive relationships (e.g. networks of environmental problems) in appropriate patterns of communication between bodies responsible for them individually;

(e) the different (and complementary) types of content that need to be supplied by different forms of organization, if the network they constitute is to function in a coherent and effective manner.

Arena VIII: Software / Conceptware

Discussion in this arena concerns the appropriateness of classic forms of conceptual organization in the face of

recent conceptual advances, the complexity of the challenges faced by society and the opportunities of the information society. Issues include:

(a) the problem of handling complexity;

(b) the wider significance of emerging paradigms from fundamental physics, their relationship to consciousness and to non-Western (and traditional) modes of thought (hitherto rejected as "primitive" by main stream Western thinking and the institutions to which it gives rise);

(c) the potential of the holographic metaphor as offering new insights into realistic ways of organizing information appropriate to any global or holistic approach;

(d) "lateral thinking" procedures, in contrast to linear thinking, as offering a means of breaking out of unfruitful patterns of thought;

(e) the challenge of "marrying" hierarchical modes of organization with non-hierarchical, associative modes.

Arena IX: Conceptware / Content

Whereas the previous group of arenas is characterized by discussions which are critical of the appropriateness of modes of organization inherited from the past as "tried and true", such discussions tend to reject any critical reflection on the innovations which they favour as "positive". Any such questioning tends to be perceived as counter-productive and "negative". By contrast discussions in this arena introduce an essentially self-reflective and self-critical dimension. Issues include:

(a) the mind-set of the innovator as a constraint on appropriate innovation for others, especially those in other cultures;

(b) sensitivity to those dimensions of alternative paradigms (whether from other disciplines or cultures) which call into question aspects of the paradigm with which the person or organization is currently obliged to work - and the tendency to reject such sensitivity with appropriate rationalizations;

(c) the problem of single-factor explanations (conceptual "tunnel vision") and the single solution to any problem complex to which they give rise;

(d) indiscriminate relativism and the problem of transcending it;

(e) the issue of self-reference and self-reflectiveness;

(f) disagreement, incommensurability, discontinuity and paradox, and the appropriate conceptual means of "containing" them.

ANNEX 2

Concrete example: the Union of International Associations

In order to facilitate comprehension of Table 3 (and Annex 1), the information preoccupations of the UIA have been ordered in relationship to the nine arenas and presented in Table 4 in the same format.

Arena I: Hardware / Mode

The focus in this case is on the selection and operation of hardware capable of handling information in the form necessary for the UIA's publications and future developments that may require such equipment. This has resulted in the installation of a local area computer network which links 10 micro-computers. The choice was made in terms of the need to transfer information to sub-contractors capable of high-speed photocomposition and page-make up. Rejected options included use of terminals linked to a main-frame computer in an external service bureau. Experiments are being made with data networks. Options under consideration include use of laser disks and graph plotters.

Arena II: Hardware / Software

The focus in this case is on the selection of computer software compatible with the micro-computers. This included software to operate the network and software for a shared text database on the network. Using such software, further programs were then developed to handle the specific needs of the UIA publications. Investigations are being made into laser disk access software.

Arena III: Hardware / Content

The focus in this case is on the operation of the system for research, editorial, administrative and publication pro-

duction purposes (especially in the case of the descriptive Yearbook Vol. 1 and 2). Other concerns have been the possibility of on-line access of external bodies to such data, the exploration of computer conferencing / electronic mail systems, and the possible distribution of databases on laser disks.

Arena IV: Groupware / Mode

In this case the focus is the management problem of the adaptation of the UIA structure to a local area network, namely the reallocation of workloads, the redistribution of functions and the assumption of new tasks in response to the opportunities of the network. Although well-advanced, this process is not complete.

Arena V: Mode / Conceptware

Here the focus is on how people within the UIA, especially editors, evolve new ways of thinking about their work and ways of handling it. This development cannot be described in specific terms, since it is primarily a shift in attitude in response to a pattern of new opportunities and constraints. It is of fundamental significance to those concerned.

Arena VI: Groupware / Software

Activity in this arena has so far been limited to developing software to handle networks of relationships between organizations (e.g. membership links, working relationships, etc), especially for Yearbook Vol. 3. This could be extended to the operating units of complex secretariats (e.g. those of large IGOs). Further developments might include software to actively facilitate contact between organizations in the light of their programme priorities, and software

to sustain meta-stable coalitions (e.g. "potential associations", "tensegrity organizations" and "resonance hybrids") which have been a theme in UIA research.

Arena VII: Groupware / Content

Here the UIA concerns include discovering means of representing patterns of relationships (especially networks) between organizations, whether through computer graphics or plotted maps (as argued in the UIA Encyclopedia of World Problems and Human Potential). Other concerns include the clarification of the distinct (but complementary) kinds of data which a coalition of organizations can usefully exchange in order to ensure its viability and effectiveness (as partially explored in the Yearbook Vol. 3).

Arena VIII: Software / Conceptware

The need for innovation in this arena has been explored, from the UIA perspective, in the Encyclopedia. The concern is with the possibility of developing software to handle patterns of (possibly incompatible) concepts which guide the way in which the fragmented sectors of society are perceived and interrelated.

Arena IX: Conceptware / Content

Again, the possibility of innovation in this arena has been explored, from the UIA perspective, in the Encyclopedia. The concern is with "trans-conceptual" ways of handling the incommensurable perspectives and sets of data which are so characteristic of the international community of organizations. Particular attention has been devoted to patterns, metaphors and patterns of metaphors, as a largely unexplored resource for the comprehension of appropriateness and as a guide to navigation through complexity.

TABLE 1 FORMS OF ORGANIZED ACTION (tentative)		SHORT-TERM FOCUS		MEDIUM-TERM FOCUS		LONG-TERM FOCUS	
		Non-Global	Global	Non-Global	Global	Non-Global	Global
ELITE Primarily • closed • governmental	Sectarian concern	• meetings • events • demonstrations		• organizations • information networks			
	Universal concern	• regional • local • specific culture		• regional • local • specific culture		• regional • local • specific culture	
INTEREST-GROUP Primarily • open • nongovern'tal • selective	Sectarian concern	Summits Ceremonies Rituals Delegations IGO meetings Religious conclaves Sabotage projects		Intergovernmental organizations Inter-institutional networks Intergovernmental lobbies • Group of 77 • Non-aligned movement Intelligence networks Subversive networks Corps diplomatique		Supra-national organizations • UN, EEC Multilateral treaties Club of Rome Opus Det Interaction Council Secret societies (Freemasons) Religious orders Intentional communities	
	Universal concern	Emergency relief networks Disaster networks Ad hoc lobbies Meetings - professional - academic - trade associations - alternative groups - political Ad hoc coalitions		Organizations and networks • Professional • academic • trade association • political Institutional supporters • UNA • UNESCO Clubs • CONGO Permanent coalitions/lobbies employers • ecological • peace Voluntary service		Organization modes • academic (invisible colleges) • lay religious orders • political parties • environmentalist • "alternative" networks Sects and charismatic groups Federalist/world government groups	
MASS Primarily • open • non-selective	Sectarian concern	Mass assemblies - pilgrimage - revivalist - youth festival - music festival Mass demonstrations • ecological • peace march • strike World day of prayer Telephone "call-in"		Mass movements • peace • environment • youth • women Trade unions Personality cults • religious • political • sport • media (fan clubs) Campaigns		Mass movements (?) • environment • peace Religions (churches, etc)	
	Universal concern						

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS, 3/1997 179

TABLE 2 VARIETY OF INFORMATION POLICIES (tentative)		INTERNAL AUDIENCE		CONTEXTUAL AUDIENCE		WIDER AUDIENCE (Target group)	
		Operational units	Membership	Peers	Patrons	Lobby target	Proselytization target
INFORMING - quantitative data - factual data - essentially neutral	Exploitative	Provide facts - needed by the operational units (to continue functioning) - valued by the membership		Provide facts of value to the source group's context and external supporters		Provide facts which enable target group to undertake (or oppose) new initiatives	
	Non- exploitative						
INFLUENCING - persuasion - educating - propaganda	Exploitative	Select and present information (e.g. "positive" reports) justifying the past and planned ensuring the continuity and coherence of the group as a whole		Select and present information such as to ensure that the interests and initiatives of the source group continue to be appreciated and supported by its context		Select and present information such as to influence initiatives of target group in a manner which the source group	
	Non- exploitative						
LEARNING FACILITATION - innovative learning	Exploitative	Engender exchanges of information which increase the group's self - reflexivity and improve the ability of the group to undertake new and more sensitive tasks		Facilitate the ability of the group's context to identify and work with new patterns of information (or paradigms) which increase the coherence of the perspective prevailing within that context		Encourage societal learning by engendering information handling strategies which increase the ability of individuals and groups to select and present new patterns of information appropriate to their developing needs and responsibilities	
	Non- exploitative						

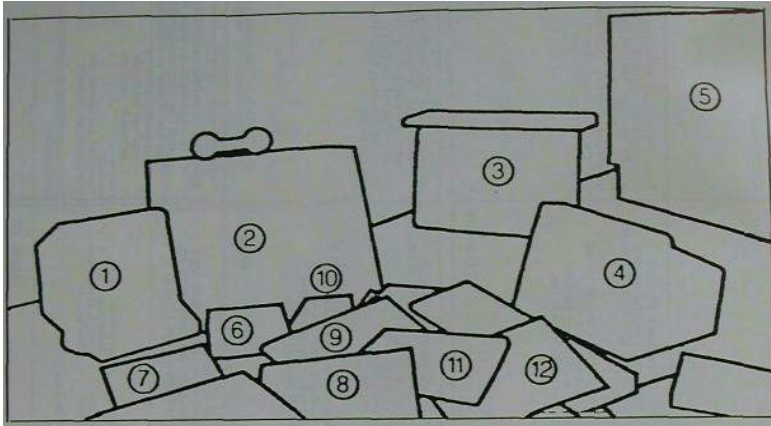
TABLE 3 DIMENSIONS OF THE INFORMATION SOCIETY (tentative)	HARDWARE (Devices or Systems) Transmitters Telephones Receivers Radios Computers Facsimile Satellite networks Recording equipment Telex Videotext	GROUPWARE (Formal and Informal) Institutions Communities Organizations Family structures Groups Campaigns Task forces Networks	CONCEPTWARE (Context-dependent or Transconceptual) Classification schemes Paradigms Conceptual relationships Models Patterns Scenarios Symbols Metaphors	
MODE Media • sound • image • sound/image • print Data • text • sound • graphics Unmediated • voice • gesture	TECHNOLOGICAL CRITERIA • availability (incl. cost) • compatibility • appropriateness (incl. cost) • maintenance (incl. parts) • dependency • abuse Possibilities: • enables new systems ARENA I	MANAGEMENT (ORG. DEV.) CRITERIA Issues: • adaptation of organization • appropriateness • erosion of traditional forms • dependency on media • vulnerability to media manipulation of media/data Possibilities: • new modes of group communication • new mode engendered organizations ARENA IV	PUBLIC RELATIONS (MARKETING) CRITERIA Issues: • identifying viable media "concepts" • manipulative concepts • dehumanizing modes of communication • erosion of traditional order Possibilities: • new media "concepts" • new paradigms, metaphors ARENA V Adaptive Group (Arena I-V)
SOFTWARE (Programs) Non-computer • rules • procedures • music Computer • word/data processing • numbers • text • image • sound • graphs • artificial intelligence	PROGRAMMING CRITERIA Issues: • compatibility • user-friendliness • "bugs" • upgrading constraints • abuse and fraud • penetration and sabotage Possibilities: • enables new applications • desktop publishing • computer conferencing ARENA II	ORGANIZATION APPROPRIATENESS Issues: • search for "alternative" forms • requisite group complexity • minimalist innovation Possibilities: • "global village" • software-engendered groups (e.g. in CC) • meta-stable coalitions • resonance hybrid groups ARENA VI	PARADIGM APPROPRIATENESS Issues: • handling complexity • appropriateness of classic models • operationalizing new paradigms • requisite conceptual complexity • naive holism • reinforce, of reductionist order • reinforcement of linear thinking Possibilities: • reinforcement of lateral thinking • new concept patterns • software-engendered • meta stable • resonance hybrids ARENA VIII Innovative Group (Arenas VI-VIII)
CONTENT Hard data • facts • issues • socio-economic problems Soft data • values • opinions • psycho-social problems • reservations • visions • proposals	PRODUCTION (MARKETING) CRITERIA Issues: • hardware/content compatibility • cultural compatibility • "packaged culture" • erosion of traditional values • media-included violence • electronic surveillance • "blip culture" Possibilities: • learning games • "telephone trees" • CB or CC exchanges ARENA III	INFORMATION APPROPRIATENESS • empire-building, territoriality • appropriateness of organizations to content • disinformation, censorship Possibilities: • group structure equivalent to substantive relation • new kinds of organization for existing content • new kinds of content for existing organization ARENA VII	SELF-REFERENTIAL CRITERIA Issues: • sensitivity to alternative paradigms • comprehension of complexity • single-factor explanations • indiscriminate relativism • self-reference Possibilities: • applied metaphors • embodying discontinuity • policy alternation • pattern, of metaphors ix ARENA IX Transformative Group (Arena IX)

TABLE 4 APPLICATION OF TABLE 3 DIMENSIONS TU UIA • a concrete example (tentative)	HARDWARE	GROUPWARE	CONCEPTWARE	
MODE	Selection and installation of "local area computer network" composed of: <ul style="list-style-type: none"> • 10 micro-computers • laser and local printers • industrial norm tape unit • hard disk units Provision of link to external photocomposition facilities Link (via modem) to external data bases (incl. electronic mail) ARENA I	Adaptation of network to suit special needs of UIA and ensure acceptability to staff (e.g. noise level, VDUs) Internal organizational problems of adapting distribution of workloads in relation to the computer network facilities ARENA IV	Adapting way of thinking about organization of work in the light of the network facilities - especially the interrelationship and the possibilities of publication production ARENA V Adaptive Group (Arenas I-V)
SOFTWARE	Network operating system (Novell) Text database software (Revelation) Telecommunication software Word processor software (Word, Wordstar) ARENA II	Design of software to handle networks of relationships between: <ul style="list-style-type: none"> • organizations • world problems • human values • concepts Research into possibility of <ul style="list-style-type: none"> • tensegrity organizations • resonance hybrids • potential associations • intercontact system ARENA VI	Research into the possibility of: <ul style="list-style-type: none"> • conceptual tensegrities • pattern sustaining software • patterns of concepts • comprehension facilitation software ARENA VIII Innovative Group (Arenas VI -VIII)
CONTENT	Data bases: <ul style="list-style-type: none"> • international organizations • international meetings • world problems • strategies • human values • human development concepts • integrative concepts Associated publications: <ul style="list-style-type: none"> • Yearbook of International Organizations (Vols 1, 2) • Encyclopedia of World Problems and Human Potential • International Congress Calendar ARENA III	Research into: <ul style="list-style-type: none"> • production of network maps • complementary data sets in inter-group coalitions ARENA VII	Research into the possibility of: <ul style="list-style-type: none"> • trans-conceptual ways of handling incommensurable perspectives and concepts • comprehension of appropriateness • metaphor design ARENA IX Transformative Group (Arena IX)

TABLE 5

WORKING ENVIRONMENT OF A "FUND MANAGER"

- as a guide to reflection on the desirable working environment for an association "support negotiator"



This diagram, based on a photograph of the desk of a fund manager (Financial Times, 19 November 1986), illustrates the range of tools now available to financial institutions.

1. Quick (Quotation Information Centre KK) terminal: provides prices and information service about Japanese equities from the Tokyo stock exchange
2. Dealer board: allows telephone contact with market makers and brokers
3. Personal computer: highlights the composition of portfolios, using in-house and external software
4. Reuter information service: gives world news, foreign exchange, market indices and share prices worldwide
5. Topic: gives London financial information and share price quotations
6. Calculator
7. Long-term Japanese equity chart book: shows changes in share prices over 11 years
8. Stockbrokers' information book on Japanese equities
9. Point and Figure charts of international markets, currencies and equities
10. Japan Company Handbook: lists results, earnings, performance and people
11. IBES (International Brokers Estimate System): compiles brokers' estimates of world companies' future earnings
12. China Products promotional booklet: identifies opportunities that could arise in the future (illustrates ways a fund manager may spot opportunities)

Equivalents could be envisaged for project-oriented international associations.

A New Era for Nongovernmental Organizations in the UN?*

by Johan Galtung**

As so many have pointed out: the United Nations Charter starts with the words « *We the peoples* »; but the rest is about states, and more particularly about governments.¹ Of course, if democratization remains a project for humankind as a whole, and that will hopefully last for a very long time, this introduces a hopeless discrepancy between ambitions and reality. The tension is hardly going to be solved by changing the Charter; our training in hypocrisy informs us that we can live with this contradiction between ideal and reality rather than giving up the ideal. More probably, the tension is gradually going to be resolved by having nongovernmental organizations enter the UN system, for instance in accordance with Article 22 of the Charter,² in some kind of formalized, visible even highly visible, institutionalized setting, bringing people closer to state.

In historical retrospect future generations will look back at the institution of « consultative status » (A, B, C and even less formalized relationships) and the CONGO (Conference of Nongovernmental Organizations) as transitional stages. We are in those stages today, and in almost all United Nations' organizations the distance between diplomats and NGO representatives working, lobbying or both, within the framework provided by the organization is visible even to the naked eye. A pattern of conspicuous consumption, for instance in the way of dressing by the former, and conspicuous sacrifice of the latter. We, the governments, versus we, the peoples. The Mercedes versus the bicycle; the three piece suit versus the blue jeans.

But behind this is a reality which is interesting. Openly admitted in many quarters in the United nation's system: NGOs are indispensable as the highly concrete mechanisms through which resolutions and programs of the UN system can be put into practice.³ Of course, governments

are and will for a very long time remain the major vehicles. But they may be remote from social reality, may not reach enough, and also be incapable of mobilizing support for human rights, education and health campaigns, environmental action, peace and disarmament education, etc. NGOs reach more deeply into the social structure. An alternative to NGOs would actually be local level government, the municipal level, but then the relationship to the United Nations becomes weak when channeled through national governments. NGOs have some structural similarity to the UN; a local government not (but an NGO of local governments does).⁴

In short, NGOs are indispensable because they may be the only world network, and an impressive one when taken in its totality, with something approaching efficiency - the level certainly varying very much from one country to the other.⁵ But in saying so a second point can immediately be made: the more efficient the NGO system and the more it is made use of by the United Nations, the more will governmental jealousies be stimulated. NGOs become direct carriers of important messages from the international community. Many, even most of these messages carry a deeper and more important message: governments have failed in carrying out important jobs. The examples just mentioned⁶ are sufficient to make this point: the UN system is, in fact, signalling that where governments have failed non-governments have to enter, trying to carry out, or carry on, with the job. Of course, one may be entitled to expect the inhuman. But the human usually comes first: even if the resolution has been voted with an overwhelming majority governmental enthusiasm may be waning or lacking completely when faced with armies of eager beavers from the national, not to mention the international NGO community, at work. The pattern of conspicuous sacrifice pitted against conspicuous consumption of governmental employees will not make this better, particularly if the people in general take note of the difference then start making something out of it. The UN Secretariat may be caught in the middle, some more leaning to the NGO side, some more to the GO (government organization); probably depending on their career pattern.⁷

At this point a third factor enters the picture: an unholy alliance across the political spectrum against NGOs, at the

* Paper presented at the meeting of the Union of International Associations, Brussels, 28 November 1986 while the author was Senior Special Fellow of UNITAR, New York. The responsibility for all views expressed in the paper is mine alone.

** Centre of International Studies
Princeton University
Princeton, New Jersey 08544

governmental level. Conservative governments may be skeptical about NGOs because of the causes they espouse, particularly if these causes in any way should challenge the status quo. And socialist governments may be skeptical about NGOs not so much because of their causes, here they may actually agree, but because of the nongovernmentalism; «socialism» so often being state-ism. In addition Third World governments, perhaps neither capitalist, nor socialist, or both, may also be skeptical about NGOs for a very good reason : they see in the NGOs a way in which the First World reproduces itself, even by cloning. Even if there are nuances between government and nongovernment Third World people may be more sensitized to similarities than to differences - in addition to taking note of the obvious fact that headquarters, executive committees, general secretaries, and so on tend to be from the First World.

And yet there is no doubt that NGOs differ from governments, and also from corporations. In principle NGOs are *non-profit*, they may be interested in *economic* affairs but not themselves exercising economic power with economic means. And in principle NGOs are *non-violent*, they may be interested in *military* affairs (pro or contra) but not themselves exercising military power with military means. Nongovernmental organizations are specializing in the other two forms of power, *cultural* in a very broad sense and *political*, concerned with consciousness and organization. These are both rather important, and sometimes preliminaries to the exercise of economic and military power, but not themselves direct examples of how economic and military power are exercised in our world.

However, during the last decade or so an important new phenomenon has arrived on the scene : terrorism, even terrorism international (TI) and state terrorism, even state terrorism international (STI)⁸. Both of them are deviations from what has come to be seen as the legitimate use of violence: TI being the coordinated exercise of violence as a weapon of the weak against strong governments; STI being the obvious response, the organized exercise of illegitimate violence by those very same strong governments. No doubt these are nongovernmental and governmental organizations respectively, but they may not enter the *Yearbook of International Organizations* for these reasons. In that *Yearbook* we find other types of organizations also with tremendous power, such as, for instance, the Catholic Church, an entry possibly not appreciated by the Vatican seeing the church next to all kinds of organizations as a profanization of the sacred.

Let me then turn to the second topic; not so much reflections on the nature of nongovernmental organizations as a problem of major significance right now. « *What can the NGOs do for the United Nations* » is more important than the question « *What can the United Nations do for the NGOs* ». In order to explore this permit me to make use of a set of eight proposals I find significant in the current UN situation⁹ (which I will not necessarily refer to as a « crisis »), simply as a checklist in order to see more clearly the potential of the NGOs.¹⁰

First, there is a financial aspect to the UN crisis which stems mainly from the circumstance that one particular contributor, the United States, is responsible for 25% of the basic budget and can hold the UN to ransom by refusing to pay or delaying the payment. This situation is intolerable,

the US contribution should be reduced to a more appropriate level. But if this happens the NGOs should also be prepared for one eventually in case they enter the UN system in a more institutionalized manner : to pay their dues. Some of them are wealthy enough to do this. The sums may not be that high, but in this pattern there will also be a way in which strong NGOs can subsidize the weaker ones.

Second, UN salaries tend to be too high, they could be cut (for instance by 30 %). At this point the NGOs might help considerably by giving a different model of international dedication. The classical model is derived from international diplomacy, traditionally the prerogative of aristocrats well endowed, some time ago even paying their own salaries. This set an unfortunate style : *international relations - upper class relations* including, even more traditionally, royal family inter-marriages. In the NGOs more ordinary people are working, much like international civil servants for that matter. But the problem has been that the latter have tended to copy diplomats rather than the volunteers working in NGOs. A more complete exposure to the NGO scene may change this, to the better, in the direction of democracy rather than aristocracy.

Third, the UN ought to no longer serve as a dumping ground for failed politicians. There has been this unfortunate tradition, and particularly at the high levels of the international civil service ranking scale. With more attention given to the NGOs the UN would be exposed to successful non-politicians rather than to unsuccessful politicians, presumably a change for the better although one should not underestimate the positive impact «failed » politicians may have on an organization whose fate it nevertheless is to deal with governments. Their experience and contacts may be invaluable.

Fourth, what I have referred to as «dewaldheimization» of the United Nations, trying to correct for the tendency to put at the top of the system people so obedient to governments of whatever kind that the United Nations will not be able to play one of its most important roles, a point-counterpoint ballet (or whatever metaphor one might like to use) relative to governments. Needless to say this would be the major strength of an increased role for the NGOs and for that reason also a resented one, by the governments: NGOs will act out nongovernmental perspectives, tell people in the world in general about what is missing, about the kinds of things governments are not doing well. Although this will not be the only content of their message governments will shine less.

Fifth, the head of the typical UN agency, a Director General or an Executive Secretary has tended to loom too high. The role should be played down. This certainly would not apply to the Secretary General of the United Nations itself: if any change one might argue the direction of more, not less visibility and strength. But the Director General of a UN agency tends to run the place like a feudal fief and is assumed to do so by the charter of the agency; it is built into the role from the very beginning, so to speak. A heavier NGO presence in an agency would make this more difficult for the simple reason that NGO personnel would not be paid by the organization, not tied by strings of obedience, discipline and confidentiality much beyond what is functional for the normal organization. This may also serve to liberate much of the creative energy of the UN Secretariat.¹¹

Sixth, take the United Nations out of the United States. This is the only idea which works negatively. There are two positive points to be mentioned in connection with the present location in New York, apart from the obvious entertainment value New York always has, of many different kinds. New York is not the nation's capital meaning that the UN is not surrounded by an ordinary Corps *diplomatique*: the consuls general in the UN environment are heady a very domineering force. And the second advantage is that metropolitan New York, one of the major cities in the world, is so rich already in NGOs that the United Nations is embedded in an ocean of NGOs, sometimes almost inundating the place. The exposure is dense and deep.

The conclusion to be drawn might be exactly this : not to put the United Nations in a capital. Thus, Geneva is a better choice than Vienna to mention the other two major UN cities; Berlin would be a better choice than London or Paris or Rome. And the other consideration would be to place the United Nations in a rich NGO environment with no hope that one can easily make up for the density offered by New York in this connection. But it might be less US dominated.

However, the real point is not touched by these considerations. The real point is *institutionalization of the NGO presence*, not only ability to run a rich variety of offerings for diplomats and their families and for the civil servants from the NGO part of the world. And this institutionalization can take place even if the surroundings are not NGO saturated. One might even say that if they were it would be unfair to the governments; they might want more governmental presence in that case and compensate by insisting on location in a capital with a number of embassies well above 60 or 70.

Seventh, abolish the Security Council. This would be entirely in line with NGO thinking : if the *nation-state* is to be downplayed (certainly not to zero) the *big nation-state* should be even more so. One way of doing this would certainly be to abolish the Security Council, a step that will have to be taken sooner or later, in line with the general move towards democratization.

Eighth, the states should share power with non-states. This of course, brings up the basic question: what do we have in the world besides states? Which are the subtypes under the heading « non-states » ? There are certainly not only nongovernmental organizations, but inter-governmental organizations, transnational corporations, local level government and just, simply, people. And after that: animals, plants, minerals, water and air. Space. Obviously, all of this is under-represented. Thus, there has to be a way in which nonhuman nature is represented by humans, for instance by having human beings pick up their own constituency in the animal, plant and mineral «kingdoms », doing one's best to represent their interests.¹²

Basically this leaves us with four types of non-states: NGOs,¹³ INGOs, TNCs, and people. Elsewhere ¹⁴ I have argued in favor of one chamber for each, seeing no reason why one or two of these groups should be favored at the expense of the others. However, there may be chambers of articulation and chambers of decision-making. The argument might be made that the most important chamber for the latter would be the Chamber of peoples; the «we the people» chamber as opposed to the general assembly of the United Nations, « we the governments » chamber. To

be fully present on top, if not on top is already quite a lot. At later stages in the evolution of the world system other structures might be considered, but we are hardly there yet. And one reason for this, as Professor Merle has pointed out so well in UIA settings¹⁵ is that there are NGOs and NGOs.

In another paper five dimensions for selecting NGOs have been given, they will not be repeated here.¹⁶ Attention will only be paid to one dimension in addition, not among the five : the level of freshness, of ability to address the problems of today (which may differ from the problems of yesterday) and the problems as seen by the more foresighted ones, the problems of tomorrow. It would be sad, indeed, if a Chamber of NGOs would not give adequate articulation possibilities to such new nongovernmental forces as the new peace movement, the development networks that are taking shape between first and third world countries, the environment networks, the human rights organizations, the new religious movements-regardless of what one might think of them. All of these are cut out of our time, some of them more, some of them less well organized.

They could bring into the United Nations the fresh blood and the fresh air so badly needed, hence no pretext should be accepted that would lock them out. By comparison : some years ago it would be impermissible to think about an NGO chamber without paying very much respect to trade unions and cooperative movements. And they should certainly be in it today even if their ideas are no longer new, their perspectives are old and have been tested and some of them have gone stale, overtaken by events and transformations. On the other hand again, not any movement that claims to possess the key to the future, capable of opening the gates to Utopia should easily be admitted either.

So, what could one expect from a transformation of this kind? I think it would be wrong to draw too many conclusions from what we know up to today from NGOs in a UN context, within the framework of consultative status and CONGO. They have not been exposed so far to the limelight of real world publicity. The basic idea would be that they would have to prepare themselves much better - be even better informed, more imaginative, more able to turn ideas into concrete practice.

In so doing a healthy triangular competition will be brought a step further: between governments, the UN Secretariat and the NGOs (GO-INGO-NGO) - in producing the best papers leading to resolutions; and, in being able to implement the resolutions. Alliance formations may be a likely outcome with the UN Secretariat holding the balance of this type of cultural - political power - idea power and decision power. The UN Secretariat is owned by the governments and, in turn, house the NGOs. They may unleash NGO power, gaining some latitude for themselves by pleading innocence to the governments (the NGOs did this, not we !) and activity to the NGOs (we gave you a forum !). The great UN conferences of the 1970s and 1980s have already been used that way - skillfully.

Maybe the promise of a new dynamism, as always in something dynamic with an element of conflict, is what holds most promise for the future? Not NGOs alone, nor the UN, nor the governments, but a new interplay between the three of them!¹⁷

NOTES

- (1) "WE THE PEOPLES OF THE UNITED NATIONS DETERMINED to save succeeding generations from the scourge of war" - those are the first words of the Charter of the United Nations. The last passage of the preamble mentions «our respective Governments», Article 1 talks about nations and Article 2 about Members (capital initial, as for Government, but not for nation) and in Article 3 it becomes very clear that Members are states.
- (2) "The General Assembly may establish such subsidiary organs as it deems necessary for the performance of its functions" - a very open formulation. And according to Article 71 "The Economic and Social Council may make suitable arrangements for consultation with non-governmental organizations which are concerned with matters within its competence" - another open formulation that has given a basis for establishing consultative status for 491 organizations with ECOSOC.
- (3) The Federation des villes jumelées. Paris, may be one example.
- (4) This theme is very well documented in the report by Martin Ennals. *Relations between the United Nations (Intergovernmental Bodies And Secretariat) and Non-Governmental Organizations, London, July 1986. Also see the paper by the UN Secretariat, Relations between the United Nations and Non-Governmental Organizations in the Economic and Social Fields*, UN, New York.
- (5) This phenomenon is amply documented, in the field of development, in the Dossier published by the International Federation for Development Alternatives. Nyon, Switzerland.
- (6) The most famous, and rightly so, example right now undoubtedly the Nobel Prize winner Amnesty International, with another Nobel Prize winner, International Physicians for the Prevention of Nuclear War, (IPPNW), being an other.
- (7) Nation-building being a major project in many new nations a governmental career will naturally be very attractive, and not only for economic reasons.
- (8) By state terrorism is meant state-supported terrorism, not, for instance (nuclear) balance of terror policies as practised by the superpowers. For one analysis, focussing on US supported state Terrorism, see E.S. Herman, *The Real Terror Network*, South End Press, Boston, 1982. For, so to speak, the opposite perspective, see B. Netanyahu, *Terrorism: How the West Can Win*, Farrar, Straus & Giroux, 1986. Terrorism is mentioned here as an antidote to the frequently found mind-set according to which IGOs and NGOs are «good» whereas governments when acting alone are «bad».
- (9) Johan Galtung, «*The United Nations Today: Problems and Some Proposals - And Some Remarks on the Nordic Countries*», Center for European Studies, CUNY. New York, November 1986.
- (10) The reader is referred to the two documents mentioned in footnote 2 above for a variety of ideas in this connection.
- (11) Very useful in this connection is *The UN - Its Staff - its Future: 13 Proposals for the Future*, Geneva, June 1986, based on 900 replies to a questionnaire sent to UN civil servants October 1985 on the occasion of the UN 40th anniversary. The survey gives an image of a staff both devoted and enthusiastic, but also demotivated by a feeling that their competencies are badly utilized «*The harsh judgment, in particular towards the supervisors, can be linked to the lack of information and also the lack of consultation which seems to prevail in each division*» (p. 5).
- (12) See «*The United Animal Nations*», Transnational Associations, 1984, no. 1, pp. 38-41. To many this may sound rather bizarre. But the idea is little but the idea of trusteeship for animals rather than for human beings, with all the dangers this implies - but also with positive potentials.
- (13) NGOs should then include representation of the local level (municipalities, etc.) and nature, including the animal world.
- (14) «*International Organizations And World Decision-Making*», talk given at the Executive Committee Meeting, Union of International Associations, Brussels, 26 April 1986; printed in *Transnational Associations*, 1986 No. 4, pp. 220-24.
- (15) At the meeting mentioned in the footnote above.
- (16) The paper mentioned in footnote 12 above. The problems are
- is the organization internationally representative?
 - is the organization sufficiently democratic?
 - is the organization concerned with general human interests?
 - is the organization capable of reflecting world perspectives?
 - does the organization have a certain permanence?
- (17) After all, is that not what modern democracy is about, an interplay between the prince, the clergy, the aristocrats and the people, as Marc Nerfin has pointed out (*Dossier*, no. 58).

International Network for a UN Second Assembly

Renewal of the Appeal to the United Nations General Assembly

to consider the proposal for a
UN Second Assembly*

October 1986

(I) PREAMBLE

The International Network for a UN Second Assembly, consisting of non-governmental organizations and institutions listed in Annex 1 of this Appeal,

Recognizes that human beings exist not only as citizens of sovereign nation-states and as members of other separate groupings, but also as individuals who are globally united by common human values and by membership of the species that dominates, and hence has a responsibility for, Planet Earth;

Accepts that the governmental missions composing the General Assembly represent the peoples of the world primarily as citizens of the member-states, and that consequently they uphold the diverse and sometimes conflicting heritage, material needs and wants, and security interests of the people of their respective states;

Considers that the General Assembly therefore addresses international problems from national perspectives, and so is prevented from adequately representing all aspects of human unity;

Concludes that there is a need for a supplementary, popular, world assembly to represent the unity of humankind, to enhance the status of universally recognized human values,

to address global problems from a global perspective, and to focus on the common interests of everyone in the survival and destiny of our species, in the protection of our planet, and in the creation of a peaceful and just world;

Proposes that such an assembly should be structurally linked to the UN General Assembly and should be composed of nongovernmental persons;

Names such an assembly provisionally as the « United Nations Second Assembly », this name being used in the same sense as a second house of a parliament;

Believes that the Second Assembly would strengthen the efforts of the United Nations to fulfil its fundamental objectives;

Therefore renews the Appeal to the General Assembly, at the conclusion of this International Year of Peace, to request the Secretary-General to establish a multidisciplinary Expert Group to study, investigate and evaluate this Proposal in detail in all its aspects and implications.

(II) SUGGESTED PRINCIPLES

1. DEFINITION AND STATUS. The Second Assembly would be a globally representative assembly of non-governmental

* Presented to the meeting by Jeffrey Segall.

An appeal is hereby made to the General Assembly to establish an Expert Group to study a proposal for a « Second Assembly » under Article 22 of the UN Charter.

Addresses for correspondence :

UK: 308 Cricklewood Lane, London NW2 2PX
USA: 51 East 90th Street, New York, NY 10028.

persons. It would have the status of a subsidiary organ of the General Assembly under Article 22 of the UN Charter. It would exercise its functions pursuant to a Constitution approved by the General Assembly.

2. FUNCTIONS.

(A) The Second Assembly would be a deliberative organ concerned from a global standpoint with problems and aspirations common to all the peoples of the world : disarmament measures, development, the environment, human rights (including social and economic rights), the prevention of war and above all the prevention of nuclear war. It would support, supplement and stimulate (not replace) the activities of the world's non-governmental organizations and institutions in these fields.

(B) The Second Assembly would assist the General Assembly by expressing within the UN Organization the views of its constituencies on these subjects.

(C) The Second Assembly would also seek to foster international understanding at non-governmental levels, and so would not take sides in international disputes or in ideological differences between UN member-states.

3. REPRESENTATION IN THE SECOND ASSEMBLY.

(A) The Second Assembly would be composed of non-governmental persons, who should be drawn from many different walks of life.

(B) Candidates to be representatives would be required to undertake that in their UN responsibilities they would be guided only by global and regional considerations.

(C) Within UN guidelines which govern the formation of subsidiary organs and which would require to be specifically approved by the General Assembly, each member-state would have the right to decide on its own method of choosing the representatives from its country. Some *possible methods are listed in Annex 3*.

(D) The tenure of the representatives' membership of the Second Assembly could be limited so as to increase the opportunities for broad social and age/sex participation and geographical distribution.

(E) Each member-state's quota of seats could be the square root of the millions of its population. (For example a country with a population of 100 million would have 10 seats, and one with a population of 1 million would have 1 seat; countries with less than 1 million people would also have 1 seat.) This method of representation would give a range of 1 to 31 seats and a total Assembly of about 550 seats. Other methods of representation in relation to size of population to give a smaller Assembly could be considered. Irrespective of the method of allocation of national numbers of seats, the Second Assembly's members should be grouped regionally, and the regional groupings should be geographical, not geographical, eg : Africa, Americas, Central Asia, Eastern Mediterranean, Europe, Western Pacific.

4. ORGANIZATION. The World Federation of United Nations Associations and the national UNAs could be asked to consider undertaking liaison functions between governments, non-governmental organizations and institutions, and the representatives in the Second Assembly.

5. FUNDING

(A) Each member-state would decide on its own method of funding the work and expenses of the representatives from its country.

(B) Consideration should be given to establishing an international fund to help meet the expenses of representatives from low-income countries.

(C) Contributions from member-states towards funding the sessions of the Second Assembly could be voluntary.

(D) All possible methods of raising contributions from non-governmental sources for funding the sessions should be

6. MEETINGS. There could be two regular sessions annually, one in the General Assembly Hall in New York and one in the Palais des Nations in Geneva, unless otherwise decided by the General Assembly. There could also be periodic sessions (perhaps one every two years) in capital cities. In addition to plenary meetings the sessions could include meetings of regional commissions, working groups, and occupational and other special interest groups.

7. INPUT. The agenda of the Second Assembly would be determined pursuant to guidelines in its Constitution. This should allow agenda items to be proposed by the representatives on behalf of non-governmental organizations and institutions, other interested groups, and concerned individuals. The guidelines should also provide for the right of the General Assembly and UN Agencies to propose agenda items.

8. DELIBERATIONS. The Second Assembly would be obliged to give due consideration to all agenda items. It could establish expert groups to study specific problems from a global or regional perspective. Substantive conclusions of plenary sessions and the texts of final documents would be decided by consensus when possible or by other democratic means.

9. OUTPUT.

(A) The output of the Second Assembly would aim at furthering the purposes and principles of the United Nations. It would be addressed in the first instance to the General Assembly. Recommendations agreed only by a majority vote should have minority views appended. Responses received from the General Assembly should be fully discussed by the Second Assembly.

(B) The representatives would be expected to report to their sources of input on the basis of the deliberations, substantive conclusions and final documents of the Second Assembly, and of responses received from the General Assembly.

(C) The Second Assembly should have the right to publicize its output after considering any responses it might receive from the General Assembly.

(D) The Second Assembly should also seek to signal to the public, via the media and the worlds of religion, culture, sport and entertainment, that it is legitimate, and indeed a responsibility, for everyone to take on a global loyalty in addition to (not instead of) their existing national, political and ideological loyalties.

Organizations and Institutions Participating in the Network for a un Second Assembly

- Action Health 2000 (International Voluntary Health Association)
- Alpha (peace-building from **grassroots**)
- Americans Against Nuclear War
- Americans for Democratic Action
- Anglican Pacifist Fellowship
- Association for World Education
- Association of World Federalists (Australia)
- Association of World Federalists (UK)
- Band Aid (Bob Geldof)
- Campaign for UN Reform
- * Centre for Multicultural Education, University of London, Institute of Education
- Christians Against Racism and Fascism
- Communications Coordination Committee for the United Nations
- Co-operative Women's Guild
- Croydon Peace Council
- * Department of Peace Studies, Irish School of Ecumenics
- Dutch Medical Association for Peace Research
- Engineers for Nuclear Disarmament
- Fellowship Party
- Foundation for Alternatives
- * Friends of the Earth
- * Fundacio per la Pau
- Gandhi Peace Foundation
- * Global Education Associates
- Green Deserts Ltd
- Humanitas/UK
- * International Association of University Days for Peace
- * International Council of Psychologists
- International Federation of Social Workers
- International Public Policy Institute
- * International Registry of World Citizens (USA)
- * International Weltfrieden (World Peace) Partei (IWP)
- * Labour Federalist Group
- Medical Association for Prevention of War (UK)

(* New Participants since October 1985)

Annex 1

- Medical Campaign Against Nuclear Weapons
- Peace Chariot
- Peace Research Institute, Dundas (Ontario)
- * Pensioners for Peace International
- People's Assembly for the UN (New York)
- People's Assembly Network of San Francisco
- * Project for Peace
- * Promoting Enduring Peace
- Scottish Campaign for Nuclear Disarmament
- * Southern Region Trade Union Information Unit (UK)
- * Swedish World Federalists
- Teachers for Peace
- * Teilhard Centre
- * The InterFace Association
- * The International People's College
- * The Networking Institute
- The One World Movement of the Ecumenical Community
- * Ties international Peace Relations and Educational Trust
- Transnational Perspectives
- United Nations and Related Agencies Staff Movement for Disarmament and Peace (Geneva and New York Branches)
- United Nations Association of Australia
- United Nations Association/UK branches: *Cheltenham; Falmouth; Hampstead Garden Suburb & Golders Green; Sutton Coldfield
- Unity-and-Diversity Council (USA)
- World Alliance of NGOs for Disarmament and Security (VANGUARDS)
- * World Association of World Federalists (World Federalist Movement)
- * World Association of World Federalists of West Germany
- World Citizens Assembly
- World Congress of Religions for Peace (UK and Ireland Group)
- World Disarmament Campaign (UK)
- World Federalists of Canada
- * World Federalists of USA

SOME SUGGESTIONS ON THE PRACTICAL WORK OF A UN SECOND ASSEMBLY

In May 1985 the Network sought a range of opinions on a draft of the Proposal. Among the responses were requests from several experts for the Network to indicate the type of practical work it would expect the Second Assembly to undertake. Some suggestions are therefore offered in this Annex, but they should be read in the context that the Second Assembly would function within the framework of a Constitution approved by the General Assembly, and that its agenda could be expected to depend mainly on

Annex 2

input from its constituencies (see Annexe 3).

Suggestions

(1) **International peace.** Regional commissions of the Second Assembly could identify international antagonisms that might become armed conflicts. The Second Assembly, subject to the approval of the governments concerned and the General Assembly, could then seek at non-governmental levels to foster (a) mutual understanding (eg, in cultural and educational fields) and (b) public support for negotiations and/or mediation.

(2) **Communal peace.** Similarly, working groups of the Second Assembly, with the approval of the governments concerned, could seek to promote at non-governmental levels understanding and co-operation between antagonistic communities, and to encourage justified social and political changes by non-violent and legal means.

(3) **National sovereignty.** Conflicting claims between self-determination and geopolitical factors as causes of disputes about national sovereignty could be studied from historical, cultural and economic perspectives, with a view to establishing general

guidelines for compromise solutions of such disputes.

(4) **Compliance with international law** could be monitored in terms of the numbers of signatories to and infringements of international conventions (without the naming of individual countries).

(5) Reductions in armed power (« De-armament »). The Second Assembly, in co-operation with specialist peace institutes, could use objective criteria (eg. population size, gross national product, geogra-

phical factors) to propose a range of acceptable levels of different forms of armed power for defensive purposes. The subject would be studied objectively and statistically, and would not refer to individual countries.

(6) Global enterprises. The Second Assembly could seek, together with appropriate international institutions, to sponsor investments and initiatives in global enterprises by non-governmental corporations, institutions and organizations, and by individuals, with the objectives of fostering world economic and cultu-

ral co-operation and aiding world development.

(7) The Second Assembly might initiate a campaign to help to popularize UN objectives, such as :
To save humankind « *from the scourge of war* », and especially from « *the threat of nuclear catastrophe* »
To reduce military budgets
To ensure food for all
To provide health care for all
To support international co-operation for economic growth, appropriate development, and protection of the environment.

Annex 3

REPRESENTATION IN A UN SECOND ASSEMBLY

A UN Second Assembly should be globally representative, but to be practicable the selection of the representatives would have to be made on a national basis and by a suitable method for each particular country. Nevertheless, there should be established UN guidelines within which the selection process should be carried out. To be globally representative each country's quota of seats should be related to the size of its population.

Selection of representatives

Each member-state should be free to decide its method of selecting representatives, subject to UN guidelines as stated in Suggested Principle 3 (C). Here is a range of some possible methods :

- (1) Direct election by the voting population.
- (2) Direct election by voters who specifically register to participate.
- (3) Voting by an electoral college representative of non-governmental organizations and institutions concerned with peace, disarmament, development, human and social

rights (including the rights of women and of children), the environment, world health, and international culture; of broad sections of the population such as national organizations of trade unions, employers and academic institutions; and of interested individuals *, possibly via membership of the national United Nations Association.

(4) Selection by a similarly representative non-governmental commission.

(5) As suggested by one of the experts whose opinion was sought by the Network in May 1985, if necessary a list of candidates should first be elected or selected at non-governmental level; from this the government would then draw up a short-list, which it would submit for final selection to a commission acting on behalf of the General Assembly.

* An expert suggested that former parliamentarians, diplomats and civil servants, and also individuals with experience in international organizations, corporations and charities, should be encouraged to participate in the work of the Second Assembly, including as representatives.

Annex 4

CAMPAIGN FOR A UN SECOND ASSEMBLY: ORIGIN AND PROGRESS

The proposal that there should be established an assembly of "we the

peoples» within the united Nations, with the suggested name of Second Assembly, originated in the written statement of the Medical Association for Prevention of War (MAPW)

Method of allocation of quotas of seats

The square method of allocating national quotas of seats, outlined in Section 3 (E) of the Suggested Principles, was originally devised in 1946 by the late Professor Lionel Penrose (who was for many years the Chairman of the Medical Association for Prevention of War). On world population figures for 1980 the Penrose method of representation would give an Assembly of 553 seats, which divide regionally as: Africa, 96; Americas, 99; Eastern Mediterranean, 60; Europe, 132; Central Asia, 105; Western Pacific, 61. The square-root method is more than a practical compromise between the extremes of allocating national quotas unrelated to population size and in direct proportion to population size; Penrose showed that in terms of statistical theory the method gives to each voter in the world an equal influence on decision-making in a world assembly. The application of the method to the Second Assembly could therefore be seen, at least symbolically, as signifying a world democratic forum.

However, other possible methods of allocation of seats, including methods to give a smaller Assembly, should be considered.

of the UK to the UN Session on Disarmament in June 1982. The Association of World Federalists of the UK also presented a paper to the Special Session calling for a peo-

the International Peace Research Association; at the Symposium of the World Federation of United Nations Associations in Geneva on 'pies' assembly in the UN. A Network of organizations, institutions and interested individuals to campaign for a UN Second Assembly was initiated by MAPW in London in *March 1983*.

In the **UK** the proposal has been discussed at meetings called by the Network, and has been presented to branches of the United Nations Association and at local meetings of other organizations. Articles on the proposal have been published in *Reconciliation Quarterly* (June 1982), *Chronicle* (July 1983), the *Journal of the Medical Association for Prevention of War* (December 1983, October 1984), and the *World Federalist Newsletter* (1984, No 1).

The proposal has surfaced at international as well as at national gatherings. *During 1983* it was presented in the workshop on the UN of the Prague World Assembly for Peace and Life; in a commission of

the Role and Future of the United Nations; and at the Conference of Professions for World Disarmament and Development in London.

During 1984, with the support of a number of UNA branches, the proposal reached the Agenda of the Annual National Council of UNA-UK for the first time (the first of three successive years); and it was mentioned favourably by Johan Galtung in his UNA-UK Philip Noel-Baker Memorial Lecture. It received the unanimous support of the meeting of the World Citizens Assembly held in Los Angeles.

The campaign has spread to a number of countries and there has been a steady increase in the number of participating organizations and institutions. There are now Network Convenors in Australia, Canada, Ghana, India, Ireland, Scandinavia, UK and USA. In *November 1984* the proposal received the endorsement of the Federal Executive Committee of the **United Nations Association of Australia**.

The addition of the word «International » to the name of the Network was formally adopted at an open meeting in London on *9 February 1985*.

In *October 1985* the Network appealed to the UN General Assembly to establish a multidisciplinary expert group to study the Proposal in detail in all its aspects and implications. A copy of the proposal and Appeal was sent to every Ambassador of the Permanent Missions to the UN.

Now, in *October 1986*, the Appeal is renewed to the General Assembly and to the Ambassadors.

NETWORK CONVENORS

AUSTRALIA: Keith Suter
 CANADA: Fergus Watt
 GHANA: Kofi Atakora
 INDIA: Radhakrishna
 IRELAND: Sean English
 SCANDINAVIA: Gunnar Ekegard
 UK: John Carey, Jeffrey Segall
 USA: Harry Lerner.

Non-Governmental Organizations and the Future

by F.W.G. Baker*

A study of developments in the Non-Governmental Organizations (NGOs) over the last few decades indicates three trends which seem likely to continue in the future.

1. A growth in the number and diversity of NGOs, as can be seen from a reference to the Yearbook of the Union of International Associations.
2. A growth in the number of federations of such NGOs.
3. Growth of closer links and formal agreements between NGOs and Intergovernmental Organizations.

1. Growth in Number and Diversity of NGOs

Inasmuch as there have been several articles about the growth in number and diversity of NGOs I will simply give here some figures taken from the Yearbook of the Union of International Associations. In the thirty years from 1956, when there were 973 NGOs listed, and up to 1986, when there were 4,649 NGOs listed, there has been an almost five-fold increase. The organizations cover an extensive range of subject areas and come in a wide range of sizes.

2. Growth in the Number of Federations of NGOs

The growth in the number of federations of NGOs is a phenomenon that appears to have begun to develop in earnest in the late 40s, early 50s, when Unesco played a major role in stimulating the formation of Councils, such as the International Social Science Council (ISSC), the International Council for Philosophy and Humanistic Studies (ICPHS), the Council for the Coordination of International Congresses of Medical Sciences, later to become the Council for International organizations of Medical Sciences (CIOMS), and bodies concerned with engineering and technical subjects, such as the World Federation of Engineering Organizations (WFEO) and the Union of

International Technical Associations (UITA). The reasons behind this action by Unesco would seem to include: 1) the fact that Unesco prefers to deal with a representative of a federation rather than «X» representatives of the different members of the federation; 2) a federation has a greater chance of survival than each individual association; 3) a federation is to a greater or lesser extent a network, a network that has a permanent central mode that maintains contact with the other parts of the network but is generally less expensive and more effective than a series of temporary, diffuse nodes.

In addition there has been a parallel development with the creation of non-governmental organizations with like interests, which have a greater or lesser cohesion between the different associations or agencies, such as the International Council of Voluntary Agencies (ICVA), the Pacific Science Association (PSA), the International Federation of Scientific Editors' Associations (IFSEA), the Confederation of International Scientific and Technological Organizations for Development (CISTOD) which brings together in a loose federation a number of scientific and technological organizations some of which are themselves already federations, such as ICSU and UITA, and, of course, the kind of loose federation represented by the Union of International Associations (UAI), and the Environment Liaison Centre (ELC).

3) Links and Agreements between IGOs and NGOs

With the growth in the size, strength and competence of federations of NGOs, it becomes increasingly difficult for IGOs active in the same field to ignore their existence. From this acknowledgement of the importance of the activities of certain of the technical NGOs has developed a new form of association with the IGOs. This goes well beyond the Consultative and Associative (Category A) Status of Unesco. It seems likely that this type of link/ agreement will increase in the future, not only because of the growing number of large NGOs, their much greater degree of flexibility, more freedom of action - without the political constraints of the IGOs - and much lower overheads, but also because the current economic situation has restricted the IGOs more and more frequently to non-growth budgets. Although this economic situation has affected the NGOs it has done so to a lesser extent because of the large amount of work done voluntarily.

* Executive Secretary, International Council of Scientific Unions
The views expressed are those of the author and not necessarily of any international organization with which he is associated.

One NGO in which this phenomenon has become increasingly evident is the International Council of Scientific Unions (ICSU). Its close links with intergovernmental organizations date back to 1931. When two of the International Associations of the International Union of Geodesy and Geophysics (IUGG), those for meteorology and for magnetism, played an important role, in association with the International Meteorological Organization,* in the preparation and conduct of the Second International Polar Year (IPY). Five years later ICSU entered into a formal agreement with the International Institute for Intellectual Cooperation.**

Ten years later, in 1945 the Unesco Preparatory Conference adopted the following recommendation :

«that the preparatory Commission of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization be requested by this Conference to instruct its Executive Committee to consult with the International Council of Scientific Unions on methods of collaboration to strengthen the programmes of both bodies in the area of their common concern, and that the plans thus formulated be reported to the first Conference of Unesco, with recommendations for a suitable working arrangement with the International Council of Scientific Unions.»

In the forty years that have elapsed since then ICSU has made agreements with eight international intergovernmental organizations. Most of these are the usual type of working agreement that IGOs have with many INGOs but others are of a different nature.

The first of these was an agreement made in 1966 with Unesco to establish a joint Committee to carry out a study of the feasibility of a world scientific information system (UNISIST). This was completed in 1971. The second was a formal agreement signed in October 1967 by the Presidents of ICSU and WMO for a joint Global Atmospheric Research programme (GARP). The two organizations established a Joint Organizing Committee (JOC) for GARP that consisted of twelve scientists selected by mutual agreement between the two organizations and appointed for their scientific knowledge, capability and breadth of vision. The ICSU-WMO agreement on GARP is cited in particular because it results, to a large extent, from resolution 1802 adopted by the U.N. General Assembly on 14 December 1962, which specifically invites ICSU to develop a programme with one of the U.N. Specialized Agencies. Part III of resolution 1802 states:

«3. Recommends that the World Meteorological Organization, in consultation with other United Nations agencies and governmental and non-governmental organizations, should develop in greater its plan for an expanded programme to strengthen meteorological services and research, placing particular emphasis on the use of meteorological satellites and on the expansion of training and educational opportunities in these fields;

4. Invites the International Council of Scientific Unions through its member unions and national academies to develop an expanded programme of atmospheric science research which will complement the programmes fostered by the World Meteorological organization.»

In January 1980 a new agreement became effective that provided for a programmatic transition from GARP to the World Climate Research Programme (WCRP) designed to complete the activities of GARP and to concentrate on the study of climate change and variability. This new agreement with WMO led to another agreement between ICSU and Unesco to cooperate in the development of the oceanographic component of the World Climate Research Programme through ICSU's Scientific Committee on Oceanic Research (SCOR) and the Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) of Unesco, which established a joint Committee on Climatic Changes and the Ocean (CCCCO).

It should be noted that in the interim an agreement had been made in 1973 between Unesco and one of the ICSU International Scientific Unions, the International Union of Geological Sciences (IUGS), to carry out a cooperative programme of studies known as the International Geological Correlation Programme (IGCP). This has an International Board appointed jointly by the President of IUGS and the Director-General of Unesco.

In addition to these formal agreements ICSU and members of the ICSU family have entered into arrangements with several members of the U.N. family to establish joint programmes, networks, coordinating units for specific studies, etc.

Conclusion

The increase in the number of international non-governmental organizations over the last forty years, together with the increase in their size, efficiency and effectiveness, has brought with it a growing recognition by governments and the international intergovernmental organizations of the importance of the NGOs as effective partners in carrying out programmes, projects and studies. This brings both advantages and disadvantages. One important disadvantage is the tendency for governments to wish to increase their influence over such organizations when they reach a certain level of national and international importance. A second is that IGOs never seem to accept that an NGO can be an equal status partner, and a third is the disparity in size and funding, with the NGO appearing to be the small, poor partner. The advantages include the usual improvement in efficiency as one brings together an objective, independent, scientific organization and a scientific organization which can obtain the support of governments to carry out its programmes. Another is that improved cooperation brings increased efficiency and augments interaction between like-minded scientists from all parts of the world. As Harvey Brooks said: *«One of the biggest contributions of science to international relations has been its use as a neutral form which can bridge national boundaries and differences in culture and socio-political systems»*. It is perhaps this neutral form which helps to facilitate agreements between IGOs and ICSU.

* The immediate predecessor of the World Meteorological Organization (WMO).

** This agreement was denounced on 16 June 1946 by the Director of the Institute to help facilitate arrangements between ICSU and Unesco.

Bruxelles, 28 novembre 1986

Brussels, 28 november 1986 -

JOURNEE DE REFLEXION UAI/FAIB

JOINT DEBATE UAI/FAIB

« OING demain » « INGO's tomorrow »

LISTE DES PARTICIPANTS

Alliance int Ste Jeanne Arc
 Ass catholique int radio et TV
 Ass eur réhabilitation du mourir
 Ass eur vente par correspondance
 Assemblée de l'Atlantique Nord
 Bur int du tourisme social
 Bureau int de la paix
 Centre pour le Droit international
 Cl eur féd de l'industrie chimique
 Cms consultative barreaux de la CE
 Cms consultative barreaux de la CE
 Conf eur des relations publiques
 Conf eur pâtes, papiers et cartons
 Conseil int langue française
 Coop int développement solidarité
 Fed abolitionniste internationale
 Fed ass int établies en Belgique
 Fed ass int établies en Belgique
 Fed eur vente et service a domicile
 Fed int camping & caravanning
 Fed mondiale villes jumelées
 Gpnt caisses épargne de la CEE
 Inst int civilisations différentes
 Inst int sciences administratives
 Inst royal rel. internationales
 Int network for UN second assembly
 Int network for UN second assembly
 Maison associations internationales
 Maison associations internationales
 Nations Unies
Off int cacao, chocolat, confiserie
PRELUDE
 Société européenne de culture
 The European YWCA's
 The European YWCA's
 The European YWCA's
 The European YWCA's
 The European YWCA's
 Un. eur alcools, eaux-vie, spiritueux
 Un. int chrét. dirigeants entreprises
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales
 Union associations internationales

Maryvonne Stéphan
Rev. Colm Murphy
Anne Marie Palouzie
Léon Schillings
Jean Rémion
Arthur Haulot
Paul Lévy
François Rigaux
J.M. Devos
Jean-Régnier Thys
Jacqueline Grosjean
F.C. Lekime
Albert de Monts
Joseph Hanse
Patrice Robineau
Myriam Schreiber
Gilbert Jaeger
Ghislaine de Coninck
Marie-Andrée Vander Elst
Ivor Kahl
Jean Maurice Chevallier
Michel Focan
Jean-Paul Harroy
Catherine Bourtembourg
Emmanuel Coppieters
John Carey
Jeffrey Segall
Pierre Harmel
Gérard Ghellinck
Raymonds Martineau
Antonie M. Van Tulder
Christiane Coene
Jean Morand
Denise Siegriest-Rey
Janine van Vliet
Jenny Co'son
Nadine van Doorselaer
Hilda Sytor
Jean Louis van de Wouwer
Josef M Mertes
Franco-Alberto Casadio
Robert Fenaux
Auguste Vanistendael
S.K. Saxena
Paul Hiernaux
Geneviève Devillé
Anthony J N Judge
F.W.G. Baker
Christian de Laet
Johan Galtung
Vladimir Hercik
Marcel Merle
Cyril Ritchie
Jacques Raeymaeckers
Georges-Patrick Speeckaert
Paul Ghils

LIST OF PARTICIPANTS

Secrétaire général
 Présidente
 Délégué général adjoint
 Secrétaire général adjoint
 Secrétaire général
 Vice-président IPB, Professeur UCL
 Professeur UCL
 Conseiller juridique
 Secrétaire général
 Secrétaire administrative
 Secrétaire général
 Secrétaire général
 Président
 Secrétaire général
 Vice-présidente
 Président
 Secrétaire général
 Secrétaire général
 Président
 Secrétaire général honoraire
 Secrétaire adjoint
 Prof. Institut de sociologie ULB
 Chargée de recherches
 Directeur général
 Convenor
 Convenor
 Président, ministre d'Etat
 Directeur
 Chargé des relations avec ONG
 Directeur général
 Assistante à la coordination
 Président Centre belge de la SEC
 Coordinatrice
 Secrétaire

Secrétaire général
 Secrétaire général
 Président UAI, Directeur SIOI
 Secrétaire général
 Vice-président UAI, Sec. gen. C & S
 Vice-président UAI
 Trésorier UAI, Près Non CPCCICEE
 Secrétaire général adjoint
 Secrétaire général adjoint
 Membre csl dir UAI, Sec exec ICSU
 Membre csl dir UAI, Secr CPRC
 Membre csl dir UAI, Research Fellow
 Membre csl dir UAI
 Membre csl dir UAI
 Membre csl dir UAI
 Membre csl dir UAI
 Membre csl dir UAI
 Membre csl dir UAI
 Secrétaire général honoraire
 Chargé de recherches

International meetings in 1986

by Ghislaine de Coninck*

Introduction

For the past 38 years, the Union of International Associations has undertaken, for the benefit of its members, statistical studies on the international meetings that took place worldwide in the preceding years. The detailed figures for 1986 have just been finalized and we are giving here under some additional comments.

The statistics are based on information collected by the UAI Congress Department and selected according to very strict criteria maintained for the last years, this enabling meaningful comparison. Meetings taken into consideration include those organized and/or sponsored by the international organizations which appear in the «Yearbook of International Organizations» and in the «International Congress Calendar», i.e.: the sittings of their principal organs, congresses, conventions, symposia, regional sessions grouping several

countries, as well as some national meetings with international participation organized by national branches of international associations.

Are excluded from the UAI figures : purely national meetings as well as those of an essential religious, didactic, political, commercial, sportive nature such as religious gatherings, courses, party conferences, fairs, sales meeting, contest etc... Are also excluded: meetings strictly limited in participation such as committees, group of experts etc... most of those being held at an intergovernmental level and taking place mainly at the headquarters of the large IGO's in New York, Geneva, Rome, Brussels, Vienna...

General picture

The total number of International meetings organized in 1986, compared with 1985, indicates a steady increase worldwide.

In 1986, the overall increase worldwide amounts to 8% as compared with 1985. This figure including a 2% increase of meetings from international organizations and 6% increase of meetings from national organizations.

In Europe, contrarily to the other regions, the number of meetings sponsored by international organizations is somewhat decreasing.

The analysis of the Leading countries indicates the following situation : see table 3.

Breakdown by

Continents and Cities

Africa

In Africa the most important countries hosting international meetings, with an increasing rate are: Kenya with an 11 % share of the Africa market, Egypt with 10%, Zimbabwe with 8% and Tunisia with 6%.

Among other countries with increasing figures are : Morocco, Algeria, Cameroon, Ghana, Mali, Niger, Nigeria, Zambia.

North America

In North America (USA - Canada - Mexico) the global situation has not changed since 1985. The meetings taken into consideration in the survey are mostly meetings from International organizations; it is well known that the number of meetings organised in those countries are much higher than the figure mention in the analysis; the survey of this specific market is not within the scope of activities from the UAI. On a worldwide level, it is the USA which is the leading country with a 10% share of the worldwide total.

South America

In South America the increase is significant: 23% more as compared with 1985. Leading host countries are: Brazil and Argentina who have a respective 24 % and 20 % share of the total South American figure.

Asia

The increase in this area is: 24% of which 21 % is the number of meetings sponsored by international organizations.

The highest increase has taken place in China and Malaysia who have both doubled the figure of 1985; Japan has also shown an increase and is back to

Table 1. Worldwide breakdown of the total number of International meetings in 1986

Continent	Total	Meetings of	
		int.org.	nat.org.(**)
Europe	62,6%	42%	20,6%
North America	13,6%	11%	2,6%
Asia	12,2%	8,8%	3,4%
South America	5,0%	4%	1,0%
Africa	4,2%	4%	0,2%
Oceania	2,4%	2%	0,4%

Table 2. Increase in % 1986 versus 1985 - per Continent

Continent	Total	Meetings of	
		Int.org.	nat.org.
Europe	6%	- 3,5%	+ 9,5%
North America		+ 3,6%	- 3,6%
Asia	+ 24%	+ 21,5%	+ 2,5%
South America	+ 23%	+ 11%	+ 12%
Africa	+ 15%	+ 14%	1%
Oceania	+ 23%	+ 22%	+ 1%

(**) As indicated in the introduction, we do not intend to make a comparison between the number of

meetings sponsored / organized by International organisations and the number of national

meetings.

The meetings listed under "Nat. Org." are in most cases of national type, and are due to initiatives

independent from those of international organisations but are open meetings with very large

international participation.

(*) Head UAI Congress Department and Services.

the level reached in 1983 and lost since that time.

The leading countries are :
Japan with 14% of Asia, Singapore 12%. South Korea. Israel 9,5%, India 9%. Thailand 7%. Hong Kong 6,5%, China 6%. Philippines 5,5%, Indonesia 4%.

Australasia

An 23% increase is also recorded as compared to 1985.

Australia is leading the other regions of this area with a 65% share of the total.

Europe

Contrary to the other continents, the increase is limited to 6% as indicated above; the total number of meetings sponsored by international organizations is decreasing by 3,5% while the meetings of national organizations is increasing by 9,5%. This situation is not similar in every country; notably in Austria, Denmark, Finland and Spain where the situation is reversed.

In Spain the total increase is important, this is mainly due to the organization in that country of the large quadriennial meeting of a scientific international organization which lead to the organization of a large number of «satellite» meetings. As indicated in Table 3, the Top European countries hosting international meetings are : France and UK who are far ahead of Germany Fed Rep, Switzerland, Italy, Spain, Netherlands, Belgium and the Scandinavian countries.

It is noticed that Belgium formerly occupying the 6th place on worldwide scenery has dropped to 9th place.

Breakdown by cities

Table 4 gives the list of leading cities which is driven by European cities.

Continent by continent the classification is :

Africa: Nairobi, Cairo, Tunis, Harare

North America : Washington, New York, Montreal, Vancouver.

South America : Buenos Aires, Rio de Janeiro, Sao Paulo and Caracas.

Asia: Singapore, Seoul, Tokyo, Bangkok, Jerusalem, Manila, New Delhi, Kuala Lumpur.

Europe: see table 4.

The Participants

The survey of information concerning participants attending meetings,

Table 3. Leading countries hosting international meetings in 1986, % of the worldwide total

Countries	Total	Meetings of	
		int.org.	nat.org.
USA	10%	8%	2%
France	9%	5%	4%
UK	9%	5%	4%
Germany FR	6%	3,5%	2,5%
Switzerland	4,5%	4%	5%
Italy	4%	2,7%	1,3%
Spain	4%	3%	1%
Netherlands	4%	2,7%	1,3%
Belgium	4%	2,7%	1,3%
Canada	3%	2%	1%
Austria	3%	2,3%	.7%
Denmark	1,8%	1,5%	.3%
Sweden	1,8%	1,5%	.3%
Finland	1,8%	1,5%	.3%

As far as the Leading cities are concerned the results are as follows:

Table 4. Leading cities hosting meetings from International Organizations; % of the worldwide total.

City	Meetings of		Total
	int. ass.	nat. ass.	
Geneva	2,6%	.1%	2,7%
Paris	2,3%	.3%	5,3%
London	2,3%	1,7%	4%
Brussels	1,8%	.5%	2,3%
Vienna	1,4%	.2%	1,6%
Madrid	1,1%	.6%	1,7%
Washington	1,2%	.1%	1,1%
New York	1%	.1%	1,1%
Berlin West	.8%	.7%	1,5%
Singapore	.8%	.7%	1,5%
Barcelona	.8%	.6%	1,4%
Amsterdam	.7%	.5%	1,2%

shows as in previous years that the majority of meetings have participants numbering between 100 and 500.

Table 5. Breakdown by participants

less than 100 participants	--- 17%
100 to 500 participants	— 58%
500 to 1000 participants	— 13%
1000 to 3000 participants	- 9,5%
3000 to 5000 participants	- 1%
5000 to 7000 participants	- 1/2
7000 to 10000 participants	- 1/2
more than 10000 participants	- 1/2

Conclusions

The conclusion to be drawn from our survey is that the number of

International meetings is continuing to increase; one should note that the number of participants is remaining static; the average duration of the meetings is of 3,6 days.

As far as 1987 and following years are concerned the future is encouraging; however the decisions to organize meetings with less than 500 participants are being taken on a more spontaneous pattern.

GDC March 1987

